-FAC3 24497

MÉMOIRE

CONCERNANT

Case

LA TRAHISON DE PICHEGRU,

DANS LES ANNÉES 3, 4 ET 5,

Rédigé en l'an 6 par M. R. DE MONTGAILLARD,

Et dont l'Original se trouve aux Archives du Gouvernement.

A PARIS,

DE L'IMPRIMERIE DE LA RÉPUBLIQUE.

Germinal an XII,

THE PARTY

ELEVICIPAL MY

1 . 2.27 W S 1/2 1/2

SUPPLIES AND REST LASTE AT

Control of the contro

MÉMOIRE

Concernant la conjuration de Pichegru, dans les années 3, 4 et 5.

Je n'ai jamais été, je ne serai jamais le partisan ou le stipendiaire des ennemis de ma patrie; je suis Français, et je m'honore de l'être : tous mes vœux ont été pour la gloire, pour la prospérité de la France; toute ma haine a été vouée à ce cabinet qui trafique depuis huit ans des malheurs de l'Europe, à ce cabinet instigateur de tant de troubles et machinateur de tant de crimes; et si j'ai approché les princes français dans l'intention et l'espérance de servir ma patrie, je me suis éloigné d'eux, plein de ce mépris qu'inspireront toujours des hommes qui comptent sur les droits de leur naissance, et non pas sur leur courage ou sur leurs qualités personnelles, pour rentrer dans un empire dont leurs courtisans et leurs flatteurs dévoreraient bientôt la substance et perpétueraient les désastres.

La vérité m'obligera à dire ce que la modération de mon esprit me porterait à taire; je ne puis ni ne veux rien celer. Qu'on blâme cet écrit, ou qu'on l'approuve, j'aurai rempli mon devoir; j'aurai laissé à ma patrie un gage de mon amour pour elle; et ceslignes, j'ose du moins l'espérer, défendront ma mémoire contre les atteintes de la calomnie ou de la haine.

Il n'est point de département, il n'est point deville de France tant soit peu considérable, où l'on n'ait envoyé des agens, où l'on n'ait pratiqué des intelligences, où il n'ait été versé des fonds, et prodigué, au nom des princes, des promesses de toute espèce : mais la cupidité et l'intrigue ont présidé par - tout au choix comme au travail des royalistes; et les prétentions des princes n'ont jamais diminué, quelque grands qu'aient été les succès des armées de la République. Une incurable ténacité à des distinctions et à un ordre de choses non-seulement détruits, mais presque effacés aujourd'hui de la mémoire des Français, a fait craindre à la France, et avec raison, de nouveaux bouleversemens: ces princes ont montré les vengeances partout, et le repos nulle part, dans une contre-révo-Iution que tant d'intérêts opposés devaient contrarier. Ils ont apporté une légéreté excessive dans des entreprises qui exigeaient une prudence extrême ; ils ont mis la menace et la jactance là où il fallait un courage modeste; ils ont fait redouter leur justice et même leur clémence, lorsqu'ils ne devaient songer qu'à se concilier les esprits. Ils ont montré les mêmes

vices qui avaient indisposé autrefois, les mêmes abus qui avaient révolté toutes les classes, jusqu'à celles qui étaient en possession de les exercer ou d'en jouir. Ils se sont constamment guidés d'après ce qui avait été, et non pas d'après ce qui était; et à quelque distance de la royauté que tout le monde eût été jeté, les princes français se sont toujours crus, et se croient encore, au point d'où ils étaient partis pour la renverser ou pour la soutenir.

L'opinion s'est rarement trouvée du côté des royalistes: ils l'ont dédaignée, parce qu'ils ont pensé que la force leur suffisait; et lorsque celle-ci leur a manqué, ils ont invoqué l'opinion, qui les a repoussés et avec justice. Aussi toutes les conspirations qui ont tendu au rétablissement de la royauté, n'ont obtenu et n'obtiendront désormais aucun succès, parce qu'il n'en est aucune qui ait eu véritablement pour objet, de la part des princes français, le repos, la gloire et la prospérité de la nation. Il est donc vrai de dire que ces princes ont mérité leurs malheurs, que la République a mérité ses succès.

J'ai fait ce développement, afin que l'on connût la situation des esprits et des choses dans le parti royaliste, au moment où le prince de Condé osa concevoir une conjuration dont l'effet ne tendait à rien moins qu'à renverser la République française,

et à dicter, ou de son chef, ou avec le consentement du comte de Lille, des lois à la France et à l'Europe.

Le règne de sang et de terreur sous lequel Robespierre faisait gémir la France, m'avait contraint à abandonner mes foyers. Quelques heures plus tard j'étais précipité dans les cachots où il entassait ses victimes; et les temps étaient devenus si affreux, qu'une dénonciation équivalait à un arrêt de mort : mais le tyran périt peu de jours après sur l'échafaud; et son supplice sauva la vie à cinq cent mille Français. Je me rendis alors en Suisse, dans l'espérance de communiquer avec ma famille.

J'avais retrouvé, en traversant l'Allemagne, un de mes compatriotes, habitant de la même ville où je résidais en France, et fixé auprès du prince de Condé, en qualité de son aide-de-camp; il lui inspira le desir de me voir. Le prince me fit appeler; il me prodigua ces éloges et me témoigna cet intérêt qui coûtent si peu aux grands, et qui sont si peu sincères de leur part. Il m'entretint longuement des malheurs de la France, et me persuada que toute son ambition était d'y mettre un terme.

Élevé loin des cours, étranger à cette perfidie et à cette duplicité qui en sont l'aliment et les ressources, je crus voir le libérateur de la France dans la personne du prince de Condé; et la grandeur du nom dont il était revêtu, devint pour moi le gage du repos et de la gloire de ma patrie.

Le prince m'écrivit plusieurs fois de Rothenbourg, où était alors son quartier général, me fit part de ses besoins et de ses craintes, et m'engagea à me rendre auprès de sa personne. Sur ces entrefaites, il recut l'ordre d'aller occuper avec son armée le cantonnement de Mulheim en Brisgaw. Il se trouvait dans une situation déplorable. Chef d'une armée dont il était dans l'impuissance d'acquitter la solde, commandant un corps où chaque soldat avait sa volonté et méconnaissait la voix de ses supérieurs, égaré par cette foule de courtisans qui lui représentaient la France toute prête à embrasser ses genoux; trompé par les cours de Pétersbourg, de Vienne et de Londres, dont il ne recevait que des promesses insignifiantes; haï du comte de Lille et du comte d'Artois, et les haïssant pour le moins autant; suspect à tous les deux, dans ses vues et dans ses projets de conquête : telle était la situation politique dans laquelle se trouvait le prince de Condé au mois d'avril 1795; et, à cette époque, la majorité de la nation française croyait le prince, sur la foi de son nom, investi d'un grand pouvoir, armé d'une grande force, et jouissant d'un grand crédit auprès des puissances coalisées.

La politique de l'Angleterre ayant déterminé ce

cabinet à prendre le corps de Condé à sa solde, afin d'en diriger tous les mouvemens, MM. Crauffurd et Wickham se rendirent à Mulheim. Ils y arrêtèrent la formation de nouveaux corps, et attribuèrent à ceux qui existaient déjà, une solde beaucoup plus forte que celle qui leur était accordée par l'Autriche. Une nuée d'officiers généraux parut au même instant, et les appointemens les plus considérables leur furent alloués. Les commissaires anglais ne paraissaient embarrassés que d'une chose; c'était de ne point dépenser assez d'argent. Ils accordèrent une foule de gratifications, forcèrent tous les états qui leur furent présentés, et délivrèrent au prince de Condé une somme de trente-six mille louis pour être employée à des dépenses secrètes sur la rive gauche; à l'effet d'y faciliter la désertion parmi les soldats et de se ménager des partisans parmi les officiers.

Mais, au milieu de toute cette munificence, le corps du prince comptait plus d'officiers que de soldats; et la difficulté du recrutement devait même augmenter tous les jours, par le peu de facilités que les Autrichiens lui laissaient à cet égard. C'est ce qui jeut lieu en effet; et dans l'espace de dixhuit mois, l'armée du prince fut à peine augmentée de dixhuit cents hommes effectifs.

Ce fut dans ces circonstances qu'il forma le projet d'ouvrir des négociations avec le général

1. 1

Pichegru. Tous les renseignemens que le prince s'était procurés, le portaient à croire que de général suivait à regret les drapeaux de la République, et qu'il se rangerait volontiers sous ceux de la monarchie. Le prince m'écrivit, le 3 juin 1795, par duplicata, en m'invitant à suspendre un voyage que j'étais au moment d'entreprendre pour mes affaires personnelles. Il m'écrivit, le 9, pour m'ordonner de me rendre le plutôt possible auprès de sa personne. Il m'entretint fort au long du projet qu'il avait formé, me demanda une personne capable de conduire une entreprise aussi délicate, et finit par me dire qu'il avait jeté les yeux sur moi pour en diriger l'exécution. Je refusai long-temps de m'en charger; mais l'espérance d'être utile à mon pays, et la persuasion où j'étais que ce sentiment animait le prince, me déterminèrent enfin. Il me donna tous les pleins-pouvoirs qu'il crut nécessaires pour faciliter les opérations, en limitant toutefois les grâces que je pourrais accorder, soit à Pichegru, soit aux officiers de son armée.

J'avois eu occasion de voir, à Neufchâtel, M. Louis Fauche-Borel (1), imprimeur de cette ville. Cet homme y était connu par la haine profonde

⁽i) Note de l'Éditeur. Nous apprenons en ce moment que Fauche-Borel est prisonnier au Temple.

qu'il avait vouée à la République française, et par un desir extrême de servir les princes qui la combattaient. Les principes qu'il avait professés, et la conduite qu'il avait suivie depuis les premiers jours de la révolution, beaucoup de courage ou de résolution, un grand amour-propre, sa qualité d'étranger et de négociant, toutes ces choses rendaient M. Fauche très - propre à être employé d'une manière active dans l'armée du Rhin. Les promesses qui lui furent faites en cas de succès, et dont il exigea la signature avant toutes choses, le décidèrent bientôt à se charger d'une semblable mission. Elles consistaient en une somme d'un million, l'attribution de l'Imprimerie royale, l'inspection générale de la librairie de France, avec la charge de conseiller d'état y annexée, et le cordon de Saint-Michel. Dans le cas de non-succès, M. Fauche eut la promesse qu'il lui serait compté une somme de mille louis, si l'on parvenait toutefois à aborder le général Pichegru, et à lui communiquer les intentions du prince de Condé.

M. Fauche fut subordonné à M. Antoine Courant, bourgeois de Neufchâtel, qui fut chargé en chef de l'exécution des ordres. Il avait été employé dans des affaires d'une nature semblable par Frédéric II; et ce souverain lui avait témoigné, par ses bienfaits, la satisfaction qu'il avait éprouvée de ses

services. M. Courant joignait à un sang-froid inaltérable une grande présence d'esprit dans les conjonctures difficiles; il avait une intrépidité peu commune, et il possédait le talent de ne jamais laisser pénétrer son secret ; il parlait très - bien plusieurs langues, et il ajoutait à tous ces avantages une grande connaissance des hommes et des choses. Des récompenses considérables lui furent assurées en cas de succès; il lui fut promis un dédommagement dans le cas contraire : mais sans examiner jusqu'à quel point on eût acquitté ces promesses, une fois sur le territoire français, M. Courant montra dans cette occasion, et dans toutes celles qui se présentèrent depuis, le désintéressement le plus noble; et il est par conséquent inutile de dire qu'il en fut la victime.

M. Fenouillot (1), avocat de Besançon, chargé par M. Wickham de répandre sur les frontières ces petites feuilles en style poissard qui sont si fort du goût du peuple et du soldat, fut envoyé en Franché-Comté, pour obtenir d'un ami intime du général Pichegru, des renseignemens précis sur son compte.

Les choses ainsi préparées, MM. Courant et Fauche furent présentés au prince. Le premier fut

⁽¹⁾ Note de l'Éditeur. Nous apprenons en ce moment que Fenouillet est prisonnier au Temple.

agréé; le second ne parut qu'un surcroît de dépense inutile: mais sur l'observation que, dans des affaires de ce genre, deux personnes qui s'entendaient parfaitement, pouvaient s'aider de leurs conseils, et devenaient nécessaires, en cas d'événemens, pour que rien ne fût compromis, M. Fauche fut adjoint à M. Courant, avec injonction de se conformer en tout à ses avis.

Le prince leur ayant donné ses instructions, leur remit une somme de trois cents louis. En vain M. Courant insista-t-il sur la nécessité d'avoir en sa possession une somme plus forte; il ne put l'obtenir. Les deux Suisses partirent de Bâle le 29 juillet 1795, et arrivèrent le même jour à Strasbourg. Le général Pichegru se tenait à Altkirk, à une lieue de cette ville, où les officiers de son état-major résidaient pour la plupart. M. Courant se rendit plusieurs fois à Altkirk, avec M. Fauche, dans l'espérance qu'il y trouverait l'occasion d'aborder le général : il fut trompé dans son attente; mais il communiqua l'objet de son voyage à M. Badouville (1), adjudant général, avec lequel il lia bientôt, ainsi que M. Fauche, une connaissance intime.

Le général partit de Strasbourg le 14 août pour

⁽¹⁾ Note de l'Éditeur. Nous apprenons en ce monrent que Badouville est prisonnier au Temple.

visiter le Haut-Rhin, et conférer avec les trois représentans du peuple qui venaient d'arriver dans cette partie. M. Fauche se rendait à Bâle pour m'instruire de l'état forcé de stagnation où l'on se trouvait encore; mais ayant rencontré le général sur la route, il s'arrêta à Huningue. Pichegru, l'ayant aperçu, le fit remarquer à quelqu'un qui était à ses côtés, en ajoutant : Voilà un des deux individus que nous avons vus plusieurs fois à Altkirk dans les jardins. Ce propos fut entendu par M. Fauche, Pichegru devait dîner à Huningue; mais vers une heure, malgré une pluie très-forte, il partit brusquement pour se rendre chez M. me Salomon à Blopsheim. M. Fauche le suivit peu de momens après, bien persuadé que le général n'avait cherché, en quittant Huningue, qu'à lui faciliter les moyens de l'approcher. M. Fauche n'hésita point à se présenter chez lui ; et l'ayant rencontré dans un corridor, il entama la conversation en lui offrant la dédicace d'une collection de lettres de J. J. Rousseau à M. Duperou de Neufchâtel, qui en avait fait un legs en faveur de M. Fauche.

« J'accepte cette dédicace, répondit Pichegru; » mais comme je n'approuve point tous les prin» cipes avancés par J. J., vous voudrez bien me
» communiquer les manuscrits, afin que j'en prenne
» lecture avant d'attacher mon nom à leur impres» sion. » M. Fauche, rassuré par ce début, et bien

convaincu d'ailleurs que Pichegru avait été informé par son adjudant général, du véritable but du séjour des deux Suisses à Strasbourg, reprit aussitôt à voix basse : « Général, j'ai à vous parler d'objets bien » plus importans; et cela de la part du prince de » Condé. — Du prince de Condé! dit Pichegru en » l'interrompant ; que me veut-il ! de quoi est-il » question ! expliquez-vous. — Une personne char-» gée des pleins - pouvoirs du prince est à Bâle, » répliqua M. Fauche. — Mais je ne puis point aller à » Bâle, où je serais trop en vue, répondit Pichegru: » d'un autre côté, cette personne ne peut venir ici. » Partez donc sur-le-champ pour Bâle, et soyez » de retour ici le plutôt possible. Je devais partir » ce soir pour Strasbourg, je vous attendrai jusqu'à » demain quatre heures après midi. »

M. Fauche eût pu très-bien entrer dans tous les détails que pouvait desirer Pichegru; mais il avait été saisi dès le premier abord, et n'avait pas conservé le sang froid nécessaire en pareille circonstance. Il arriva à Bâle les portes fermantes, et m'instruisit du succès de son entrevue. Je passai la nuit à rédiger d'une manière précise les instructions du prince, et à dresser un état des récompenses qui devaient être accordées au général et à son armée. M. Fauche reprit la poste à sept heures du matin, et fut le soir de retour à Bâle.

Il m'annonça que le général desirait, avant toutes choses, avoir la signature même du prince, quoiqu'il ne parût point douter que les propositions ne fussent faites de sa part. « Il est absolument nécessaire, » dit *Pichegru*, que le prince m'explique ses intenstions, et sur-tout comment il entend que j'agisse. » Vous me rejoindrez à *Strasbourg*; arrivez-y le plutôt » possible. »

Je me rendis à Mulheim sur-le-champ; et ayant fait éveiller le prince, je lui communiquai l'état des choses. Il en fût extrêmement satisfait; mais ce ne fut qu'avec la plus grande peine qu'il se détermina à écrire au général. Il ne voulut jamais lui accorder ce titre, qui lui paraissait une reconnaissance formelle de la République; mais il sentit enfin la nécessité de témoigner du moins une certaine confiance à un homme qui s'était jeté entre ses bras avec empressement, on peut même dire avec légéreté. Il eut l'air d'écarter tous les doutes; et il supprima ces môts, timeo Danaos, qui revenaient à chaque instant dans cette conversation de quatre heures. Après une discussion aussi longue sur un objet aussi simple, le billet suivant me fut remis:

« Puisque M. Pichegru est aussi honnête que » je l'avais toujours espéré, je desirerais bien qu'il » envoyât ici une personne de confiance à qui » j'expliquerais les avantages de tout genre que

» j'assurerais à M. Pichegru et à tous ses amis, » dans le cas où il ferait ce qui lui a été commu-» niqué de ma part. Cette mesure me paraît abso-» lument indispensable; car, sans cela, on peut » multiplier les messages sans s'entendre, perdre » un temps précieux, et compromettre cet impor-» tant secret. Signé Louis-Joseph de Bourbon. A » Mulheim, le 18 août 1795.»

Le prince voulait apposer simplement son cachet à cet écrit. Je parvins à l'en dissuader, et à le déterminer à signer et dater cet écrit. Il me fut ordonné de le faire parvenir promptement au général, et d'exiger de M. Fauche sa parole d'honneur qu'il ne laisserait pas cette pièce entre ses mains; tant le prince paraissait craindre, et je ne sais trop comment, que cette pièce ne pût le compromettre vis-à-vis des Autrichiens, pour lesquels cette négociation devait être un secret profond. En attendant, le secret était assez mal gardé à Mulheim; car à peine venait-on d'aborder le général Pichegru, et déjà sept ou huit personnes en étaient instruites au quartier-général du prince.

C'est à cette facilité extrême et à cette défiance excessive qui composent le caractère du prince de Condé, qu'il faut attribuer la cause de ces fausses mesures et de ces tergiversations continuelles qu'on remarquera dans le cours des négociations. D'un autre

autre côté, les conseillers du prince, loin de lui montrer la situation critique dans laquelle il se trouvait, n'étaient occupés qu'à la lui dérober, et à adapter les circonstances à leurs intérêts personnels, sans aucun égard pour la chose publique.

Il est bien difficile que l'esprit d'un homme, quelque vaste qu'on le suppose, ne se rétrécisse pas, lorsqu'il s'occupe de détails dans toute administration quelconque. Des habitudes semblables tueraient le génie, si le génie pouvait être le partage des hommes qui s'y dévouent; et rien n'empêche plus sûrement de faire de grandes choses, que d'en faire beaucoup de petites. Lorsque je vis le prince de Condé s'occuper, avec une persévérance opiniâtre, des plus minces détails administratifs dans la nouvelle formation de sa petite armée, il me fut démontré que le prince n'aurait jamais une armée sous son propre commandement; et cet esclave de tant de considérations politiques et pécuniaires m'annonça dès-lors qu'il en serait un jour accablé. En effet, il ne sut nidésobéir à des rois qu'il savait bien être ses ennemis et les ennemis de sa famille, ni commander à des soldats qu'il savait bien être ses amis et les amis de sa gloire. Il acquit cette espèce de réputation qui est la plus aisée de toutes à conserver, parce qu'elle n'exige qu'un esprit médiocre et une certaine défiance; mais il immola en même temps sa gloire, pour jouir de

quelques instans de plus de renommée. Il ne sut être ni courageux ni prudent à propos. En vain les circonstances lui devinrent - elles terribles ou favorables; il les laissa fuir, ou il se soumit à leur rigueur: on eût dit que le destin lui avait imposé cette tâche, d'inspirer une grande frayeur, et de céder à une extrême faiblesse; de tenter tout par son cœur, et de manquer tout par son esprit; d'être un héros sur le champ de bataille, et un homme sans vigueur dans le cabinet; de concevoir de grands projets, et de reculer devant leur exécution; de ne manquer jamais de prévoyance, et d'être toujours sans caractère. Ce prince eut quelques instans d'éclat; mais il n'eut pas un seul moment de grandeur. Je l'ai vu céder à la fortune de la République, de la même manière qu'il avait combattu ses généraux, sans magnanimité, mais sans lâcheté; et la crainte qu'il eut toujours de devenir pauvre le condamnait à n'être plus qu'un chef de proscrits. Ce prince bravait la mort; mais il redoutait l'échafaud. On l'a vu reculer à la voix de la renommée, lorsqu'elle lui apportait les vœux que la Vendée formait pour combattre sous ses ordres; et on l'a vu à Bernstheim et à Biberacht se précipiter au milieu des bataillons ennemis, toujours maître de son courage, mais incapable d'oser prendre sur lui une grande résolution, quelques facilités que lui laissassent les généraux de

la République. Sa conduite a été, pendant six années, un modèle de patience et de résignation. Les Autrichiens ont triomphé de sa patience, de sa résignation; et le prince s'est pleinement contenté de cet éclat extérieur et de ce luxe militaire dont ils lui permettaient l'exercice. Ce prince possède un jugement sain; il n'est pas sans connaissances et sans instruction : mais l'histoire du Grand Condé n'est point celle qu'il a le plus méditée. Son ame est faible; son esprit est timide: peu de princes sont aussi susceptibles de prendre toutes les impressions que des courtisans peuvent avoir intérêt de leur donner. La défiance et la fausseté sont au fond de son cœur ; elles s'exercent sur sa propre famille; et le duc de Bourbon est jusqu'ici la personne dont il s'est montré le plus jaloux. Ce prince et le duc de Berri n'ont jamais eu la moindre part à la confiance du prince de Condé. Il en disposait en faveur de deux hommes entièrement incapables de le servir, mais très-fidèles à le flatter. L'un était le chevalier de Contye, lieutenant de ses chasses, sans talens comme sans pudeur, mais homme de plaisir et de dissipation, et qui n'avait guère plus d'égards pour les chasseurs nobles de l'armée du prince, que pour les piqueurs de Chantilly. L'autre était le marquis de Montesson, petit bossu de corps et d'esprit, qui, peu de jours après l'ouverture des états-généraux,

dont il était membre, s'était réfugié dans ses terres en Anjou, persuadé qu'on voulait attenter à ses jours : cet homme borné et essentiellement faux avait quitté la France peu de temps après, et le hasard l'avait jeté auprès du prince de Condé. C'est à ces deux personnages que le prince avait confié exclusivement le soin de sa gloire. Mais j'aurai bientôt occasion d'entrer dans de plus grands détails à ce sujet; je reprends le fil de la conjuration.

L'écrit que M. Fauche remit le 19 à Pichegru ayant dissipé tous les doutes que ce général eût pu concevoir, il expliqua à M. Fauche la manière dont il allait s'y prendre pour remplir les vues du prince de Condé. Je copie littéralement cette conversation sur la transcription qui en fut faite pour être remise au prince:

« J'ai offert vingt fois en Alsace, dit Pichegru

» à M. Fauche, les occasions d'exécuter ce que le

» prince me demande aujourd'hui; et je ne puis

» concevoir, s'il a, comme je le pense, auprès de

» lui, des officiers d'un grand talent, qu'on n'ait pas

» su en profiter. J'ai beaucoup réfléchi à ce dont

» il est question. J'ai déjà donné, sous divers

» prétextes, à trois ou quatre bataillons qui sont

» ce que j'ai de plus mauvais dans l'armée, l'ordre

» de se rendre à Gravelines, Bergues, Nieuport, &c.

» J'ai déplacé mon parc d'artillerie et fait des

» dispositions propres à m'assurer les places fortes de » l'Alsace. Dans cet état, voici ce que je puis » faire. Les réprésentans du peuple me pressent de » passer le Rhin, et je vais y être forcé tout-à-» l'heure. Que le prince de Condé m'indique donc » le lieu où il desire que je traverse ce fleuve. Je » crois que Newbourg ou Steinstadt serait l'en-» droit le plus favorable, à cause de la position » militaire du prince. Qu'il m'indique le jour et » l'heure, la quantité d'hommes, l'espèce d'armes, » en observant cependant, pour ménager les appa-» rences, que je ne puis guère passer le Rhin avec moins de dix à douze mille hommes. Je laisserai » mes pontons comme pour servir à une seconde » colonne; et aussitôt arrivé sur la rive droite, je » proclamerai la royauté. Mon armée se réunira and dans le même moment à celle du prince; nous » repasserons ensemble le fleuve; les places de l'Al-» sace s'ouvriront devant nous; et aidés des renforts » que j'y laisse et de quelques bataillons autrichiens, » s'il est nécessaire, nous marcherons à journées » forcées sur Paris: car c'est là où il faut tendre. » Plus j'y réfléchis, et plus je vois que ce plan est » le seul susceptible d'un grand succès. Ce que le » prince me propose n'est point faisable. Je connais » le soldat: il ne faut pas lui donner le temps d'un » premier mouvement; il faut l'entraîner, et non le

» décider. Une fois sur la rive droite, je suis sûr de » lui, pourvu que le vin, la viande et l'argent ne » manquent point. Que le prince ait soin que tout cela » soit en abondance; que les officiers de son armée » se confondent et ne fassent qu'un avec les miens: » sur-tout point de jactance de la part des émigrés, » et je réponds de tout le reste. Il est inutile que j'en-» voie au prince un de mes aides-de-camp: il pour-» rait être aperçu et reconnu sur la rive droite, et » cela seul compromettrait la chose. D'ailleurs, vous » suffirez; et puisque le prince vous a chargé de » ses instructions, il doit avoir confiance en vous, » et ajouter une foi entière à ce que vous lui rappor-» terez de ma part. Il n'y a pas de temps à perdre : » retournez vers le prince; assurez-le que je vais » tout disposer en conséquence, et qu'il prenne de » son côté les mesures nécessaires. Soyez de retour » le plutôt possible. »

M. Fauche arriva à Bâle le 21 au soir, et prit aussitôt avec moi la route de Mulheim. Le prince avait insisté de la manière la plus forte pour qu'il obtînt de Pichegru un mot d'écrit. Le général s'y était longtemps refusé; il en avait fait sentir l'inutilité et le danger à M. Fauche, qui pouvait être arrêté à son passage: mais celui-ci ne lui ayant pas laissé un moment de repos, en avait enfin obtenu six ou sept lignes d'écriture, sans date ni signature; elles

assuraient le prince de Condé du dévouement de Pichegru et de l'ardeur qu'il mettrait à le servir. Le prince confronta cette écriture avec les lettres de Pichegru qu'il avait interceptées aux avant-postes pendant la campagne d'Alsace; il les trouva parfaitement semblables. M. Fauche remit en même temps au prince son fameux billet du 18, et il lui communiqua dans le plus grand détail toutes les observations faites par Pichegru.

Ici commencent les incertitudes et les craintes du prince de Condé. Peu de jours auparavant il eût tout sacrifié pour obtenir de Pichegru une réponse favorable : aujourd'hui il craint de se confier à ce général; il n'est question que de la foi punique de ces gens-là. On ne donne préalablement au prince aucun gage; on ne lui livre point une place forte pour sa sûreté: il ne peut donc exposer aussi inconsidérément son armée. Les Autrichiens voudront-ils favoriser ce plan! ne le contrarieront-ils pas plutôt! Ce qui avait été proposé par le prince était si simple et si raisonnable! pourquoi Pichegru ne suivait-il pas ce parti! et ces représentans du peuple, pourquoi ne les livrait-il pas au prince! &c. &c. Telle était la série d'observations que faisait le prince de Condé. La vérité est que, jaloux d'être regardé comme seul restaurateur de la royauté, il voulait agir sans la participation des Autrichiens; et d'un autre côté, il desirait avoir cette gloire au meilleur marché possible.

Il fut donc résolu, malgré toutes les objections que présentaient en foule le temps, le lieu, les circonstances, que M. Fauche retournerait à Strasbourg, porteur des mêmes dispositions; qu'il assurerait formellement Pichegru que le prince ne voulait et ne pouvait, sous aucun rapport, adhérer au plan d'exécution qui lui avait été transmis ; qu'il insistait de nouveau pour que le général fît proclamer la royauté sur la rive gauche. M. Fauche eut ordre de lui dire que le prince avait quinze à seize cent mille livres comptant en caisse, cinq à six millions en effets, dont on pourrait réaliser plus de moitié sous quatre fois vingt-quatre heures; et que si le général le desirait, le prince ferait déposer à Bâle une somme de cent mille écus en or, laquelle serait mise à la disposition du général, sur la première demande qui en serait faite, pour servir aux premiers besoins de son armée au moment de l'éclat. Il était aisé de prévoir que le général Pichegru rejetterait et le plan et les nouvelles observations du prince, et que le voyage de M. Fauche n'aboutirait qu'à faire perdre un temps précieux. Il revint en effet avec de nouveaux témoignages du desir qu'avait Pichegru de servir le prince, mais avec les mêmes décisions de la part de ce général : seulement il proposait de changer le lieu de la scène

afin d'opérer la réunion des deux armées, malgré les refus ou les lenteurs que les Autrichiens pourraient vouloir y apporter. Il n'est peut-être pas inutile de dire que M. Fauche ayant cru donner au prince une preuve de plus de la sincérité des sentimens qui animaient le général, en rapportant qu'il en avait reçu l'accueil le plus affectueux, et que le général avait même été jusqu'à le baiser sur la joue, le prince de Condé lui répliqua: « Pichegru se sent de son ancien métier ; il est » donc toujours soudard et crapuleux! Voilà comme » sont tous ces gens-là. Épanchement de corps- » de-garde, et rien de plus. »

Ces gens-là donnaient cependant au prince les plus grandes preuves de dévouement, et le dernier message de Pichegru ne pouvait laisser aucun doute sur sa bonne foi. Le nouveau mode d'exécution consistait à forcer le territoire Bâlois: le prince, qui n'était qu'à quatre ou cinq lieues de Bâle, fût arrivé dans la nuit sous les murs, et eût demandé passage dans cette ville, dans le même temps que Pichegru lui eût fait pareille sommation en se présentant du côté d'Huningue. A peine eût-il été nécessaire de brûler une amorce, pour sauver les apparences. On eût demandé sur-le-champ aux Suisses l'exécution des traités qui les liaient à la monarchie française, et l'on était assuré de ne faire en cela

que prévenir les vœux de la majorité des cantons. On croyait (on avait effectivement de fortes raisons pour le croire) que le canton de Berne donnerait sur-le-champ au contingent qu'il entretenait à Bâle, et aux régimens qu'il avait postés à Buren, à Nidau, et sur plusieurs points de la frontière, l'ordre de se rallier à l'armée royale. On avait la certitude que le même canton de Berne lui fournirait avec empressement des bœufs et tous les vivres dont elle pourrait avoir besoin. On eût gagné de suite les gorges de Porentrui, où l'on était certain de ne rencontrer aucun obstacle; et traversant la Franche-Comté, on eût dirigé sa route sur Paris. Les intelligences pratiquées dans cette province ne permettaient guère de douter qu'elle ne se soulevât à l'approche de l'armée royale.

En indiquant ce nouveau mode, Pichegru rejetait de la manière la plus absolue le plan du prince de Condé. Ce plan n'était, en effet, dans aucun rapport avec les circonstances, et ne pouvait offrir aucune espérance de succès: il suffisait de le connaître pour être convaincu. Le prince exigeait que Pichegru se déclarât sur la rive gauche et y fît proclamer la royauté par son armée; qu'il fît arborer le drapeau blanc dans toutes les places et sur tous les clochers qui bordent le Rhin, depuis Huningue jusqu'à Mayence; qu'il envoyât aussitôt à Mulheim un trompette, les yeux

bandés, pour informer le prince que l'armée républicaine avait reconnu le roi, et pour l'inviter en conséquence à se rallier à cette armée; qu'il livrât incontinent Huningue comme place de sûreté, avec la liberté d'y établir un pont de bateaux; qu'il arrêtât les représentans du peuple près l'armée du Rhin, et les fît traduire à Mulheim les fers aux pieds et aux mains, pour en être disposé ainsi qu'il appartiendrait. De son côté, le prince ferait proposer de la part du général Pichegru, et proposerait lui-même aux généraux autrichiens, un armistice sur toute, l'étendue de la ligne, jusqu'à l'arrivée du comte de Lille, à qui il serait envoyé un courrier par le prince, ainsi qu'à toutes les puissances belligérantes : en attendant, le général s'occuperait à purger son armée, ainsi que toutes les administrations de l'Alsace, de tout ce qu'il pourrait y connaître de jacobins et de constitutionnels, et réserverait au prince la nomination de tous les emplois civils et militaires qui seraient déclarés vacans. Après le retour des courriers, l'armée du prince effectuerait le passage du Rhin, prendrait possession de l'Alsace et dirigerait sa route vers Paris.

Il paraîtra sans doute étonnant que le prince de Condé ait pu adopter sérieusement un plan de cette nature, et sur-tout y tenir avec obstination: mais la surprise cessera, si l'on réfléchit au caractère de ce

prince, si l'on fait attention aux personnes qui l'environnaient, si l'on se rappelle quels étaient les ministres qui dirigeaient son conseil, Le prince ne voulait pas se compromettre vis-à-vis des Autrichiens, si cette entreprise venait à échouer; il ne voulait point leur en laisser la gloire, si elle venait à réussir. Il cherchait à hasarder le moins possible, et à se ménager en même temps une influence décisive dans le nouvel ordre de choses. Ses courtisans ne l'entretenaient que du respect et de la vénération que le peuple français avait conçus pour lui : ils lui peignaient la nation entière prête à le recevoir avec enthousiasme, et l'invoquant hautement comme son libérateur; ils l'assuraient que son nom seul glacerait d'épouvante la Convention nationale, et qu'une fois sur le territoire français, il n'aurait qu'à recueillir les vœux et les bénédictions de tout l'empire; ils ne cessaient enfin de lui dire que l'armée en masse était royaliste, que Pichegru répondait de ses dispositions, et qu'une fois en Alsace, on n'aurait d'ailleurs rien à craindre, sous ce rapport, d'après les mesures qui seraient prises. Je suis d'avis, disait M. de Montesson au prince, que l'on séjourne un mois dans cette province, pour assurer la restitution de tous les domaines déclarés nationaux, et pour y faire un exemple éclatant de tous les individus qui seraient connus pour avoir trempé dans la révolution.

La discussion roulant un jour sur ce sujet, j'interrompis le ministre et dis au prince : Si un semblable conseil pouvait obtenir un moment d'attention, je me hâterais de donner celui de laisser un pont de retraite sur le Rhin; car le prince ne demeurerait pas long-temps sur le territoire français. Je lui représentai, au contraire, qu'il fallait se réconcilier avec la nation française, au lieu de la menacer; qu'il fallait s'efforcer de regagner la confiance publique par toutes les voies et le plus promptement possible; qu'il fallait cesser la guerre contre tous ceux qui avaient participé à la révolution par des erreurs d'opinion ou des torts de conduite; que sans cela personne ne resterait aux princes français, personne ne reviendrait à eux, et qu'ils finiraient positivement comme les Stuarts.

Mais les nombreux agens que le prince entretenait en Franche-Comté et en Alsace, à Paris et à Lyon, ne lui permettaient guère d'écouter de semblables conseils; tant leurs rapports, en général, étaient exagérés dans tout ce qui pouvait plaire au prince. Je lui montrai la nécessité de laisser le général Pichegru entièrement le maître d'exécuter ses projets de la manière qu'il jugerait convenable; car lui seul était en position de déterminer ce qu'il y avait à faire et ce qu'il pouvait faire. Je fis sentir de quelle importance il était de s'abandonner sans réserve aux soins et aux vues de ce général, dont le plan prouvait évidemment la bonne foi. Je finis par dire au prince que le moment était arrivé où il fallait mettre l'héroïsme à la place de la prudence; et que la détermination qu'il allait prendre, déciderait sans retour, à mon avis, du succès de cette grande affaire. « Ce mot d'héroïsme ne me va pas, » me répondit le prince (et certes sa modestie » avait cette fois-ci raison): et quant au mode » d'exécution, je n'en changerai point; je ne veux » pas compromettre le sort de mon armée. »

M. Fauche partit de Bâle le 28 août, et remit le lendemain au général Pichegru une lettre très-longue, dans laquelle le prince faisait toutes les observations qu'il croyait propres à engager ce général à adopter le mode d'exécution qui lui était prescrit.

On voit à quel point les courses et les correspondances se multipliaient chaque jour. Les Autrichiens, cependant, étaient dans une ignorance profonde de ce qui se pratiquait, et je ne pense pas qu'on fût guère plus instruit à Vérone. Le prince défendit, de la manière la plus absolue, qu'on donnat la moindre communication aux généraux Clairfait et Wurmser, et il se réserva de statuer à cet égard selon les circonstances. Elles devenaient chaque jour plus pressantes, et l'incertitude du prince augmentait

chaque jour. Le temps se consumait à expédier et à recevoir des dépêches; mais il était aisé de juger qu'il ne serait bientôt plus possible d'entretenir aussi ouvertement une communication directe avec le général Pichegru. En effet, les agens du Gouvernement français ne tardèrent pas à concevoir des soupçons sur les fréquens voyages de M. Fauche; la présence de M. Courant à Strasbourg en fit naître également : en conséquence, le signalement de ces deux personnes et celui de M. Fenouillot furent envoyés, vers le 15 septembre, dans les départemens du Haut et du Bas Rhin.

Les opérations devenant chaque jour plus difficiles, M. le chevalier de Beaufort, officier de l'armée du prince, dont le zèle et la fidélité étaient éprouvés, fut placé entre Mulheim et Bâle, à l'effet de donner une plus grande célérité aux communications. MM. Fauche et Courant furent de retour à Bâle, le 6 septembre, aux portes ouvrantes. Ils me peignirent avec les couleurs les plus fortes le mécontentement du général Pichegru, et sa surprise, de l'obstination avec laquelle le prince de Condé tenait à un plan d'exécution qu'il qualifiait d'absurde et d'extravagant. Le passage du Rhin venait d'être arrêté, et déjà Pichegru n'était plus le maître, pour ainsi dire, d'agir de la manière qu'il avait d'abord proposée. Aussi chargea-t-il expressément M. Courant

d'informer le prince qu'il allait se porter sur le Bas-Rhin, où il prendrait tous les moyens qui pourraient tendre à effectuer la réunion; mais qu'il ne pouvait rien indiquer de précis à cet égard, parce que les circonstances le dirigeraient; qu'il était essentiel que le prince fît, de son côté, certaines dispositions, et qu'en conséquence son armée prît poste à la hauteur de Spire; qu'elle évitât avec soin toute espèce d'engagement avec les républicains, car le moyen de préparer la réunion n'était point de commencer par se battre; que pour lui, il ferait en sorte que les républicains ne se trouvassent point opposés à l'avant-garde du prince; et qu'en s'éloignant de Strasbourg, il laisserait dans cette place des officiers qui lui étaient dévoués, et qui lui en assureraient la reddition à tout événement.

w Je pars lundi pour me rendre sur le Bas-Rhin; si j'attaquerai les Autrichiens, et je me porterai ensuite sur Manheim. Je ne puis différer plus long-stemps d'exécuter les ordres des représentans du peuple à cet égard: ils veulent percer en Allemagne à à quelque prix que ce soit, pour y lever des constributions, et faire subsister l'armée, qui manque de tout. Voilà le plan de campagne: remettez-le au prince, afin qu'il se dirige en conséquence. Comme je puis être forcé, par les événemens, de prendre un parti décisif au moment où je

» m'y attendrai le moins, que le prince m'envoie » une somme de cent mille écus, ou qu'il en fasse » le dépôt, soit à Bâle, soit à Francfort; mais que » j'aye la certitude qu'elle sera comptée, à la minute, » à la personne que j'enverrai pour la recevoir. C'est » aujourd'hui mardi; vous avez tout le temps de me » rejoindre avant mon départ. Je vous recommande » instamment d'être ici le dimanche soir; vous y » demeurerez à poste fixe, et je ferai en sorte que » vous ne soyez ni inquiété, ni soupçonné. Je n'ai » nul besoin d'argent pour moi ; je n'en veux point: » mais il en faut pour mes soldats ; car la royauté est » pour eux au fond d'une bouteille de vin. Dites » bien au prince, faites-lui sentir que ce que je lui » propose est aujourd'hui la seule chose exécu-» table. Sur-tout, qu'il se garde des indiscrétions, et » qu'il écarte toutes les petites considérations; qu'il » soit sans inquiétudes sur mon compte. Merlin » a beau me surveiller : je me moque de lui et de » ses collègues; ils n'oseraient rien entreprendre » contre moi. J'agis à Paris comme en Alsace : » l'esprit de l'armée, de l'intérieur, est bon; il ne » s'agit que de l'entretenir, et je ferai en sorte de lier » la partie de manière à embarrasser la Convention » dans la capitale et sur les frontières tout-à-la-fois. » J'ai des gens à moi auprès des sections ; j'espère » qu'elles se prononceront hautement, lorsqu'il en

sera temps. Je veux un grand ensemble, et que » tout concoure au même but. Je ne donnerai pas Hu-» ningue au prince; cette place ne lui servirait de rien. Point de petits paquets : il s'agit d'un grand projet, » et non pas d'une expédition à la Dumouriez : je n'ai » pas envie de faire le second tome de ce général. ¿C'est un grand coup que je veux frapper; ce que » j'ai résolu d'entreprendre ne se recommence point; » et il vaut mieux attendre quelques jours de plus, et jouer à jeu sûr. Si le prince avait voulu suivre mes avis, nous serions maintenant à moitié chemin de la capitale; c'est sa faute, et non pas la mienne. Dui diable a pu lui mettre dans la tête les projets » dont il m'entretient! Mais il ne s'agit plus du » passé. Partez sur-le-champ, et soyez de retour » auprès de moi sous cinq jours. »

Je transcris littéralement le texte des instructions données par *Pichegru* à M. *Courant*: il les remit au prince en ma présence; et comme il était trèstard, ce prince remit au lendemain sa réponse et ses observations.

Vingt-quatre heures s'étant écoulées sans qu'on eût fait appeler M. Courant, j'écrivis au prince, le 8 au matin, pour lui représenter combien il importait que M. Courant reprît promptement la route de Strasbourg. Le chevalier de Contye me répondit, sur le soir, que le prince était dans l'impossibilité de

donner de l'argent de plus jusqu'à l'éclat, et que M. de Montesson avait dû m'en convaincre. Celui-ci avait été chargé effectivement par le prince de me prouver que la somme qui avait été avancée était suffisante, et que le prince ne pouvait se résoudre à de nouveaux sacrifices, lorsque sur-tout on hésitait depuis long-temps à lui livrer Huningue. En m'écrivant dans ce sens, le chevalier de Contye faisait sentir » la nécessité de mettre dans la confidence, des » personnes que j'avais desiré en exclure (le ministre » et le commissaire anglais), lesquelles se refuse-» raient à donner de l'argent pour ce qui ne leur » paraîtrait qu'incertitude, tandis qu'elles seraient » généreuses pour ce qui serait certain, et que c'était » à Pichegru à tenir ses promesses, tant pour son » propre avantage, que pour le soin de sa gloire, » s'il en était jaloux. »

Rien n'était plus positif qu'un semblable refus : il ne m'étonna pas; j'avais approché le prince de Condé de trop près, pour en chercher long-temps la cause. Le prince entretenait à Paris de nombreuses intelligences, et ses agens remplissaient le Lyonnais, la Franche-Comté et l'Alsace. Cette foule de petits conspirateurs à gages lui inspiraient beaucoup de confiance, et le portaient ouvertement au trône, d'après le vœu général du peuple. Le prince avait une confiance excessive dans la correspondance

établie avec un certain Lemaître, par le canal de MM. d'Artés et Waldener, qui résidaient pour cet effet à Bâle, au moyen de la protection accordée par M. Wickham, qui était parvenu à faire reconnaître près de la diète helvétique, M. Waldener comme personne attachée à la légation d'Angleterre en Suisse. Le prince de Condé ajoutait une foi aveugle à tous les rapports que Besignan et Teissonet lui faisaient sur le Comtat et le Lyonnais, à toutes les histoires que Lemaître lui adressait, chaque courrier, sur les dispositions de la capitale : le prince était persuadé, à cette époque, qu'un grand mouvement s'opérerait dans l'intérieur; qu'il n'aurait qu'à se présenter pour en recueillir le fruit; et que de cette manière la royauté serait rétablie aux moindres risques et aux moindres frais possible. Aussi l'on s'occupait bien plus à Mulheim de la manière dont il conviendrait d'administrer, que de celle qu'il faudrait employer pour arriver à Paris : tant on se croyait sûr, dans certains momens, qu'on allait être invité de s'y rendre. On ne redoutait que les constitutionnnels; et on prenait d'avance toutes les mesures que l'on pouvait imaginer pour leur ôter toute participation quelconque aux affaires: on ne parlait quelquesois que de Reims, de sacre, de fêtes et de la grande prévôté; et à moins d'en avoir été le témoin, on se ferait difficilement une idée

juste des illusions dont on se berçait à Mulheim, lorsque le courrier y apportait certaines dépêches de Paris ou de Lyon.

On conçoit que, d'après cette manière de voir, le dévouement de *Pichegru* devait perdre nécessairement de son prix aux yeux du prince; et cependant le général faisait toutes les avances, et il paraissait même ne desirer ni grâces ni faveurs. « Qu'on » tienne, disait - il à M. *Courant*, les promesses » qui m'ont été faites, ou qu'on y manque (car » je connais les princes et le peu de fond qu'il » faut faire en général sur leur parole), peu » m'importe; je n'en remplirai pas moins les » engagemens que j'ai pris: la gloire me » suffit, et l'histoire n'aura pas pour moi d'in-» gratitude. »

J'ai dit plus haut que le prince de Condé avait remis à ses deux envoyés une somme de 300 louis, qui se trouva réduite à près de 200 lors de leur entrée en France, par les dépenses de nécessité ou de précaution qu'ils furent contraints de faire. Sur cette dernière somme, il avait été délivré, par M. Fauche, 100 louis au général Pichegru (1), et le restant

⁽¹⁾ Pichegru jouissait d'un traitement journalier de 150 liv., comme général en chef: mais la dépréciation du papier rendait cette somme insuffisante pour sa subsistance; à peine pouvait il avoir du vin à sa table; et il avait été obligé, peu

avait été plus qu'absorbé par les frais indispensables de route ou de séjour : c'est ce qu'on appelait un sacrifice à Mulheim; et dans ces circonstances, les commissaires anglais disaient sans cesse au prince de ne rien ménager pour l'article des dépenses secrètes. Ils ne lui demandaient aucun compte à cet égard, et ne se refusaient à aucune sorte de dilapidation pécuniaire.

J'eus plusieurs conférences de nuit avec le prince, depuis le 9 jusqu'au 15: mais j'eus beau insister sur l'importance majeure du prompt départ de M. Courant, et sur la nécessité de mettre à la disposition de Pichegru les sommes qui lui avaient été garanties d'une manière si solennelle; mes avis ne furent pas écoutés, et le prince se refusa formellement aux demandes de Pichegru. Il parut oublier que ce général comptait les heures et les instans sur l'autre rive; et il se borna, pour tout moyen de le favoriser, à ordonner de nouveau le plus profond secret vis-à-vis des Autrichiens.

Ayant fait une nouvelle tentative dans la nuit du 15 avec M. Courant, qui répéta au prince les moindres détails jusqu'à satiété, nous ne pûmes

de jours auparavant, de vendre deux de ses chevaux pour fournir à des dépenses de première nécessité. M. Courant avait fait faire du linge à M. Badouville et lui avait remis une somme de 25 louis.

obtenir d'autre réponse que celle-ci: « Que Pichegru » commence par me livrer Huningue, quoique je ne » doute point de sa bonne foi; mais avant toutes choses, » je veux cette place. Pour de l'argent, je n'en ai » point; que les Anglais en donnent si cela leur fait » plaisir. Je verrai M. Crauffurd, sans lui dire le véritable objet de la dépense; et s'il veut y fournir, » à lui permis; s'il ne le veut pas, il n'y a qu'à » attendre et à voir venir les événemens. Encore six mois » de guillotine et de misère; le peuple en a besoin; » et cela aplanira bien des difficultés. »

Cette dernière phrase fit sur M. Courant une impression si forte, qu'en quittant le lit du prince, il prit brusquement le parti de se retirer à Neufchâtel. J'eus beaucoup de peine à le faire changer de résolution; je n'y parvins qu'en lui persuadant que les malheurs et les chagrins du prince de Condé entraient pour beaucoup dans cette manière de s'exprimer, et qu'il était impossible que son cœur pût y avoir la moindre part.

Le 16 au matin, M. Fenouillot fut appelé: il m'apprit, peu d'heures après, que le prince avait confié le plan tout entier aux ministres anglais, et qu'il convenait d'attendre leur décision. Ils ne devaient cette confiance du prince qu'à l'intention qu'il a toujours eue de grossir son épargne et d'épuiser la bourse de M. Pitt.

J'écrivis aussitôt au prince, pour lui demander. ainsi que M. Fenouillot, la permission de nous retirer dans nos domiciles respectifs, ne voulant point travailler de concert avec les ministres anglais ou sous leurs ordres. Je n'hésitai pas à annoncer au prince que l'affaire dont il m'avait confié la direction était totalement manquée; et que dès ce moment je regardais le général Pichegru comme perdu sous tous les rapports; que les préposés de l'Angleterre préviendraient leur cabinet du plan projeté, qu'ils voudraient en suivre l'exécution, la diriger, et par conséquent l'entraver; qu'ils y chercheraient de nouveaux moyens pour agiter les frontières, et fomenter des troubles dans l'intérieur; que tous leurs projets tendant sans relâche à perpétuer en France le désordre et l'anarchie, les secours qu'ils accorderaient dans cette circonstance ne serviraient qu'à enfanter de nouveaux maux. J'ajoutai que MM. Fauche et Courant desiraient revenir en Suisse, où leurs affaires, entièrement sacrifiées depuis deux mois à la chose publique, exigeaient impérieusement leur présence; mais qu'ils demandaient auparavant que le prince autorisât M. de Montesson à venir reconnaître l'emploi de la somme qui leur avait été remise le 26 juillet.

Le prince fut prodigieusement étonné de cette lettre; et il dépêcha aussitôt M. de Montesson, qui fut

chargé de nous prouver que la situation pécuniaire du prince était la seule cause des refus auxquels il s'était vu contraint jusqu'à ce jour : mais, comme c'était ce même conseiller qui, trois semaines auparavant, nous avait garanti que le prince avait à sa disposition les fonds nécessaires pour solder l'armée de Pichegru pendant un mois, quelque considérable qu'elle fût, il devenait impossible d'ajouter foi à ses protestations. D'un autre côté, il fit les plus grands éloges des ministres anglais, auxquels il devenait indispensable de se rallier. Il répondit, au nom du prince, de la sincérité de leurs intentions et de la pureté de leurs motifs dans cette conjoncture; mais, comme je pensais bien différemment à ce sujet, je dis à M. de Montesson qu'il était inutile que je me rendisse à Mulheim, pour y faire et y entendre des observations mises cent fois sur le tapis.

MM. Fenouillot, Fauche et Courant cédèrent enfin aux instances de M. de Montesson, et prirent avec lui la route de Mulheim. Ils y trouvèrent le prince d'une humeur charmante et dans les dispositions les plus favorables. Il montra une confiance sans bornes dans le dévouement et les talens du général Pichegru, et il parut l'envisager comme la ressource la plus précieuse de la royauté. Il remit sur-le-champ mille louis à M. Courant, en lui ordonnant de se rendre, le plutôt possible, à Strasbourg, et d'y annoncer l'envoi de

tous les fonds dont on aurait besoin. Il donna à M. Fauche une lettre pour M. Wickham, dans laquelle il priait ce ministre de remettre une somme de huit mille louis, à l'effet de suivre avec activité les négociations entamées sur la rive gauche. M. Fauche, à son retour de Suisse, devait passer par Mulheim, et y rembourser au prince les mille louis avancés à M. Courant; et alors il serait décidé si M. Fauche entrerait en France du côté de l'Alsace ou par le Palatinat.

M. Courant prit, le lendemain matin, la route de Strasbourg. A peine quittait-il la porte de Bourg-Libre (Saint-Louis), que sa voiture fut arrêtée par des hussards envoyés à sa poursuite. Le secrétaire de la légation française en Suisse, Bacher, arriva peu de temps après, et fit subir à M. Courant un interrogatoire assez long: mais celui-ci avait eu le temps de détruire les instructions dont il était porteur (1); et comme il n'existait contre lui aucune preuve suffisante, il réclama hautement ses droits de neutre, en qualité de Suisse, et les droits d'allié de la République française, en qualité de sujet du roi de Prusse. Au bout de quelques heures, il parvint à obtenir la liberté de retourner en Suisse. Il avait été dénoncé au secrétaire de la légation, ainsi que M. Fauche, comme entre-

⁽¹⁾ M. Courant avait avalé les morceaux de la lettre dont il était porteur.

tenant des intelligences favorables aux émigrés, et faisant sortir pour eux des fonds de France. Le véritable objet de leurs courses restait donc ignoré; et le secret des négociations n'avait, comme on le voit, aucun risque à courir dans cette conjoncture.

M. Courant avait été obligé, avant de quitter les terres de France, de laisser entre les mains d'un préposé aux douanes, dix rouleaux de cinquante louis dont il craignait la saisie, et il s'était rendu précipitamment à Neufchâtel, où M. de Beaufort fut dépêché aussitôt pour être instruit de l'état des choses. M. Fauche s'était rendu chez M. Wickham; et ce ministre s'était empressé de lui délivrer un bon de huit mille louis sur M. Marcel et Carrard, son banquier à Lausanne. M. Wickham avait témoigné la plus vive satisfaction en apprenant les dispositions dans lesquelles se trouvait Pichegru. Il regretta que le prince n'eût pas demandé une somme plus forte, si elle pouvait être nécessaire. Il donna l'assurance de fournir tous les secours dont on aurait besoin, se répandit en éloges sur la conduite tenue en Hollande par Pichegru à l'égard de l'armée anglaise, et desira d'être mis en correspondance directe avec ce général. M. Wickham ordonna un secret profond vis-à-vis des Autrichiens, se réservant de donner les communicafions qui seraient nécessaires. Il dépêcha aussitôt un courrier à Vienne, pour solliciter le passage du Rhin, et annonça au prince de Condé qu'il se rendrait bien tôt à son quartier-général.

Il était naturel de penser, après une semblable démarche, que M. Wickham instruisait le cabinet de Vienne de l'état des négociations; mais la suite prouvera que ce cabinet ignora pendant plus de huit mois à quel point en étaient les choses à cet égard.

M. Fauche, ayant réalisé les fonds, et fait à Lausanne un achat considérable de montres pour être distribuées aux officiers ou bas-officiers avec lesquels on se trouverait en rapport sur la rive gauche, revint à Mulheim avec M. Courant, en prenant cependant la précaution d'éviter Bâle. Le prince détermina que M. Fauche, vu les mouvemens qui s'opéraient sur le Bas-Rhin, entrerait par la Franche-Comté, et que M. Courant, dont l'arrestation était trop récente pour ne pas provoquer une grande surveillance, demeurerait à poste fixe entre Mulheim et Bâle.

Les mille louis furent soigneusement remboursés au prince. MM. Courant et Fauche envoyèrent chacun deux cents louis à leurs familles, dont les intérêts souffraient infiniment de leur absence. On me remit deux cents louis tant pour acquitter les frais qui avaient été faits jusqu'à ce jour sur la rive droite, que pour satisfaire les sous-ordres employés dans cette affaire. C'est ici l'occasion de dire

que, pendant tout le cours des négociations, je ne voulus prendre aucune part au maniement des deniers. J'avais déclaré, dès le principe, au prince de Condé, que je desirais être déchargé de toute responsabilité pécuniaire; et sur les instances qu'il me fit dans la suite pour m'engager à communiquer avec M. Wickham, je n'hésitai point à lui répondre que ce motif, indépendamment de tous ceux que j'avais déjà, suffirait pour m'en ôter la liberté.

M. Fauche fut chargé de demander à Pichegru qu'il livrât Huningue et Strasbourg. L'impatience du prince à cet égard était excessive ; il témoignait de nouveau une grande confiance dans ce général dont il accusait cependant les lenteurs et désapprouvait les opérations : tant le prince se persuadait qu'il lui était facile de proclamer la royauté sur la rive gauche, sans plus de formalités. Il se refusait à éviter un engagement avec les républicains, si son armée avait ordre de marcher. « Condé canonnera, Condé » canonnera; car il ne veut point passer pour un » traître dans l'esprit des Autrichiens. » Ce prince persistait à garder le silence vis-à-vis d'eux; mais il faisait un grand éloge de M. Wickham, dont les intentions ne pouvaient être suspectes. Il desirait vivement que le général ne doutât point de la loyauté de ce ministre. Il conjurait Pichegru de seconder de tous ses moyens les dispositions de la capitale, et

sur-tout de prévenir l'établissement de la nouvelle constitution. Il insistait plus fortement que jamais sur la reddition des deux places fortes; préalable sans lequel il ne pouvait être effectué rien de décisif. Il recommandait enfin la plus grande célérité, en assurant la prompte remise de tous les fonds qui seraient demandés.

On voit que le prince de Condé n'avait rien changé à son plan depuis le jour où il avait été conçu : les circonstances variaient, et la volonté du prince était toujours la même. Quelques représentations qu'on lui fît sur la nécessité d'adopter les mesures proposées par Pichegru, deux raisons principales l'en empêchaient; il ne voulait point partager avec les Autrichiens la gloire d'un grand succès, et il se flattait en même temps que les sections de Paris parviendraient à dissoudre la Convention nationale, et se prononceraient hautement en faveur de la royauté. Les agens que ce prince avait à Paris perpétuaient cette illusion dans son esprit; ils l'accablaient de promesses, et ils ne balançaient pas à l'assurer que s'il avait une fois le pied sur le territoire français, la nation se soulevereit en entier et demanderait un roi à grands cris. Avec une opinion semblable, le prince devait envisager et il envisageait effectivement Pichegru comme un moyen secondaire; il en faisait un instrument de sa gloire personnelle, et non pas un moyen de salut pour la France. Il voulait le rétablissement de l'ancien régime dans toute son intégrité; il n'admettait aucun sacrifice, et n'entendait à aucun accommodement avec le nouvel ordre de choses.

La correspondance fut établie par Colmar et Bâle. M. Fenouillot reçut du prince l'ordre de résider dans cette dernière ville, à l'effet de communiquer avec M. Wickham; et M. Fauche, celui d'entrer en France par la Franche-Comté.

M. Fauche arriva le 2 octobre à Morteau, prit aussitôt la route de Besançon, et, se dirigeant sur Colmar, il joignit Pichegru dans les environs de Franckenthal. Tout le monde connaît les opérations militaires qui eurent lieu à cette époque; je m'abstiendrai donc d'en parler. Manheim ayant ouvert ses portes à l'armée de la République, par l'effet de l'activité qu'employa, dans cette circonstance, le représentant du peuple Merlin, M. Fauche s'établit dans cette ville sous la protection de Pichegru. Il y pratiqua les officiers de l'état-major, parvint à gagner les fournisseurs; et à obtenir d'eux que les livraisons seraient tardives et de mauvaise qualité; répandit parmi le soldat des diatribes sanglantes contre le gouvernement républicain, et ne négligea pas même de prendre, en quelque façon, à ses gages, le journal intitulé de Deux-Ponts: il assura à son

د ا ا زارو

rédacteur, M. Salomé, une pension de cent louis, et en acquitta d'avance un semestre.

Pendant ce temps, la correspondance avec le prince était devenue infiniment active; il s'y livrait tout entier depuis les événemens du 5 octobre. Cette journée du 1-3 vendémiaire avait fait sur son esprit l'impression la plus profonde : il avait d'abord refusé d'y ajouter foi, ainsi que M. Wickham, qui se trouvait pour lors à Mulheim, où il s'était rendu dans l'espérance qu'Huningue allait ouvrir ses portes. Il est difficile de peindre la douleur qu'ils ressentirent lorsqu'il leur fut impossible de douter du résultat de cette journée : alors ils se jetèrent véritablement entre les bras du général Pichegru, et le pressèrent, avec les plus vives instances, de ne pas perdre un moment pour éclater.

Ce général tenait le prince au courant de ses moindres résolutions : il l'assurait que son projet n'était pas de pénétrer plus avant dans le Palatinat; que si les Autrichiens voulaient attaquer son armée avec une certaine vigueur, il se replierait sur Manheim, dont la reprise ne serait guère plus difficile que la conquête ne l'avait été; que, profitant alors du découragement du soldat, du défaut de paye et du manque de vivres, on effectuerait la réunion avec bien plus de facilité, et on se porterait sur Stras-hourg, dont il était sûr; que le prince devait en conséquence

conséquence descendre le Rhin, et prendre toutes les mesures qu'indiquaient les circonstances.

Mais le prince de Condé, toujours mystérieux avec les Autrichiens, n'avait pas, par cette raison, la liberté de se déplacer; et je doute même qu'il en eût la volonté, tant la citadelle d'Huningue lui tenait à cœur. Jamais peut-être place n'a été desirée avec plus d'ardeur et demandée avec plus d'instances; et cependant, que pouvait-on se promettre militairement de sa reddition! Pichegru ne cessait de le faire observer au prince, sans pouvoir le convaincre; mais ce général était loin d'imaginer que le prince, faisant partie de l'armée impériale, fût étranger à tous ses mouvemens, et pût laisser M. de Clairfait dans l'ignorance totale de ce qui se passait. C'est pourtant ce qui avait lieu, et ce qui déconcertait à chaque instant les projets de Pichegru.

Quelques bruits vagues s'étaient répandus à Bâle sur les projets qu'on supposait à Pichegru; mais ils avaient suffi pour inspirer au prince de Condé les plus vives craintes. Il ne fut rassuré à cet égard que lorsqu'il eut obtenu la certitude que c'étaient de simples conjectures qui n'avaient aucune confiance dans le public. D'un autre côté, le prince avait en Alsace un agent auquel il avait cru devoir confier ses pleins-pouvoirs : cet homme, qui n'était chargé que de remuer les esprits dans cette partie,

avait cru s'apercevoir, d'après certaines démarches de Pichegru, que ce général ne servait pas véritablement la République; et il s'était empressé d'en informer le prince, en lui offrant de sonder le général, dont il ne craignait pas de répondre jusqu'à un certain point: mais cet agent avait en même temps instruit le prince, qu'il communiquait ses observations aux Autrichiens, et on avait pris l'alarme à Mulheim. On écrivit surle-champ en Alsace; on attira sur la rive droite cet agent, sous prétexte de conférer avec sui sur cet' important sujet: mais à peine eut-il mis pied à terre, qu'il fut saisi par les Autrichiens, auxquels le prince l'avait représenté comme traître et espion des républicains, et, malgré tout ce que cet homme put dire pour sa justification, il fut envoyé dans une citadelle en Bohème, et on assura le prince qu'il y ferait un long séjour.

Cette aventure ayant donné cependant certains soupçons aux Autrichiens, il leur vint dans l'idée de hasarder quelques propositions auprès de Pichegru. M. de Wurmser en donna l'ordre à ses agens; mais soit qu'ils n'eussent pu fournir des notions positives sur les dispositions de Pichegru, soit que les opérations militaires entraînassent d'un autre côté l'attention de M. de Wurmser, ce feld-maréchal ne parut pas s'arrêter alors aux données qu'il pouvait avoir à cet égard. Le peu de concert qui régnait entre lui et

M. de Clairfait, suffisait d'ailleurs pour que ce dernier ne fût point instruit de ce qu'on aurait pu savoir.

La situation de Pichegru n'en devenait, comme on le voit, que plus difficile. Son armée ayant été battue sous Heidelberg, il se replia sur Manheim, qui fut bientôt bloqué par les Autrichiens. Il fallut que M. Fauche sortît de cette place; mais il ne la quitta qu'à la dernière extrémité, et lorsque Pichegru le lui ordonna formellement : ce fut avec les chevaux de ce général qu'il parvint à gagner Guermersheim, d'où il se rendit à Strasbourg. « Mandez sur-le-champ » au prince, lui dit le général, que j'espère enfin » pouvoir effectuer bientôt la réunion. J'ai laissé à » Manheim, pour défendre la place, neuf à dix mille » hommes, tout ce que j'ai de plus mauvais dans » mon armée. J'espère qu'il en reviendra peu, et que » les Autrichiens en feront bon compte. J'ai donné » le commandement au général Montaigu, officier » sans talens et que je regarde comme hors d'état » de soutenir long-temps le siège. Manheim rendu, » qu'on m'attaque, qu'on me poursuive sans relâche, » et je réponds du succès. » Les républicains furent effectivement attaqués et battus; la déroute se mit dans leur armée; le général qui commandait l'aile gauche abandonna toute son artillerie, en fuyant à vau de route l'espace de huit à neuf lieues, d'après l'ordre qu'il en avait reçu de Pichegru, ainsi qu'il en

avait fait prévenir le prince. Ce général, dont je ne me rappelle pas le nom d'une manière assez certaine pour me permettre de le citer, fut appelé à Paris: mais Pichegru le fit conduire à Strasbourg, le fit garder à vue; et ayant nommé, pour le juger, une commission militaire dont il était le chef, il le condamna à trois mois de détention (1). Le général Montaigu desirant ardemment d'être échangé, Pichegru fit insister fortement pour qu'on le retînt sur la rive droite le plus long-temps qu'il serait possible. L'armée républicaine se retirait sur Landau et Strasbourg dans le plus grand désordre; Pichegru attendait à chaque instant l'effet des mesures qu'il pensait avoir été prises par le prince de Condé: mais la conduite et la marche des généraux autrichiens ne lui paraissant avoir aucun rapport avec le plan auquel il s'était arrêté, ce général ne voulant point, ainsi que je l'ai su depuis, introduire les Autrichiens seuls en Alsace, et M. Clairfait étant beaucoup moins pressé d'entrer dans cette province que de metfre à couvert la gloire qu'il venait d'acquérir avec tant de facilité, l'armée autrichienne étant d'ailleurs harassée de fatigue et manquant de vivres, un armistice fut proposé et convenu entre les deux armées. Cet armistice et la conduite du prince de Condé ont sauvé la République

⁽¹⁾ Autant que je puis le rappeler, c'est le général Courtot.

française dans cette conjoncture; et *Pichegru* fut privé, dès ce moment, d'une grande partie des moyens qu'il avait eus jusqu'alors en son pouvoir.

M. Fauche avait fait certaines ouvertures à une personne qui entretenait depuis trois ans, à Strasbourg, des intelligences avec les Autrichiens, et cette personne en avait instruit M. de Wurmser. Ce général avait profité des circonstances pour dépêcher le baron de Vincent, son adjudant-général, auprès de Pichegru, sous prétexte de quelques échanges et de quelques explications relatives à l'armistice. Au premier mot hasardé par M. de Vincent, Pichegru lui répondit : « Que me dites-vous donc là ! . . . il y a » quatre mois que le prince de Condé est instruit de » mes dispositions » Après quelques instans d'un silence forcé par la présence des officiers de l'état-major républicain, Pichegru ajouta : « Assurez » M. de Wurmser que je suis toujours le même; » mais que d'occasions perdues »!

C'est la première connaissance officielle que M. de Wurmser ait eue de cette négociation. Comme ce feld-maréchal avait la plus grande confiance dans le baron de Vincent, il ne lui fut pas possible de douter des dispositions de Pichegru, et il s'abandonna entièrement à ses avis; mais la conclusion de l'armistice ôtait tout moyen quelconque d'agir dans ce moment. Il fallut donc se borner à

préparer de nouvelles opérations. J'ai dit que M. de Wurmser avait eu, par son adjudant-général, la première connaissance officielle des opérations: car, le 4 décembre, M. Demougé (1) (connu dans la correspondance sous le nom de Furet) avait passé le Rhin au-dessous de Stolophen. Il avait été conduit au général autrichien commandant dans cette partie; et ce général, après avoir dépêché une estafette à M. de-Wurmser, avait fait escorter par un officier, M. Demougé jusqu'à Appenweyer, où se trouvait pour lors le prince de Condé, et voici à quel sujet.

Le prince avait reçu, le 27 novembre, ordre de descendre le Rhin, et de se porter avec son corps à Wisloch, où il devait apprendre sa destination ultérieure. La consternation dans laquelle cet ordre avait jeté ce prince était inexprimable. Il s'éloignait d'Huningue, où il comptait entrer chaque jour. Il attendait d'ailleurs à Mulheim un envoyé de Pichegru, pour lequel il avait laissé à Bâle des passe-ports en blanc, et une personne chargée de sa conduite au quartier-général. Il devenait désormais impossible de cacher aux Autrichiens l'état des choses. MM. d'Artés et Waldener avaient été forcés de quitter Bâle; Lemaître avait été arrêté à Paris, quelque temps

^(:) Note de l'Éditeur. Nous apprenons en ce moment que Demougé est prisonnier au Temple.

auparavant. Les conseillers du prince étaient dans la désolation. Il me manda au milieu de la nuit, me fit part de ses craintes, et m'ordonna d'envoyer sur-le-champ un courrier à Strasbourg, Dès les onze heures du lendemain matin, il m'expédia assez imprudemment une estafette impériale à Bâle, pour me transmettre la marche route de l'armée, et insister de plus fort sur l'envoi d'une personne de confiance, laquelle serait chargée de demander à M. de Wurmser. que le prince fût maintenu dans son cantonnement de Mulheim, parce qu'on était disposé à lui livrer la citadelle d'Huningue. Dans le cas où le prince ne pourrait trouver de son côté aucun prétexte pour séjourner quelques jours de plus à Mulheim, il devait être rendu le 5 décembre à Appenweyer, en face de Strasbourg. C'est dans cette halte qu'il donnait rendez-vous à l'envoyé; et il demandait en même temps, avec les plus vives instances, qu'on fît déclarer la ville de Strasbourg, devant laquelle il se présenterait aussitôt. Deux courriers furent dépêchés en toute diligence en Alsace par deux différentes routes; et le 5, à dix heures du soir, M. Demougé arriva effectivement à Appenweyer. Il était accompagné d'un lieutenant de cavalerie, qui avait ordre de ne pas le quitter, mais qui n'entra pas avec lui dans le cabinet du prince. M. Demougé y demeura trois heures, assura le prince des dispositions de Pichegru,

et lui montra la nécessité de s'abandonner à ce général, dont les mesures embrassaient un grand ensemble. Il fit sentir au prince le danger qu'il y aurait à se porter sur Kehl, et à se présenter devant Strasbourg, avant que le général Pichegru eût tout disposé pour la reddition de cette place; reddition que les opérations militaires sur le Bas - Rhin contrariaient et rendaient même impossible dans ce moment. Il assura le prince qu'il ne tarderait pas à être mis en possession de cette place, et que M. de Wurmser ne balancerait pas à stationner l'armée de Condé dans ses environs, d'après les renseignemens qu'il avait cru indispensable de transmettre au général autrichien, qui l'avait reçu à son passage au-dessous de Stolophen, M. Demougé partit sur les deux heures du matin, passa le Rhin la nuit suivante, et arriva heureusement à Strasbourg.

Le prince de Condé reçut, le 7, ordre de s'arrêter à Bulh, de cantonner sa cavalerie sur les derrières, et de camper son infanterie dans la plaine et sur la rive du Rhin. Je me rappelle que les premières paroles que le prince m'adressa, lorsque je le vis dans ce nouveau poste, quatre ou cinq jours après; furent celles-ci: « Me voilà maintenant, ainsi que mon » armée, aux ordres de Pichegru. Il ne manquait » plus à la révolution que ce phénomène, de voir » la noblesse française commandée par un général

» de la République; car M. de Wurmser me marque » que désormais je ne ferai d'autres mouvemens que » ceux qui seront indiqués par Pichegru. » En effet, l'armée de Condé, les princes français et le comte de Lille lui-même, depuis son arrivée à Riegel, n'ont pas fait un pas qui n'ait été tracé par Pichegru; et tous les ordres donnés à l'armée de Condé par M. de Wurmser ou par M. l'archiduc Charles, jusqu'à la prise de Kehl par les Français, ont été dictés par ce général des armées de la République française.

Les dépêches se multipliaient de jour en jour; et la quantité des lettres adressées à Badouville et à Pichegru dans l'espace de six semaines est véritablement incroyable : aucune cependant ne fut interceptée; et ce qui doit paraître plus extraordinaire encore, toutes les indiscrétions que l'on commettait sur la rive droite ne purent compromettre le secret des manœuvres que l'on pratiquait sur la rive gauche. On y envoyait des ballots entiers de brochures, de diatribes contre le Gouvernement, de petites feuilles pour le soldat ; tout cela arrivait sans le moindre délai : mais malgré tant de facilités et une protection si constante du hasard, les choses n'avançaient guère en réalité. M. de Wurmser se confiait à Pichegru avec toute la loyauté d'un grenadier; mais il ne, se souciait nullement de laisser à M. Clairfait la gloire d'une négociation aussi importante. M. Wickham et

M. Crauffurd usaient de leur côté des plus grands détours avec les Autrichiens; ils exigeaient qu'on leur cachat une infinité de choses, et avaient l'air de n'ajouter foi qu'aux rapports qui leur étaient adressés à eux-mêmes directement. Le prince de Condé avait les yeux fixés sur Strasbourg, où il voulait avoir la gloire d'entrer seul. Toujours mystérieux avec les Autrichiens et les Anglais, il cachait aux uns ce qu'il confiait aux autrès, et réciproquement. Il remuait, à l'insu de Pichegru, de Demougé et de Fauche, une foule de petits agens à Strasbourg; il faisait jeter dans les casernes des pièces de 24 sous, de petits billets aux soldats; il répandait de petites chansons et de petites feuilles dans les rues; et M. le chevalier de la Jarre, son ministre dans cette partie, croyait renverser la République, en invitant, dans de petits carrés de papier, les Strasbourgeois à livrer leur ville au prince de Condé pour leur bouquet du premier de l'an, et en promettant bonne récompense à tous ceux qui se déclareraient en conséquence: expressions plus misérables encore, s'if était possible, que les moyens dont on se servait, et que les courtisans qu'on employait.

En attendant, la correspondance prit un nouveau cours: depuis le passage de M. Demougé, avec lequel M. Fauche avait lié à Strasbourg une connaissance intime, elle fut établie à Offenbourg, chez la baronne

de Reich. Les mesures que M. Demougé prit à cet égard furent si exactes, que le prince de Condé envoyait le soir une lettre à Strasbourg, et en recevait ordinairement la réponse dans la nuit suivante, ainsi que tous les objets qu'il demandait, comme cartes, plans, &c. Deux passages avaient été établis pour cet effet, avec la participation des Autrichiens, l'un à deux lieues au-dessous de Kehl, l'autre quatre ou cinq lieues plus bas. Comme cette correspondance roulait perpétuellement sur les mêmes objets, je ne la préciserai que lorsqu'il s'agira de choses d'une certaine importance.

Sur ces entrefaites, M. Fauche fut dénoncé aux autorités constituées de Strasbourg, comme ayant été aperçu plusieurs fois sur la rive droite, au quartier-général du prince de Condé, et à Manheim, pendant son occupation par les Français. Des ordres furent donnés pour arrêter M. Fauche; et dans la nuit du 24 décembre, il fut conduit à la prison du Pont-Couvert. Il eut le temps de se débarrasser de quelques papiers qu'il avait encore sur lui; car le hasard avait voulu que, ce jour-là même, il eût déposé chez M. Demougé la plus grande partie de ceux qui pouvaient le compromettre. M. Fauche s'attacha à gagner le guichetier de cette prison, et dès le lendemain il parvint à le séduire.

Il obtint ainsi la certitude de son évasion, dans

le cas où son affaire deviendrait alarmante. Demougé se hâta d'instruire le prince de Condé de la détention de M. Fauche, et demanda des fonds en cas de besoin, parce qu'il devenait impossible de réaliser en espèces les traites qui restaient à M. Fauche, Le prince refusa les fonds d'une manière absolue, et se borna à envoyer M. Courant à Berne, où M. Wickham en délivrerait, s'il le jugeait à propos. M. Badouville expédia en même temps un homme à Bâle, pour faire la même demande par l'organe de M. Fenouillot; il envoya un courrier à Pichegru, qui se trouvait dans les environs de Landau, pour le presser de se rendre à Strasbourg, et d'évoquer cette affaire à un conseil militaire, sous prétexte d'espionnage. Mais toutes ces précautions devinrent inutiles; M. Fauche fut remis en liberté le sixième jour, parce qu'on ne trouva contre lui aucune preuve matérielle, ou qui parût suffisante aux juges pour établir les chefs d'accusation. Il fit même semblant de vouloir poursuivre en réparation son dénonciateur: c'était le rédacteur de la Gazette allemande de Strasbourg, nommé Laya, autant que je puis le *rappeler.

En effet, M. Fauche avait couvert son séjour à Strasbourg par toutes les spéculations qui peuvent être du ressort d'un négociant et d'un libraire. D'après les conseils de Pichegru, il avait acheté une

maison, propriété nationale, sous prétexte d'y établir une imprimerie; et le haut prix de cette acquisition avait donné une certaine vraisemblance à la chose: il se portait à 38,000 livres espèces, et M. Fauche avait acquitté 14,000 livres en passant le contrat; somme considérable relativement à la dépréciation qu'éprouvait alors le papier-monnaie. M. Fauche avait acheté en outre la petite bibliothèque de M.me Vernier, femme du commandant de la citadelle, et il avait fait des entreprises considérables en vins, cuirs, draperies. Malgré tout cela, il ne jugea point à propos de s'arrêter long-temps à Strasbourg; et dès le 9 janvier, Pichegru exigea même qu'il quittât la rive gauche. M. Fauche passa le Rhin au-dessous de Stolophen, se rendit au quartier-général de M. de Wurmser, à qui il communiqua les instructions dont Pichegru l'avait chargé pour lui, vint ensuite rendre compte au prince de Condé, et se rendit enfin à Berne le 23 janvier. Après un court séjour à Neufchâtel, il rejoignit M. Wickham, lui remit le procès-verbal de son arrestation et de son jugement, et lui donna par écrit un état circonstancié de tout le travail qu'il avait fait sur la rive gauche. M. Fauche remit également à ce ministre l'acte d'achat de la maison nationale, de sorte que l'Angleterre se trouva propriétaire, sous un nom couvert, d'une maison d'émigré à Strasbourg. M. Wickham signa tous les

comptes qui lui furent présentés par M. Fauche, approuva tout ce qui lui fut soumis, témoigna plus de confiance que jamais dans le général Pichegru, remit à M. Fauche deux mille louis pour être envoyés à Strasbourg, et lui donna une lettre pour le général Pichegru, dans laquelle le ministre assurait le général, au nom du roi d'Angleterre, de tout l'appui et de tous les secours qui pourraient être nécessaires. Cette lettre fut écrite ostensiblement. rédigée dans le style le plus officiel, et signée Bluet, qui était le nom de convention de M. Wickham dans la correspondance. M. Fauche revint à Offenbourg le 19 février, d'où il se rendit à Manheim avec MM. Fenouillot et Courant. Ce dernier avait été renvoyé à Neufchâtel par le prince de Condé, Iorsque l'armée quitta Mulheim, Il fut placé à Manheim avec M. Fenouillot, pour communiquer avec M. de Wurmser et M. Crauffurd, M. Fauche revint s'établir à Offenbourg. M. Jæglé, ex-curé de l'église de Saint-Pierre ou de Saint-Laurent de Strasbourg, et attaché depuis à la personne de M.me de Reich, fut chargé de porter sur la rive gauche les espèces et la lettre de M. Wickham à Pichegru; et le tout parvint exactement (1).

⁽¹⁾ Pichegru ne répondit pas directement à M. Wickham; il se borna à le faire assurer de ses dispositions et de sa sensibilité

Cette négociation prenait un caractère d'intrigue; de petitesse et de pusillanimité, qui devenait chaque jour plus sensible. Peu de jours avant l'arrestation de M. Fauche, il avait été envoyé de Strasbourg un mémoire au prince de Condé, dans lequel on lui traçait la conduite qu'il avait à tenir; et on spécifiait les accommodemens qu'exigeaient l'opinion et la situation des choses. Ce mémoire avait été rédigé par M. Salomé, reçu avec enthousiasme par M. Fauche, et approuvé en grande partie par Pichegru, II n'en excita pas moins toute l'animadversion du prince, qui ne voulait entendre parler d'aucun accommodement quelconque. Le mot seul d'abus, en parlant de l'ancien régime, le révoltait ouvertement. M. Fauche avait cru en outre, lors de son passage du Rhin, devoir confier au général Klinglin tout le plan des négociations. Il était oncle de M. me de Reich; et, sous ce rapport, il n'était guère possible de le tenir dans l'ignorance de ce qui se pratiquait. M. de Klinglin était d'ailleurs, depuis plus de deux ans, en correspondance réglée avec Demougé, et les Autrichiens s'étaient reposés sur ce général, de tout l'espionnage militaire en Alsace: mais le prince de Condé avait pour lui une aversion particulière. Ce

par M. Demougé, sans donner connaissance des moyens qu'il comptait employer pour parvenir à son but.

prince se refusait à toute délivrance de fonds, et on avait été forcé de retirer les cinq cents louis déposés par M. Courant à Bourg-Libre, afin de fournir aux dépenses de première nécessité sur la rive droite. et aux courses sans fin qui avaient lieu dans cette partie; ainsi que dans la Suisse. Chaque jour, de nouvelles personnes étaient mises dans le secret de la correspondance, quelque inutiles qu'elles fussent. Les indécisions, les tâtonnemens et les caprices du prince de Condé allaient sans cesse en augmentant; et les flatteries des ministres et des courtisans croissaient à proportion. Rien de plus absurde que les systèmes, les projets et les rêves dont ils se repaissaient; rien de plus petit que leurs idées. Entre plusieurs exemples que je pourrais citer, je me bornerai à celui-ci : Le prince de Condé était occupé d'une lettre fort importante, qu'il venait de recevoir de Strasbourg; il m'indiquait la manière dont il voulait que je répondisse, lorsque M. de Montesson interrompit la discussion pour me dire : « En revenant à » Rastadt, vous passerez par la ville de Steinstadt; » je veux vous instruire d'une chose que peu de per-» sonnes savent. Les poules de Steinstadt sont pour » la plupart sans queue ; et les habitans de Rastadt, » pour se moquer de leurs voisins, disent que les » poules de Steinstadt n'ont pas de queue, parce » que si elles en avaient une, elles ne pourraient se » tourner Le prince sourit, ne se fâcha point, et continua à méditer le bouleversement de la République.

J'ai honte de m'arrêter à de semblables niaiseries: elles seules, il est vrai, peuvent peindre au naturel les ministres du prince de Condé; et c'étaient eux qui disposaient, en quelque sorte, des destinées de l'Allemagne et de la France.

Je me retirai à Rhinsfeld dès les premiers jours de janvier, et j'y séjournai jusqu'à la mi-mars; mais quoique, pendant cet intervalle, je ne prisse aucune part active à la correspondance, on me tint au courant de toutes les dépêches; et MM. Fauche et Fenouillot vinrent m'y rendre compte de leur travail et de leurs démarches auprès de M. Wickham, Jamais la correspondance n'avait été plus active à Offenbourg et à Bâle; car les Anglais, les Autrichiens et le prince de Condé, faisaient écrire chacun de leur côté, et voulaient être instruits directement des moindres mouvemens de Pichegru. Le prince de Condé voulait Strasbourg à quelque prix que ce fût; les Autrichiens vou laient être introduits en Alsace, et pressaient la rupture de l'armistice; les Anglais desiraient sa prolongation: on méditait un coup de main sur le Porentrui; on préparait des mouvemens dans la Franche-Comté, on agitait la Suisse. Sur ces entrefaites, Pichegru fut mandé à Paris: mais avant son départ, il

sit rassurer le prince de Condé et M. Wickham, qui avaient conçu les plus vives craintes en apprenant qu'il était dans l'intention de s'y rendre. Pichegru. ne se cachait pas que sa destitution était à-peu-près décidée au Directoire; mais il espérait parer le coup, ou échapper du moins à toute suspicion, en offrant sa démission du généralat de l'armée du Rhin. Il faisait écrire au prince qu'il était sûr des principaux officiers de son armée, et que l'esprit du soldat était excellent; que le temps de son séjour à Paris ne serait pas perdu; qu'il y avait des intelligences considérables, et que ses partisans ne négligeraient rien pour travailler l'opinion publique et la diriger contre les deux Conseils et le Directoire. Pichegru engageait le prince à faire répandre avec profusion sur la rive gauche, de petits pamphlets dans le genre du Dialogue des deux grenadiers, que ce général avait composé lui-même, et semé adroitement parmi les soldats de son armée. Il insistait pour que les Autrichiens ne rompissent point encore l'armistice, pour laisser au Directoire tout l'odieux d'une mesure qui ne manquerait pas d'indisposer le soldat, dont le mécontentement se prononçait déjà : on retardait la paye, les munitionnaires ne fournissaient que des vivres de mauvaise qualité, l'armée manquait de tout. Pichegru serait censé avoir employé inutilement tousses efforts auprès du Directoire pour améliorer le sort

du soldat; et sa destitution, si elle avait lieu, paraîtrait avoir été produite par la chaleur avec laquelle il aurait sollicité les secours dont son armée avait un besoin si pressant. On répandrait ces bruits parmi les soldats, et Pichegru ne doutait point qu'ils ne demandassent hautement à le conserver pour général : on attribuerait à Merlin tout le mauvais succès de la campagne, et les pertes considérables qu'on avait essuyées; on persuaderait à l'armée que le Directoire voulait la sacrifier de nouveau en Allemagne, et se refusait à toute idée de paix, &c. &c. A tout événement, Pichegru devait être de retour à Strasbourg sous une quinzaine de jours; et les circonstances décideraient alors le parti qu'il fallait prendre. Pichegru finissait par une demande de fonds qui lui étaient nécessaires pour son séjour à Paris.

Dix-huit cents louis furent envoyés à Strasbourg en toute diligence; et depuis le 7 mars jusqu'au 15 d'avril, il fut envoyé quatre mille sept cents louis dans cette ville.

Cinq jours après son arrivée à Paris, Pichegru écrivit au prince de Condé, qu'il comptait retourner sous peu à Strasbourg; qu'il était satisfait de ce qu'il avait vu, et qu'on ne devait avoir aucune inquiétude; qu'il ne pouvait entrer dans aucun détail, étant surchargé d'affaires, mais qu'on pouvait être parfaitement tranquille. Cette lettre était en demi-feuille; elle était

écrite de la main de Pichegru: elle était sans signature, avec la simple date 15, et elle portait pour suscription, à M. Bourgeois (un des noms de convention adoptés par le prince), à Strasbourg. M. de Badouville l'adressa à M. Demougé, qui la fit parvenir à Buhl. Le prince de Condé en envoya copie à M. Wickham, en lui communiquant les sept à huit pages que M. Demougé avait écrites. Le ministre anglais demanda l'original même de la lettre de Pichegru: le prince voulait la conserver; mais M. Wickham insista, et d'un ton si absolu, que le prince de Condé la lui fit parvenir. M. Wickham annonça qu'il voulait désormais la communication originale de toutes les dépêches qui seraient envoyées de Strasbourg.

M. Wickham était disposé à fournir tous les fonds nécessaires à cette entreprise; mais il voulait évidemment la diriger. Il s'attacha particulièrement M. Fauche, auquel il accorda une gratification de cinq cents louis. Il accorda et fit délivrer par M. Merian (dit Sauvage) à Bâle, ou par M. Marcel, &c. à Lausanne, les sommes qui étaient demandées sur la rive gauche; mais il ne montrait pas la même facilité pour celles qu'on demandait de Mulheim. Il fit même essuyer au prince des mortifications à ce sujet. Ses envoyés, il est vrai, étaient continuellement sur la route de Berne; et les moindres frais de courses ou d'impressions ne se soldaient que par une lettre à M. Wickham. Ce ministre,

E 15

en recevant un jour une du prince de Condé, dit à M. Fauche, qui le pressait d'en prendre lecture; c. Je sais d'avance ce qu'elle contient; de l'argent; so le prince ne sait pas me demander autre chose. De lui ai donné une somme considérable pour les dépenses secrètes; je ne lui demande aucun compte: qu'il me dise seulement que cette somme est dépensée, et qu'il a besoin de nouveaux fonds; mais qu'il n'envoie pas tous les jours ici pour des comptes de vingt-cinq louis. M. Wickham lut les premières lignes, roula la lettre entre ses doigts et la jeta sous la cheminée.

Toutes ces particularités montrent combien le prince de Condé devenait chaque jour plus étranger à ses propres projets: mais il n'en exigeait qu'avec plus d'instances la ville de Strasbourg; et il n'est sorte d'agens qu'il ne mit en œuvre pour y exciter des mouvemens en sa faveur. Il témoignait à M. Wickham une confiance excessive, et au fond il se défiait de lui autant que des Autrichiens. Ceuxci agissaient de leur côté, le prince intriguait du sien, et M. Demougé recevait quelquefois, par le même passage, des lettres absolument contradictoires; mais il savait très-bien y répondre.

Je ne dois pas omettre que, dès la fin de novembre, les bruits de la destitution de *Pichegru* s'étaient répandus sur la rive droite, et les mauvais succès de la

campagne y avaient donné le plus grand poids; mais le ministre de la guerre ayant formellement détruit ces bruits, on avait repris confiance dans ce général. Il venait de replier son armée derrière les lignes de la Queich, qu'il était résolu de ne pas défendre; et il employait en même temps tous les moyens possibles pour faire manquer les subsistances, et pour empêcher l'effet des mesures propres à compléter et à réorganiser l'armée. Les manœuvres que fit alors le général Jourdan pour couvrir les pays de Trèves et de Luxembourg, produisirent une diversion puissante; et il est vrai de dire que ce général empêcha par-là les Autrichiens de seconder les mesures prises par Pichegru pour les introduire en Alsace. Après le jugement de M. Fauche, Pichegru s'était rendu à Altkirk, d'où il revint à Herxheim, dans les environs de Landau, vers le 10 janvier. Ce fut alors qu'il fit insister, de la manière la plus pressante, auprès de M. de Wurmser, pour qu'on retînt en Souabe les artilleurs français pris à Manheim, et qu'il exigea que M. Fauche quittât la rive gauche.

Pichegru avait reçu à Paris l'accueil le plus flatteur. Le peuple l'avait vu avec une sorte d'enthousiasme; les ministres de la guerre et de la police lui avaient donné des fêtes; le Directoire avait paru lui continuer toute sa confiance. Ce général revint à Strasbourg, plus puissant en apparence qu'il ne l'était avant son départ. M. de Wurmser, M. Wickham, le prince de Condé, personne ne douta qu'il ne conservât le commandement sur le Rhin, et qu'il ne fût absolument le maître des opérations de la nouvelle campagne; mais il insistait toujours auprès des Autrichiens sur la prolongation de la trève, persuadé qu'il arriverait un moment où sa rupture subite entraînerait la défaite totale de l'armée républicaine. En effet, il mettait tout en œuvre pour corrompre l'esprit du soldat, pour provoquer son mécontentement, pour se rendre maître des subsistances, pour accréditer dans l'opinion publique les bruits de paix assez généralement répandus et dans l'intérieur et à l'extérieur.

Ce général fit, à la fin de mars, un second voyage à Paris, malgré toutes les représentations de M. Wickham et du prince de Condé, pour l'en détourner. Ils craignaient que le Directoire n'eût enfin quelque connaissance des négociations; et je me rappelle que le prince était convaincu à cette époque que si Pichegru allait à Paris, il ne parviendrait jamais à en sortir. Ce général brava toutes ces craintes, et le fit assurer que si le Directoire osait attenter à sa liberté, il ferait soulever Paris dans vingt-quatre heures, au moyen des partisans qu'il y avait, et des intelligences pratiquées dans l'armée de l'intérieur. Il se croyait sûr particulièrement de la légion de police;

et dès la mi-avril, il fit assurer le prince que cette légion ne tarderait pas à se prononcer ouvertement: ce qui eut lieu en effet. Je reviens au séjour de ce général à *Paris*.

Il donna sa démission; mais elle fut couverte par toutes les apparences propres à la faire envisager comme volontaire de sa part. Il fallut cependant renoncer à une partie des espérances dont on s'était bercé jusqu'alors sur la rive droite, quelques promesses, quelques assurances que ce général continuât à y envoyer. D'après les desirs de M. Wickham et du prince, il refusa l'ambassade de Suède, à laquelle il fut nommé par le Directoire les premiers jours d'avril, annonça qu'il reviendrait à Strasbourg, sous prétexte d'y mettre ordre à ses affaires, et qu'il donnerait à Moreau, son successeur au commandement, lequel allait se rendre à Paris, tous les renseignemens, toutes les instructions convenables au plan qu'il était résolu de suivre.

M. de Wurmser, que son grand âge et sa jalousie contre M. de Clairfait, rendaient aussi impatient que le prince de Côndé pouvait l'être, vit cependant avec déplaisir la retraite de Pichegru; et M. Fauche eut même besoin de voir ce feld-maréchal, et de lui écrire plusieurs fois, pour dissiper les doutes que tant de lenteurs et de contre-temps faisaient naître dans son esprit. M. Wickham parut n'en concevoir

aucun. Il fut charmé des assurances que Pichegru lui fit donner sur l'Alsace, la Franche - Comté et le Lyonnais, qu'il allait travailler dans toutes leurs parties; des dispositions que prenait ce général pour diriger l'opinion contre le Corps législatif et le pouvoir exécutif; de la résolution où il était de se servir du peuple pour renverser la représentation nationale. Pichegru, dès le mois de février, avait fait répandre à Paris et dans les départemens le bruit du départ de la seconde réquisition; et cette mesure avait donné aux esprits un tel desir de la paix et une telle aversion pour la continuation de la guerre, que le ministre de la guerre avait été contraint de rassurer l'opinion publique à cet égard. Pichegru persistait toujours à demander aux Autrichiens la prolongation de la trève, persuadé que le Directoire la romprait sous peu de temps, et que les partisans qu'il avait à Paris parviendraient à lui faire rendre le commandement général à la reprise des hostilités. Mais les circonstances en disposèrent bien autrement.

Le comte de Lille était arrivé à Riegel le 28 avril, et il avait voulu aussitôt connaître tous les détails relatifs à la négociation de Pichegru. J'étais revenu à Rastadt à la fin de mars, d'après les pressantes sollicitations du prince de Condé; et son quartier-général ayant été transféré, dans ce temps, de Buhl à Riegel, je m'étais arrêté à Offenbourg. Je dressai le tableau

de tout le travail qui avait été fait sur la rive gauche; j'y joignis copie collationnée de la lettre écrite le 16 août 1795 à Pichegru, qui en était la pièce fondamentale; et le tout fut remis au comte de Lille le 14 mai. Ce prince en fut très-satisfait, et l'approuva d'une manière formelle par la lettre qu'il m'écrivit le 26, lettre qui ne me fut envoyée qu'au mois de septembre suivant; les courses, les déplacemens nécessités par les circonstances et le passage du Rhin par les Français, m'ayant tenu constamment eloigné de M. d'Avaray.

Le 24 mai, le comte de Lille écrivit à Pichegru une lettre ostensible, que M. Jæglé porta lui-même et remit entre les mains de M. Demougé à Strasbourg. Le comte de Lille témoignait dans cette longue lettre une grande confiance à Pichegru, l'assurait, sur sa parole royale, qu'il apprendrait plutôt sa mort que son éloignement de l'armée de Condé, confirmait les pleins-pouvoirs donnés par le prince de Condé, et ratifiait toutes les promesses dont l'état était joint à la lettre du 16 août, dont j'ai parlé plus haut. L'article relatif à l'amnistie était seul excepté; car il n'a jamais été dans l'intention du comte de Lille de l'accorder réellement.

M. l'archiduc *Charles* était arrivé depuis plus d'un mois sur le Rhin; et dès le 18 avril j'avais été envoyé vers ce prince par le prince de *Condé*: j'avais

remis à M. l'archiduc les dernières dépêches arrivées de Strasbourg. Sa surprise avait été extrême à leur lecture; il n'imaginait pas qu'on eût osé tenir le cabinet impérial dans l'ignorance de ce qui avait été pratiqué sur la rive gauche, et qu'on eût pu compromettre à ce point le sort de l'Allemagne entière. « Que pensera donc sa majesté l'Empereur (avait été » jusqu'à me dire avec précipitation M. l'archiduc), » lorsqu'elle sera instruite de tout ce qui a eu lieu, » de tout ce qu'on pouvait entreprendre! (1) » II fit un grand éloge de la conduite de Pichegru, parla de ses talens avec les expressions les plus fortes, et me dit que S. M. I. estimait beaucoup ce général. M. l'archiduc voulut être instruit des moindres particularités, me les fit répéter plusieurs fois, en témoigna une vive satisfaction, et parut résolu de diriger les opérations militaires d'après les avis de Pichegru.

J'ai toujours pensé depuis, que le voyage que fit à Vienne M. l'archiduc peu de jours après, avait été occasionné en grande partie par le desir d'instruire S. M. I. des négociations qui avaient lieu, et de prendre ses ordres à cet égard. Je fus envoyé de nouveau à Mayence le 15 ou 16 mai, au nom

⁽¹⁾ Ceci confirme ce que j'ai dit relativement à M, Wickham, lorsqu'il envoya à Vienne pour y solliciter le passage du Rhin.

du prince de Condé. Je portai à M. l'archiduc les dernières dépêches reçues de la rive gauche, et je lui remis l'état de tous les noms de convention employés dans la correspondance. Les généraux autrichiens Wurmser, Latour et Klinglin, avaient négligé jusqu'à ce jour d'en donner une communication exacte.

Le 20 mai, à dix heures du soir, M. Fauche arriva de Manheim au quartier-général de M. l'archiduc, et remit à ce prince un billet chiffré en notes de musique, écrit de la main de Pichegru, ensemble une lettre de Demougé, très-détaillée, et renfermant l'état des positions de l'armée républicaine dans le Hundsruck, l'Alsace et les Deux-Ponts, et l'aperçu du plan de campagne que Pichegru avait tracé à Moreau. Pichegru demandait que M. l'archiduc rompît sur-lechamp l'armistice, qu'il attaquât les républicains avec chaleur, et qu'il répondait de leur défaite; qu'après le premier succès, on ne s'arrêtât pas un moment; qu'on poursuivît l'armée sans relâche; et que Landau et Strasbourg ouvriraient leurs portes à la première sommation. Pichegru faisait sentir à M. l'archiduc la nécessité que les Autrichiens attaquassent les premiers, et eussent l'air de prévenir les républicains, afin de couvrir le général Moreau, et de ménager les apparences. Il assurait que l'armée républicaine ne s'attendait nullement à la prompte rupture de l'armistice, et qu'elle serait infailliblement dispersée au premier choc; qu'il avait la certitude qu'après le premier échec un peu considérable qu'éprouveraient les patriotes, ses intelligences à Paris le feraient nommer généralissime, avec l'attribution de tous les pouvoirs d'un dictateur; que l'Alsace serait réduite sous peu de jours, et qu'on irait sans obstacles à Paris. Pichegru demandait que l'armée de Condé passât le Rhin au-dessous d'Huningue, d'où, après l'occupation de cette place et de Neuf-Brisack, elle se porterait en Franche-Comté. Il voulait qu'une troisième colonne tînt en échec le général Jourdan, dont les opérations ne pourraient apporter de résistance effective, une fois qu'on aurait pris possession de l'Alsace, Je dois observer que, dans toutes les dépêches envoyées de Strasbourg depuis le mois de janvier, Pichegru avait insisté de la manière la plus forte et avait même exigé qu'on ne fît aucune tentative auprès du général Jourdan, et qu'on ne lui donnât aucune communication des négociations.

Après un quart d'heure de réflexion, M. l'archiduc envoya, sur toute l'étendue de la ligne, ordre de signifier aux généraux français la rupture de la trève. L'armée autrichienne se disloqua aussitôt, et, les jours suivans, elle passa le Rhin sur plusieurs points. M. Fauche revint à Manheim le 21, et y porta des dépêches de l'archiduc à M. de Wurmser.

Il faut savoir que la cour de Vienne avait vu de

très-mauvais œil l'arrivée du comte de Lille à l'armée de Condé; et ce cabinet n'avait pas perdu un moment pour lui faire connaître que son intention était qu'il s'en éloignât aussitôt. Pichegru insistait, au contraire, pour qu'il y demeurât à quelque prix que ce fût : ce n'était guère là le desir du prince de Condé, Les ordres de la cour de Vienne devinrent si pressans, que le comte de Lille se vit au moment d'être obligé de résister à force ouverte aux sommations qui lui furent faites par le maréchal de Wurmser et par le baron de Summerhaw, président suprême de l'Autriche antérieure. Ce fut dans ces circonstances si critiques pour un prince sans courage, que le comte de Lille écrivit à M. de Wurmser et à M. l'archiduc Charles, pour leur faire sentir l'instante nécessité de sa présence à l'armée de Condé, le desir formel de Pichegru à cet égard, les doutes que son éloignement ferait naître dans l'esprit de ce général, et le refus qu'il ferait infailliblement dans ce cas de seconder les mesures des Autrichiens. C'est d'après des considérations aussi puissantes, que le comte de Lille priait M. l'archiduc Charles d'informer directement S. M. I. sur ce sujet, et de suspendre l'exécution des ordres. Il me remit copie, écrite de sa main, de la lettre qu'il me chargeait de porter à M. l'archiduc, afin que j'en saisisse parfaitement l'esprit, et que je préparasse mes réponses aux différentes objections

qui me seraient faites relativement aux griefs que la cour de Vienne pouvait avoir contre lui. J'ai rendu cette copie à *Mulheim*, le 9 juin.

Je joignis M. de. Wurmser à Kayserslautern, et M. l'archiduc Charles à Oulmet, duché de Deux-Ponts, le 2 juin. Je remis à ce prince la lettre dont j'étais chargé, et une dépêche originale arrivée à Offenbourg au moment de mon passage dans cette ville. M. l'archiduc parut très-satisfait de son contenu, fit le plus grand éloge de Pichegru, et me répéta ce qu'il avait dit sur son sujet à M. Fauche: « Que Pichegru était le seul général français qui » inspirât assez de confiance à l'empereur pour l'avoir » décidé à rompre la trève sans nul délai. » Dans le courant de cette audience, M. l'archiduc me dit à deux reprises différentes : « J'ai fait sonder, depuis » que je suis ici, le général Moreau : je suis satis-» fait de ses dispositions; elles sont telles qu'on me » l'avait assuré. » Ce prince comptait infiniment sur les intelligences pratiquées en Alsace. Le maréchal de Wurmser lui avait marqué le même jour qu'il venait de recevoir les derniers renseignemens sur le camp d'Autweiller, et qu'il se tenait pour assuré de dîner le 15 à Strasbourg. M. de Wurmser regardait l'Alsace et la Lorraine comme provinces appartenant de droit à l'Autriche, et on ne parlait plus, au quarvier-général, de M. l'archiduc, de la princesse fille

de Louis XVI, que comme de l'héritière légitime du royaume de France.

M. l'archiduc me remit une lettre pour M. le comte de Lille, et me dit qu'il allait informer directement S. M. I. de l'état des choses. Je ne pus arriver à Mulheim que le 9; le quartier général du prince de Condé en était déjà parti pour occuper de nouveau Riegel. Après la rupture de la trève, le prince avait eu ordre de se porter le 4 juin dans les environs de Bâle pour y effectuer le passage du Rhin de concert avec les Autrichiens, et sous le commandement du général Latour; mais M. l'archiduc ayant reçu de Vienne ordre de se tenir sur la défensive, et de se retirer en conséquence derrière le Rhin, l'armée de Condé avait été stationnée à Riegel. Ces mouvemens, nécessités par les nouveaux succès de Bonaparte en Italie, avaient jeté une douleur profonde dans le cœur du comte de Lille. Il s'était attendu à entrer en Alsace sans la moindre difficulté; et il voyait ce moment s'éloigner : il s'était attendu à vaincre sans péril; il était pressé de faire des proclamations et des écrits; et il fallait y renoncer aussi long-temps que les affaires ne se réparant pas en Italie, on serait forcé d'y envoyer partie de l'armée impériale du Rhin, et de se tenir par conséquent sur la défensive de ce côté. Les exploits de Bonaparte et les succès de l'armée française en Lombardie furent done

donc véritablement décisifs à cette époque. Ce n'est point l'Italie seulement dont le général Bonaparte fit la conquête dans le Milanais; c'est la République française qu'il sauva sur le Rhin.

Les mouvemens militaires qui eurent lieu dans l'Empire jusqu'à la fin d'octobre, firent cesser toute relation entre les Autrichiens et Pichegru.

Je dois dire que le comte de Lille était loin de prévoir, au mois de mai, que les armées de la République pénétreraient dans le cœur de l'Allemagne; il espérait au contraire que les généraux autrichiens obtiendraient en Italie des succès qui permettraient à l'empereur d'agir offensivement sur le Rhin. En conséquence, il se décida à suivre avec activité la correspondance de Pichegru; et de l'avis de ce qu'il appelait son conseil, il chargea M. Fauche de se rendre auprès de ce général. Le comte de Lille remit à M. Fauche une lettre ostensible, ainsi que des pleinspouvoirs écrits sur de la gaze. J'avais refusé de prendre part aux démarches résolues dans cette circonstance; et le délabrement de ma santé m'avait servi d'excuse pour ne point céder aux sollicitations qui me furent faites. Le comte de Lille, toujours porté à n'employer que des moyens dilatoires, et à n'adopter que les mesures qui n'exposaient sa personne à aucun danger, évitait avec soin toutes les occasions qui pouvaient en présenter. Aussi venait-il de refuser

de passer le Rhin à la tête de l'armée de Condé. d'étonner et les Français et les Autrichiens en prenant sur-le-champ cette grande résolution, et de suivre les conseils que Pichegru lui avait donnés, en lui marquant « qu'à tout événement il valait » mieux vivre vingt-quatre heures en roi, que cent » ans dans la proscription. » Pichegru ne doutait pas qu'une entreprise aussi hardie n'opérât une diversion puissante, et ne décidat un grand succès : mais j'avais jugé le caractère du comte de Lille, etil m'était démontré que ce prince était sans courage, sans énergie, sans bonne foi; qu'il serait toujours luimême le plus grand obstacle à tout ce qu'on pourrait entreprendre en sa faveur; et que le bonheur du peuple et de la nation française n'entrait pour rien dans aucun de ses desirs.

Ce prince a beaucoup d'instruction; son esprit est cultivé; ses manières sont affables: mais il est essentiellement faux et perfide. Il a la pédanterie d'un rhéteur, et son ambition est de passer pour un homme d'esprit. Je ne le crois susceptible ni d'un sentiment généreux, ni d'une résolution forte. Il n'a jamais oublié, il ne pardonnera jamais une injure, un tort, un reproche. Il craint la vérité et la mort. Entouré de ruines et de flatteurs, il n'a conservé de son ancien état que l'orgueil et les vices qui l'en ont fait descendre. Le malheur a beau l'accabler tout entier, il

n'ose point le regarder en face : aussi, quelque rigoureuse que puisse être pour lui l'adversité, il ne trouvera de justification que dans l'ame des hommes lâches et petits; on le verra mourir dans le lit de la proscription, après avoir fatigué la pitié et épuisé la générosité de tous les souverains. Ce prince frémit à la vue d'un faisceau de piques et de dards; et il prononce sans cesse le nom de Henri IV! Intrigant dans la paix, inhabile à la guerre, jaloux à l'excès d'un triomphe littéraire, et non moins avide de richesses que passionné pour la représentation, ennemi de ses véritables amis et esclave de ses courtisans, ombrageux et défiant, superstitieux et vindicatif, toujours double dans sa politique, et faux jusque dans les effusions de son cœur; tel est le comte de Lille, ce prince que le hasard avait placé si près du premier trône de l'univers, sans lui donner aucune des qualités qui commandent le respect ou qui gagnent l'amour des peuples. Nul doute que, dans les temps même les plus heureux, il n'eût laissé échapper de ses mains les rênes de l'empire. Son règne eût été celui des favoris ; et la France aurait eu à supporter à-la-fois toutes les petitesses du roi Jacques, toutes les profusions de Henri III.

Il fut décidé que M. Fauche se rendrait promptement en Franche-Cointé, et que M. Courant irait en Piémont et en Lombardie; que d'après l'avis de

Pichegru, et suivant l'état dans lequel se trouveraient les affaires en Italie, M. Courant hasarderait des propositions auprès de Kellermann et des généraux français dans le Milanais : on exciterait un grand mouvement dans le Lyonnais, et on entamerait la guerre civile de ce côté, si ce général promettait de livrer les places et les passages confiés à sa garde. Le comte de Lille se croyait sûr de faire renouveler l'alliance du corps helvétique avec la monarchie francaise: il devait alors demander aux Suisses, et les régimens qu'ils avaient entretenus à la solde de la France, et les troupes qu'ils étaient obligés, par les traités, de lui fournir en cas de guerre. C'est ici l'occasion de dire qu'immédiatement après son départ de Vérone, le comte de Lille avait envoyé des agens à Berne et à Zurich; et les ouvertures qui avaient été. faites aux membres les plus influens dans les deux sénats, n'avaient laissé dès-lors aucun doute sur le parti qu'ils prendraient, celui de Berne sur-tout, aussitôt que les circonstances pourraient le leur permettre.

M. Fauche n'hésita pas à se charger de la mission qui lui fut offerte. Le comte de Lille lui donna une lettre pour M. Wickham, dans laquelle il témoignait à ce ministre beaucoup d'estime et de confiance, et le priait de délivrer les fonds nécessaires dans cette conjoncture. Il donna à M. Fauche des instructions

doubles. Certaines choses devaient être confiées à M. Wickham; d'autres devaient lui être tenues secrètes. Il en était à-peu-près de même pour Pichegru, et c'était ainsi qu'on en avait usé jusqu'à ce jour. Le duc de la Vauguyon fut chargé d'accompagner M. Fauche à Berne, pour répondre à toutes les objections que M. Wickham serait dans le cas de faire, et pour presser l'envoi des fonds. M. Fauche reçut mille Iouis du ministre anglais, et il prit dix-sept cent cinquante louis chez M. Roussillon (agent de M. Wickham et du prince), à Ivonau près d'Yverdun, que celui-ci lui délivra sur les pleins-pouvoirs du comte de Lille. Il joignit le général Pichegru à Arbois, au moment où les habitans de cette ville lui don. naient une fête : il lui remit ce dont il était chargé pour lui, ensemble une lettre de M. Wickham dans laquelle était exprimée la promesse d'un crédit illimité sur Paris, dans le cas où le général témoignerait en avoir besoin. Pichegru parut ne pas adopter le plan sur l'Italie, recommanda beaucoup de réserve dans cette partie, insista fortement pour que Jourdan ne fût point mis dans le secret des négociations, assura plus que jamais M. Fauche de son dévouement, répondit d'une manière positive du Lyonnais et de la Franche-Comté, lorsqu'il en serait temps, et fit sentir la nécessité d'attendre, pour agir dans ces parties, le moment où la retraite des armées républicaines (retraite inévitable, selon lui, et qui ne serait effectuée qu'avec des pertes énormes) produirait le découragement parmi les soldats, une grande confusion sur les frontières, et un mécontentement excessif dans l'opinion publique. Pichegru remit à M. Fauche une lettre pour M. Wickham et une pour le comte de Lille, dont j'ignore le contenu, mais dont il fut très-satisfait, ainsi que je l'ai su depuis. M. Fauche remit cette lettre entre les mains du comte de Lille, à Willingen, dans la forêt Noire; et trois ou quatre jours après, ce prince, à la grande satisfaction du prince de Condé, quitta l'armée pour ne jamais y reparaître, quelques instances que Pichegru lui eût faites pour ne jamais s'en séparer, et quelques assurances qu'il eût données à ce général que rien ne serait capable de l'y déterminer. Mais le comte de Lille était entraîné par une considération bien plus forte que sa parole royale; il craignait le danger, et il cherchait le repos : ce fut-là la véritable cause de son départ, quoiqu'on ait dit que les Autrichiens, pour l'y décider, l'eussent menacé, en cas de refus, de licencier l'armée de Condé; mesure impossible à exécuter dans ces conjonctures, où l'armée autrichienne fuyait de toutes parts. D'ailleurs, depuis le 30 mai jusqu'à l'époque où les républicains forcèrent les gorges du Kunbis, il n'était arrivé de Vienne aucun ordre relativement à ce départ. Le comte de Lille crut prévenir les effets que devait naturellement produire une démarche aussi pusillanime, en chargeant dès le lendemain même M. d'Avaray, d'envoyer à toutes les puissances un exposé des motifs qui l'y avaient déterminé. Cet écrit, qui se trouve sous la date du 14 juillet 1796, est véritablement dérisoire, et peut être considéré comme un modèle de fausseté et d'impéritie.

M. Courant ne fut pas envoyé en Lombardie, et M. Fauche revint à Neufchâtel, d'où il entretint et régla la correspondance entre M. Wickham et Pichegru. Elle a eu lieu sans interruption par cette voie jusqu'au 18 fructidor.

Je me rendis à Calsruhe, où une maladie grave me retint jusqu'à la fin de juin. Le 19, le prince de Condé m'y expédia, de Riegel, une estafette, avec l'ordre de me rendre à Bâle, où le chef de bataillon Thuniot devait se rendre le 22 pour conférer sur plusieurs objets de circonstance, et pour communiquer le plan de campagne. Ma santé me dispensa d'une course que je n'étais pas dans l'intention de faire; et les Français ayant passé le Rhin le 23, et pris le fort de Kehl presque aussitôt (malgré tous les avis donnés peu de jours auparavant par Demougé, sur les mouvemens qui s'opéreraient pour cet effet à Strashourg), personne ne fut envoyé à Bâle; et l'attention du prince de Condé se porta

entièrement sur les opérations militaires de son armée. Elle fut repoussée jusqu'au centre de la Bavière. Mais en vain le prince eut-il plusieurs fois le mot d'ordre de l'armée républicaine; en vain, après la prise d'Ausbourg, Moreau (1) lui fit-il proposer de se réunir à lui et de se replier en toute diligence sur le Rhin; le prince rejeta toutes les propositions qui lui furent faites: et comment eût-il osé s'y confier sur le Danube, lui qui avait craint sous les murs d'Huningue de recevoir dans son camp le général qui venait y arborer les drapeaux de la monarchie! Le prince combattit les républicains, sauva dans les environs de Bibracht le corps de M. Delatour, et revint de nouveau à Mulheim, dans les derniers jours d'octobre. M. Wickham s'y rendit le 2 no vembre, et M. Fauche y arriva le 3, et rendit compte du travail de Pichegru dans l'intérieur, ainsi que des mesures qu'il proposait.

La conjuration, comme on le voit, s'était

⁽¹⁾ J'en tiens l'assurance de plusieurs officiers du prince, du chevalier de Contye, de Montesson; et le prince lui-même me la donna au mois de janvier, en ajoutant qu'il n'avait pas cru prudent alors de s'y confier. J'ai toujours été persuadé que les dispositions dans lesquelles était Moreau, et dont M. l'archiduc ne pouvait douter, ont permis à M. l'archiduc de porter la plus grande partie de ses forces contre Jourdan, et ont facilité le retour de ce prince sur le Rhin et les succès des armées impériales.

concentrée toute entière à Berne : ce n'est qu'un ensemble d'intrigués, de manœuvres sourdes, de dilapidations, ministérielles et particulières, qu'elle présentera désormais. Je n'aurai guère à tracer que le récit des moyens employés par M. Wickham pour fomenter des troubles dans l'intérieur, diriger l'opinion publique, et se rendre maître des assemblées primaires et électorales. Il attira à lui tous les agens, toutes les relations; et le prince de Condé, depuis ce temps, ne sut plus instruit que de ce que M. Wickham permit de lui communiquer. Il exigea que M. Fauche vendît la maison qu'il avait achetée à Strasbourg, dans la crainte qu'elle ne fût saisie par le Gouvernement français, et il en abandonna le prix à M. Fauche, qui avait acquitté le second tiers du paiement. Il assura un traitement fixe de 25 louis par mois à Demougé, Fauche, Borel-Borel; de 12 louis à M. Courant dui peu de temps après refusa de le recevoir), Badouville, Fenouillot; de 8 Iouis à Olry, Legros, &c. II fit passer à Pichegru et à Demougé tous les fonds qui furent demandés de Franche-Comté et de Strasbourg, d'où le ministre anglais recevait toutes les semaines des pâtés et autres objets de recherche pour sa table. Aussi M. Demougé étant venu à Berne vers le milieu du mois de novembre, et ayant eu plusieurs conférences avec M. Wickham, le ministre anglais

lui accorda une gratification de 200 louis. Il lui en remit 500 pour fournir aux frais d'un voyage que Pichegru devait faire à Paris. Ce voyage n'eut cependant pas lieu. Je reprendrai dans peu le fil de ces intrigues; il est nécessaire d'entrer auparavant dans quelques détails qui leur sont étrangers.

L'invasion des Français dans l'Empire m'avait obligé à me retirer dans le margraviat d'Anspach, d'où je me rendis à Munich aussitôt que mes forces purent me le permettre. Fermement résolu de ne plus m'employer dans une négociation semblable, je pris la route de Venise, où j'arrivai le 2 septembre. Mon premier soin fut d'y voir le ministre de la République française, Lallement, Je fus témoin de toutes les manœuvres qu'employèrent M. Drake, ministre plénipotentiaire d'Angleterre, et M. d'Entraigues, pour provoquer dans les états vénitiens le massacre général des Français, et pour décider la cour de Rome à prêcher contre eux une croisade religieuse. J'avais desiré le rétablissement de la monarchie, mais par des moyens d'ordre et de conciliation, et parce que j'avais cru que le bonheur de la nation française pourrait en être le fruit.... Le caractère et les projets du prince de Condé et le comte de Lille m'avaient détrompé; et les manœuvres que pratiquait alors l'Angleterre en Italie, achevèrent de me convaincre qu'on voulait exterminer la France et l'abandonner à tous les fléaux de l'anarchie. Je refusai constamment de voir M. d'Entraigues: ce ne fut qu'après plus de trois mois que je me décidai à le recevoir chez moi, et après en avoir prévenu le ministre de la République française. J'espérais que je parviendrais à détourner les horreurs qui se tramaient contre ma patrie, et dont le territoire vénitien devait être le théâtre.

M. Wickham avait instruit M. Drake (1) des négociations suivies avec le général Pichegru. M. Drake n'en avait laissé ignorer aucune particularité à M. d'Entraigues, qui s'était rendu maître absolu de son esprit, et qu'on pouvait considérer comme le véritable ministre de l'Angleterre en Italie. Ce n'est pas que M. d'Entraigues y servît les intérêts de cette puissance; il les trahissait au contraire, ainsi que ceux de l'Autriche et de l'Espagne: car cet homme essentiellement fourbe, lâche et avide, ne cherchait qu'à satisfaire ses deux passions dominantes, sa cupidité et sa haine implacable contre la France, qu'il se

⁽¹⁾ Je ne dois point passer sous silence ce que M. Drake me dit à ce sujet : « M. Wickham est bien heureux d'avoir une affaire » comme celle-là. Je voudrais bien être à sa place. Je commen» cerais par me payer de 7 à 8 mille livres sterling que j'ai avancées » ici à mon Gouvernement. Mais on est bien mieux en Suisse; » on peut tout faire, et on n'y manque de rien. Je n'ai eu ici » jusqu'à présent que de petites affaires. »

flattait de voir bientôt en proie à toutes les dissensions civiles. Il crut s'apercevoir que je ne me porterais jamais, non plus que M. Dumontet, à favoriser réellement des projets de cette nature, quoique j'eusse l'air de m'y prêter pour en découvrir toute l'étendue. Il n'est pas de tentatives qu'il n'ait faites pour attaquer mes jours; mais j'eus le bonheur d'échapper à tous les dangers qui m'environnaient, et je parvins à me rendre en Suisse à la fin de décembre.

J'y trouvai M. de Badouville. Il se rendait de Bâle à Berne pour conférer avec M. Wickham sur le nouveau plan adopté par Pichegru. Il consistait à déchaîner l'opinion contre le Directoire, et à attaquer la République par les assemblées primaires. Pichegru avait une foule d'agens qui agitaient en conséquence les sept à huit départemens de l'Est, et qui préparaient les esprits à Paris. Il agissait dans le Lyonnais et la Franche-Comté, de concert avec Willot et Ferrand. Il ne doutait pas qu'il ne fût promu à la législature, et que son parti n'y obtînt sous peu de temps une influence prépondérante. Je dois observer que Pichegru a constamment refusé de faire connaître les agens secondaires et les moyens d'exécution qu'il pouvait employer. Ce général était devenu d'une réserve et il s'enveloppait d'un secret presque impénétrable depuis la retraite du général Moreau; et je crois qu'une des raisons qui le portaient à en user ainsi, outre la connaissance qu'il devait avoir de toutes les petites manœuvres employées par les princes, était le refus que firent les Autrichiens, à leur retour sur le Rhin, d'adopter les mesures qu'il leur avait proposées, et de pénétrer, à quelque prix que ce fût, en Alsace, où Pichegru avait disposé, pendant le cours de l'été, les esprits et les choses, de manière à s'y promettre un résultat favorable, au moment de l'approche de l'armée impériale. Le général Hotzé avait bien fait une incursion du côté de Landau, mais sans plan et sans suite. Les espérances de Pichegru avaient encore été trompées dans cette circonstance; car il s'était attendu que la retraite du général Jourdan lui rendrait le commandement général du Rhin.

Quoi qu'il en fût, M. Badouville remit à M. Wickham, à Berne, deux billets de Pichegru, dans lesquels ce général assurait le ministre de son dévouement, et lui demandait des fonds. Je vis plusieurs fois cet adjudant, depuis le 4 jusqu'au 9 janvier, qu'il partit de Neufchâtel pour Pontarlier, chargé de mille Iouis en or, et d'un crédit illimité que M. Wickham donnait sur un banquier de Paris dont j'ignore le nom. A cette époque, les Autrichiens n'accordaient plus à Pichegru la même confiance. Ils étaient fâchés et étonnés que les généraux français, dont les dispositions leur étaient connues, défendissent le terrain et

cherchassent à conserver leur armée : ils s'étaient flattés que les généraux français se laisseraient battre, contre toutes les apparences, et sans aucun respect pour leur réputation. Le général de Bellegarde m'avait fait plusieurs fois ces observations. Cependant M. l'archiduc Charles, en mettant le siége devant Kehl et Huningue, desira que M. Olry allat s'établir à Offenbourg, pour y reprendre la correspondance avec M. Demougé: mais les affaires devenant chaque jour plus désespérées en Italie, et M. l'archiduc y ayant été envoyé après la prise de Mantoue, il ne fut plus entretenu par le Rhin de relation avec Strasbourg; et il n'y eut même, entre cette ville et Mulheim, d'autre communication que par le canal de M. Fauche. Ce fut par cette voie que Pichegru fit entretenir avec le comte de Lille une correspondance suivie. Ce prince le considérait comme la meilleure corde qu'il eût à son arc; expression dont il se servait presque toujours en parlant de Pichegru. M. de la Vauguyon, connu dans la correspondance sous le nom de Grimer, transmettait à M. Fauche les ordres du comte de Lille, qui fomentait, ainsi que le prince de Condé, mille petites conjurations à Paris et dans les provinces. Il venait de renvoyer dans le midi (à la fin de janvier 1797) M. de Besignan, avec des pleins-pouvoirs. Il venait d'envoyer à M. de Badouville la croix de Saint-Louis et un brevet de maréchal-de-camp, grâces que le prince de Condé trouvait exorbitantes. Dans ce même temps, on se plaignait hautement à Mulheim, en présence du prince de Condé, que le comte de Lille épuisait l'armée (1), en y tenant quatre-vingts chevaux de trait qu'il fallait nourrir; et dans ce temps-là, le prince de Condé avait pour son compte jusqu'à cinq cent soixante-dix agens à Paris. C'est de sa bouche que j'en ai reçu l'assurance. On conçoit facilement que de semblables mesures ne pouvaient que creuser des abîmes autour de Pichegru; aussi je doute que ce général, quelque chose qu'il eût pu faire, fût jamais parvenu à surmonter tant d'obstacles, et à echapper aux indiscrétions et aux manœuvres de tant d'agens.

Dans ces circonstances, j'avais fait demander au prince de Condé d'acquitter les frais de course et les avances faites antérieurement tant par moi que par MM. Dumontet, Beaufort, &c. Il m'avait adressé à M. Wickham, que je refusai de voir, ne voulant me prêter à aucune des manœuvres de ce ministre.

⁽¹⁾ Le chevalier de Contye se servit même du mot gruger; et ce fut lui qui dit à M. Olry, en présence du prince de Condé, à qui cet Alsacien se plaignait des mauvais traitemens que les Autrichiens lui avaient fait essuyer à Offenbourg, et mettait sans cesse en avant les sacrifices qu'il avait faits pour le comte de Lille: « Vous avez tort, Monsieur, de parler toujours du roi. Cela est » impolitique et imprudent, et ne peut mener à rien. » Je ne ferait aucun commentaire sur ces paroles.

Je dévoilai, au contraire, son impéritie au prince de Condé; je lui peignis toute la noirceur des moyens qu'il employait, et je ne balançai pas à m'exprimer avec cette indignation que tant d'horreurs m'inspiraient: mais le prince de Condé, toujours attaché à sa solde, ne permettait pas qu'on pût douter un moment de la loyauté de M. Wickham. Que deviendrai-je, que deviendra mon armée s'il me retire les secours! » c'était l'éternelle réponse du prince de Condé (1). Je parvins cependant à obtenir ce qui m'était dû, et je m'occupai dès-lors des moyens de rentrer dans ma patrie.

M. Badouville revint à Neufchâtel, à la fin de mars: il y fit un autre voyage le 9 avril; et ne m'y ayant point trouvé, il remit pour moi à M. Courant une lettre dans laquelle il m'invitait, au nom de Pichegru, à ne pas rentrer en France. Cette lettre était, à ce que j'ai toujours cru, l'ouvrage de M. Wickham et de M. Fauche. Ils craignaient qu'une fois dans ma patrie, je n'éclairasse Pichegru sur les dangers qu'il courait inutilement, sur les malheurs qu'allait produire son obstination à servir les ennemis les plus acharnés de la France, et des princes

indignes

^{(1) «} Gardez-vous bien, me disait le prince, si vous rentrez en » France, de rien écrire contre l'Angleterre; il n'en faudrait pas » davantage pour que M, Wickham me retirât peut - être la » solde. »

et M. Fauche redoutaient que je ne dévoilasse toutes les horreurs qui se tramaient. On mit tout en œuvre pour m'attirer sur la rive droite du Rhin; on essaya de m'enlever mes papiers; on me représenta au sénat de Soleure comme servant les intérêts du Directoire; et on parvint, par ce moyen, à me faire donner l'ordre de quitter ce canton, où je m'étais retire, en attendant l'effet des démarches que je faisais pour rentrer dans ma patrie.

Pendant tout ce temps, Pichegru faisait instruire M. Wickham de ses moindres démarches; et ce ministre paraissait s'abandonner à lui de tous les soins, de tous les travaux qu'exigeait cette contre-révolution. Mais, comme on le pense, M. Wickham n'en intriguait pas avec moins d'activité de son côté. Ce ministre a la fureur de passer pour un homme d'esprit; il est pédant, rusé, mais sans moyens personnels; et je ne crains pas de dire qu'il ne possède pas une notion politique. Son impéritie n'approche pas cependant, à beaucoup près, de celle de M. Drake. Ces deux envoyés s'étaient partagé les frontières; et je tiens de M. Drake qu'il était chargé de remuer l'Italie jusqu'aux frontières des bailliages italiens, et que là commençait le ressort de M. Wickham, qui s'étendait depuis Toulon jusqu'à l'extrême frontière d'Alsace. Ce dernier

ministre avait des intelligences par-tout. Un certain Vignes, de Bordeaux, se disant de Coire, pays des Grisons, allait et venait continuellement de Paris à Berne; et M. Wickham se dérobait la nuit, pour aller s'entretenir avec lui dans les quartiers les plus reculés. Il avait de fréquentes conférences avec M. Imbert-Colomès, établi au Faucon, à Berne; et ce Lyonnais était, d'un autre côté, en pleine correspondance avec le prince de Condé, et en recevait très-souvent des dépêches par le chevalier de Contye, ou par Montesson. Si quelque chose pouvait étonner dans une semblable conduite, c'est la publicité qu'on y mettait à Berne, comme à Mulheim, où on ne doutait pas que le second tiers ne renversat le Directoire et la constitution de l'an 3; à Blankenbourg sur-tout, on était dans une confiance impossible à exprimer.

Cependant l'impatience du comte de Lille accusait encore les conseils de lenteur et de tergiversation: il faisait exciter sans cesse les journalistes, dont plusieurs avaient été pris à sa solde, et dont quelquesuns étaient payés par M. Wickham; ce qui faisait que leurs feuilles, quoique rédigées au fond dans le même esprit, contenaient quelquefois certaines épigrammes et des contradictions faites pour étonner: mais elles parlaient selon que l'argent arrivait de Brunswick ou de Lausanne.

M. Wickham était dans ce centre, agitant les frontières et l'intérieur d'une main invisible, touchant une foule de ressorts, et préparant, avec tout le sang-froid de l'ineptie, la guerre civile et la dévastation du commerce et de l'industrie de la France. Il n'était pas moins impatient que les princes; car il s'était attendu que dès le mois de juin il ne serait plus question de république. M. Fauche allait sans cesse de Neufchâtel à Berne; toutes les frontières étaient couvertes d'émissaires ; les guinées étaient jetées à pleines mains par-dessus la chaîne du Jura; des agens, en si grand nombre qu'ils ne se connaissaient pas dans le même canton, étaient établis à Romain-Moutiers, Nyon, Yverdun, Béfort, Colmar, Besançon, Lons-le-Saulnier, Lyon, &c. M. Wickham avait à Lyon une fabrique de passe-ports, et il les recevait en blanc avec toutes les signatures requises. La correspondance avec l'intérieur était réglée comme en pleine paix; les dépêches de M. Wickham, expédiées par les Rousses et Moret, y trouvaient régulièrement des personnes chargées de les rendre à Lons-le-Saulnier, d'où on leur donnait la direction nécessaire. Il est difficile de se faire une idée de l'ordre et de la régularité établis dans cette partie : il faut dire, à la vérité, que les agens de M. Wickham et de Pichegru étaient parvenus à remplir la plupart des administrations, de personnes qui leur étaient dévouées. G 2

Ce ministre, en effet, n'épargnait pas l'argent; et il paraissait n'avoir été envoyé en Suisse que pour le dilapider à pleines mains. Je ne crois pas m'éloigner de la vérité, en disant qu'il a dépensé pour les affaires secrètes, pendant un séjour de deux ans en Suisse, plus de trois cent mille livres sterling; et je ne comprends dans cette somme, ni les frais ordinaires, ni les dépenses publiquement avouées; car l'armée de Condé seule a été pour l'Angleterre un objet de près d'un million sterling en dix-huit mois de temps.

L'atrocité des mesures employées jusqu'ici par les agens du Gouvernement anglais, me conduit nécessairement à faire connaître le ministre qui les ordonne.

M. Pitt est un exemple frappant de la facilité avec laquelle on peut usurper la réputation de grand ministre et abuser de celle d'homme d'état. Jeté dès l'enfance dans le ministère, il y déploya de bonne heure cette facilité de travail qui tient lieu de génie aux hommes médiocres. Il n'eut qu'à suivre les instructions et les exemples que son père lui transmit pour se perpétuer dans le ministère; mais il se traîna d'une manière si servile sur les traces qui lui avaient été marquées, qu'il est vrai de dire que M. Pitt se trouve aujourd'hui ce qu'il était il y a quinze ans, avec le même degré de faveur et la même incapacité de moyens qui signalèrent son avénement au ministère.

M. Pitt, en effet, conçoit bien les entreprises médiocres, mais il les exécute mal : quant aux entreprises qui exigent un grand talent, elles sont si fort au-dessus de ses facultés personnelles, que son amourpropre seul peut lui faire illusion à cet égard. Cet amour-propre est excessif; et il prend chaque jour un nouvel aliment dans la haine que M. Pitt a vouée à la France. Ce sentiment est porté chez lui à son dernier période; il s'étend sur tous les Français sans distinction, et n'épargne pas même les grands hommes de cette nation qui sont descendus au tombeau. C'est avec cette haine, dont le principe ne saurait être blâmé, puisqu'il prend sa source dans l'amour de son pays, que M. Pitt gouverne despotiquement la nation qui se dit la plus jalouse de la liberté. Le caractère de ce ministre est dur et hautain: sa volonté se plie difficilement aux conseils de la raison, et veut même résister aux lois de la nécessité. C'est à cette inflexibilité d'orgueil que M Pitt est redevable de cette énergie qu'on attribue à son ame. Peu de ministres en Angleterre ont mieux possédé l'art d'administrer le parlement, de diriger l'opinion et de maîtriser la confiance publique; car M. Pitt s'est fait banquier des les premiers jours de sa carrière politique, pour retenir dans sa main les rênes d'un gouvernement dont le commerce a fait mouvoir tous les ressorts, M. Pitt connaît parfaitement ceux de la

corruption et de l'intrigue, et il est, pour ainsi dire, le créateur de ce mécanisme financier qui tire sans cesse l'or de l'or. C'est le Midas de ce siècle; tout ce cesse l'or de l'or. C'est le Midas de ce siècle; tout ce ces l'autouche devient bank-note, et ces bank-notes soulèvent l'Europe, parce que le dieu souverain de l'Europe est aujourd'hui un veau d'or. Il résulte de ces notions que M. Pitt est un orateur éloquent, un homme versé dans les détails de l'administration, un politique de comptoir, un ministre de banque, et un homme d'état au-dessous du médiocre.

C'est aux richesses qu'il puise avec tant d'impunité en Angleterre, et qu'il verse avec fant de prodigalité dans toutes les cours, que M. Pitt doit le double avantage d'être le maître du cabinet de. Londres, et le régulateur de presque tous les cabinets de l'Europe. Ce ministre n'a peut-être pas à lui en propre une seule idée politique : la tortueuse ignorance et la criminelle présomption avec lesquelles il précipite l'Angleterre et l'Europe sur les bords du précipice qui doit les engloutir, déposent invinciblement contre l'homme d'état, en même temps que les contradictions aussi révoltantes qu'innombrables auxquelles M. Pitt s'est abandonné en plein parlement depuis le commencement de cette guerre, démontrent non moins clairement que ce ministre n'a jamais eu de plan fixe, et s'est toujours subordonné aux événemens; qu'il n'a jamais su un mois

auparavant, non-seulement ce qu'il pourrait faire, mais même ce qu'il voudrait entreprendre; qu'il a espéré enfin trouver dans les incidens qu'une crise aussi violente que celle qui agitait la France devait nécessairement produire en Europe, les moyens de sortir avec quelque avantage de ce dédale où l'ignorance et la cupidité avaient renfermé le ministre anglais. C'est en effet à ce développement de circonstances que M. Pitt doit la facilité avec laquelle il a soulevé tous les États. Il a caché sa nullité sous le voile de la négociation. Ses envoyés, qui pour la plupart étaient ses maîtres dans cette science, n'ont paru que ses disciples; et M. Pitt a recueilli seul, aux yeux de l'Europe, la gloire de terminer, entre les cours de Londres, de Vienne et de Pétersbourg, cette alliance, à laquelle l'Europe doit tous les fléaux qui la désolent depuis trois années, mais à laquelle la République française et le roi de Prusse doivent l'alliance qui les unit.

M. Pitt a donné la véritable mesure de son incapacité, dans les entreprises qu'il a tentées contre toutes les parties des frontières de la France: il a été brigand à Lyon, incendiaire à Toulon, et bourreau à Quiberon; Autrichien à Valenciennes, et Anglais à Dunkerque; fédéraliste dans le Calvados et sur les rives de la Gironde, constitutionnel aux Tuileries et à Vienne; anarchiste en 93, modéré en 95, républicain et

Angleterre, et athée en France, M. Pitt, en un mot, a montré à l'univers ce que peut le génie du mal, secondé par celui de la richesse. Il a été l'Attila de la politique et le fléau du genre humain.

Telle est la conduite que M. Pitt a suivie depuis le premier jour de la révolution française. Il est coupable de la plus grande partie des crimes qui ont été commis ; car il n'est aucun parti , il n'est aucune faction, dans lesquels M. Pitt n'ait cherché des agens et n'ait trouvé des complices. Hors d'état de combattre avec succès les armées de la République , il réunit tous ses efforts pour la déchirer au nom de cette paix qu'il lui offrait; et c'est la boîte de Pandore que le fils de Chatam avait remise au négociateur qu'il envoyait à Paris et à Lille.

M. Pitt se flatte d'aveugler jusqu'au dernier instant tous les partis, de les attaquer l'un par l'autre, et de provoquer, par tous les moyens possibles, les dissensions civiles et l'anarchie en France: aussi les secours de toute espèce ont-ils été prodigués constamment en Suisse par M. Wickham,

Mais, malgré tant de machiavélisme, tant d'agens, tant d'intrigues, tant de dilapidations, la journée du 18 fructidor eut lieu; et la République française fut sauvée des dangers auxquels la conjuration de *Pichegru* la tenait exposée depuis deux ans.

Depuis cette époque, je me suis refusé à toutes les sollicitations qui m'ont été faites pour écrire contre le Gouvernement français, pour publier une déclaration pareille à celle qui a été donnée par M. Fauche; et quoiqu'on m'ait dérobé les objets que M. Dumontet avait laissés en dépôt à Bâle chez M. Seriny, dans l'espérance qu'on avait d'y trouver tous mes papiers, on n'a pu m'ôter aucun des moyens que j'avais en mon pouvoir, pour faire connaître la vérité: elle est toute entière dans les pièces suivantes.

Signé MONTGAILLARD.

NOTES.

MM. Louis Fauche-Borel, Borel-Borel son cousin, et Courant, n'ont pas cessé d'être les agens de l'Angleterre et du prétendant. M. Fauche a ses pleins-pouvoirs et entretient avec lui une correspondance réglée; il a séjourné pendant plus de deux mois à Constance, d'où il a favorisé, par tous les moyens possibles, les mouvemens de la Suisse et les projets de l'Angleterre dans cette partie. Il lui a été envoyé d'Hambourg, par M. Fraser, à la fin de mars, un crédit de vingt-deux mille livres sterling. J'ai donné, dès le mois de janvier (vieux style), au C. en Reinhard, une note de tous les agens que je connaissais en Suisse, avec les clefs et noms. M. Fauche est dans cet instant à Berlin.

M. Beaufort était encore, à la fin du mois dernier (vieux style), à Neufchâtel, au Faucon. MM. d'Ouvrier, Bourniquel, Marin le cadet, et le ci-devant comte de Favernay, sont agens du prétendant à Constance; le dernier se tient souvent à Lausanne.

M. Olry est placé chez M. Flaschlanden, commandeur de Malte dans un village dont je ne me rappelle pas le nom, à cinq lieues environ de Stuttgard. C'est une grande commanderie de Malte. Il a eu ordre du prétendant de se placer dans cette partie à la fin de février dernier (vieux style). Il correspond avec la Suisse et le Haut-Rhin. Il correspond à Bâle par Merian dit Sauvage.

M. Fenouillot était, à cette époque, à Neuschâtel et dans le val de Travers. Il y faisait les brochures qui ont

été répandues contre le Gouvernement depuis le 18 fructidor; elles ont été imprimées chez M. Fauche à Neufchâtel, ainsi que les ouvrages de Lemerer, Camille-Jordan et Imbert-Colomès.

Le maréchal de Castries a eu du prétendant ordre de résider à Goslar, d'où il correspond avec Constance, qu'on doit considérer comme le point de contact de Mittau avec les frontières de France, et comme le lieu de rassemblement des agens anglais en Suisse.

L'abbé de Prades est à Munster, chargé de la correspondance en Hollande.

M. Fontbrune est agent de l'Angleterre, et a les pleinspouvoirs du prétendant à Hambourg; il correspond directement avec MM. Dutheil et d'Harcourt à Londres; il correspond avec la Suisse par la maison Bezenwall de Soleure, et par M. Wallier, ex-conseiller de cette ville.

Mallet-du-Pan entretient une correspondance très-active en Suisse; il s'est tenu jusqu'au dernier instant à Fribourg dans le Brisgaw; il est agent de l'Angleterre, et est pensionné par cette puissance.

Noms usités dans la Correspondance relative à Pichegru.

Le Bourgeois, le Laurier, X	Le prince de Condé,
Le grand Bourgeois, la Mar-	10 1 ₀₀ · 1
quise	Le comte de Lille.
Antoine	L'archiduc Charles.
Octave	Le général Latour.
Persée	Le général Klinglin,
César	Wurmser.
Furet	Demougé.

	,
Ajax	Chaulbé
Philippe	Thuniot.
Le Banquier, Baptiste, Z,	
Zède; Zělie, Poinsinet	Pichegru.
La Mariée	Moreau.
Coco, l'Ami	Badouville.
La Nièce	Desaix.
Louis, l'Éveillé, Pauline	Fauche-Borel.
L'Avocat, le Président, Ro-	b 4 • • • • • • • • • • • • • • • • • • •
bert	Fenouillot.
Le Turc, l'Amour, Émilie	Antoine Courant.
Pinault, Tronchoix, Claire.	Montgaillard.
Delcampo	Dumontet.
Frey, Legros, Biggenwald	Olry.
Alphonse, Hortense, Libis,	the state of the later
Wiot	Beaufort.
Diogène	M.me Reich.
Lebon	M. Jæglé.
La Pomme	La ville de Bâle.
Le Magasin	La ville de Strasbourg.
Le petit Carillon	Landau.
Rougemont, Messaline, la	The state of the state of
Petite	Paris,
Julie	Lyon.
Hambourg	Manheim.
Les Aiguilles	Le Porentrui.
La Pendule	Huningue.
Le Directoire exécutif	M. Requin.
Le Rasoir, la Serinette	Les deux passages du Rhin
	au-dessous de Kehl.
Y	Les Autrichiens.
Les Moulins à vent	
,	

	, ,
Lindor	. Witterbach, émigré alsa-
e y	cien, attaché à la légation
	impériale à Bâle.
Éléonore	Bonaparte.
L'Inconnu	Le général Jourdan.
Bluet	M. Wickham.
Louceau	M. Crauffurd.
La Bijouterie	L'argent.
Le Mariage	Jonction des armées, pro.
	clamation de la royauté,
	éclat. &c.

Le Colonel Barthelemy.

Le ci-devant comte de la Tour, autrefois dans l'administration des domaines à Besançon, chargé en chef d'une partie près de Neufchâtel ou à Constance alternativement, pensionné par Wickham.

Danican, pensionné par l'Angleterre, ayant un traitement fixe par mois de M. Wickham; son agent, fait maréchal-de-camp par le prétendant.

Duchaila, à Bienne, chargé d'une correspondance par Condé.

La ci-devant baronne de Reich correspondait encore en janvier dernier dans le Haut et Bas Rhin par ordre du prétendant. Elle demeurait et doit être encore à Zuizeim, sur la rive droite, vis-à-vis de Worms, chez un certain commandeur de Malte de Rheinzeim.

Les abbés Lacombe et Lamare étaient à Berne les agens de Wickham; l'abbé de Jons, celui de Condé.

Saint-Geniés, neveu du fermier général Varanchin, se tenait à Lausanne par ordre de Condé.

Louis Renaud, courrier de Neuschâtel à Pontarlier, passait une partie des dépêches de Wickham. Lontier de Souet, de Besançon, agent principal de Wickham, se tenait alternativement à Constance et à Soleure.

Teissonet, aide-de-camp de Condé, à Lons-le-Saulnier et à Lyon.

Tinssot, agent de Wickham, à Lausanne et à Genève. M. Bruce, ci-devant conseiller au parlement ou à la cour des aides de Paris, rapporteur de l'ordre de Malte, agent principal de l'Angleterre en France, se tenait, à poste fixe, à Abbeville à la Tête-de-Bœuf. Il correspondait directement avec le cabinet de Londres, depuis mai jusqu'en septembre 1797.

A religious A land

AND THE RESERVE OF TH

Market Market

1 1 1

PIÈCES JUSTIFICATIVES.

LETTRES du Prince de Condé, dont les originaux sont entre mes mains

[Cette lettre était chiffrée de la main de S. A. S.]

10 Février 1795.

J'AI reçu, Monsieur, votre lettre avec son duplicata. Je suis bien reconnaissant de tous vos soins; mais le besoin le plus urgent qu'ils aient un succès très-prompt. Je vous demande, avec instance, de ne rien négliger; et si vous réussissez, de m'envoyer à mesure l'argent que vous pourrez toucher. Je m'en rapporte absolument à vous pour les arrangemens à prendre. Sous trois semaines, je n'ai plus de quoi soutenir l'armée; je ne reçois ni argent. ni décision de Londres ni de Vienne. On nous disait que les conférences de Bâle étaient rompues ; il faut que cela ne soit pas, puisque vous croyez à un armistice: de ce côté-ci, je n'y vois nulle apparence. Il paraît que l'armée prussienne va marcher sur le Bas-Rhin, et que l'armée de Clairfait vient se coudre à la droite de celleci. Pour nous, on nous envoie dans nos anciens quartiers de Rothenbourg sur le Necker, où je vous prie d'adresser vos lettres. Vous ne sauriez croire l'extrême obligation que je vous aurai, si vous me trouvez de l'argent; et ce sera avec grand plaisir que je joindrai le sentiment de la reconnaissance à celui de l'estime que m'ont inspirée vos principes et vos talens. Soignez un peu plus vos chiffres, et mettez plus de distance entre vos lignes.

Ci-joint ce que vous desirez et que je crois qui vous suffit en vous présentant au grand bailli, à votre arrivée à Brombach.

Notice de la lettre de S. A. S., du 23 Février environ.

[Cette lettre me fut remise par M. le vicomte de Bourmont. L'ayant donnée à M. Fauche pour la communiquer au général Pichegru, et M. Fauche s'étant vu nécessité de la détruire à sa sortie de France, il ne me rendit que la dernière feuille, où se trouve la signature de S. A. S. Je rends fidèlement les endroits de cette lettre les plus saillans.]

JE vous remercie, Monsieur, de vos soins obligeans, et vous prie de me les continuer. Vous ne sauriez croîre l'extrême besoin d'argent où je me trouve. Je suis dans la nécessité de réformer une partie de mon artillerie, qui, tant par le nombre des pièces que par la manière brillante dont elles étaient servies, était d'un grand effet. Je ne reçois aucune nouvelle ni de Londres ni de Vienne depuis six semaines; et cette barbare politique des puissances me navre le cœur, à la vue de mes malheureux compagnons d'infortune. Nous périssons de misère, de besoin; et le poignard du licenciement serait moins douloureux à nos cœurs que cette consomption avec laquelle on cherche à nous faire périr. Notre courage y résistera, mais non pas nos forces.

Paraphé M....

[Cette lettre était écrite entièrement de la main de S. A. S.]

JE ne crois pas encore à la paix : non que je croie à un reste de pudeur dans les cabinets de l'Europe ; mais parce que les soi-disant Français la mettront à un si haut

prix qu'on n'en voudra pas. Au surplus, il faut voir les dispositions que l'on va montrer à l'ouverture de la campagne.

Vous êtes bien le maître de parler de mon armée dans le nouvel ouvrage que vous allez mettre au jour; mais je vous prie instamment de me confondre dans la foule, et de ne pas me séparer de mes braves compagnons d'armes. On ne mérite pas d'éloges pour n'avoir fait que son devoir.

Je voudrais bien pouvoir causer plus long - temps avec un homme d'honneur et d'esprit tel que vous; mais on a su m'accoutumer, depuis six années, à ne rien faire de ce qui m'est agréable: mais je ne me refuserai pas la satisfaction de vous assurer auparavant, tant du plaisir avec lequel je lis vos ouvrages, que de l'estime véritable et si bien méritée que vous m'avez inspirée.

Signé Louis-Joseph de Bourbon.

[.De la main de S. A. S.]

A Rothembourg, le 9 Mars 1795:

J'AI reçu, Monsieur, votre lettre du 3; et je vois avec grand plaisir que ma première lettre vous est parvenue: j'espère que vous n'aurez pas tardé à recevoir la seconde du 23, plus lisible, et que je vous ai adressée où vous êtes par une occasion sûre. (C'est la précédente, comme j'ai dit, remise par M. le v. le de Bourmont.) Je prends le plus grand intérêt à la maladie que vous venez d'éprouver, et je suis bien aise de voir, par la possibilité que vous avez eue de m'écrire, que vous êtes désormais hors de tout danger: le royalisme aurait perdu en vous un de ses partisans les plus éclairés; la vérité, le bon ordre, un de leurs défenseurs les plus éloquens. Je yous remercie bien de la suite que vous mettez à mon affaire; yous m'aurez rendu le plus grand

service si vous la faites réussir. La somme dont vous me parlez me serait infiniment utile au commencement du mois prochain, en attendant le reste; et vous voudrez bien me mander si vous avez besoin pour la toucher de quelque écrit signé de moi. Je ne vous parlerai point des grandes affaires; vous savez peut-être mieux que moi où elles en sont: je n'y vois qu'une stagnation apparente, et qui me paraît cacher des dangers très - menaçans. Croyez - vous à la paix de Charette! je ne puis me persuader qu'une énergie si forte et si prolongée se change tout-à-coup en une faiblesse aussi pernicieuse que déplacée.

J'attends avec impatience le rapport que vous me promettez; et j'espère que vous me rendrez la justice, Monsieur, de ne pas douter de la sincérité des sentimens d'estime et d'intérêt que vous m'avez inspirés.

[Lettre écrite de la main de S. A. S.]

A Rottenbourg, le 12 Avril.

J'AI reçu, Monsieur, vos deux lettres du 2 et du 4, et je vous envoie le v. te de Montesson, chargé de mes pouvoirs; il entend les affaires, et se concertera avec vous sur les démarches que vous m'indiquez. Si vous pouvez suivre la chose par vous-même, vous me le renverrez quand vous aurez tout arrangé ensemble. Si vous ne le pouvez pas, vous voudrez bien lui dire ce que vous pensez qu'il y a à faire. Je vous fais tous mes remerciemens de vos soins obligeans, et je vous prie de me les continuer.

Il paraît, par les dernières nouvelles, qu'après les plus grands mouvemens, la Convention écrase les jacobins et est maîtresse de Paris, par *Pichegru*; mais jamais elle ne maîtrisera la famine, qui va sûrement perpétuer les troubles

dans cette ville criminelle. Il m'est impossible de juger ce que tout ceci va devenir avec l'incroyable paix du roi de Prusse. Au milieu de tout ce désordre, vous me ferez plaisir de me mander ce que vous pensez de tout cela, car j'ai la plus grande confiance dans vos conjectures, et de me mettre au fait de l'esprit des frontières, ainsi que celui de l'armée du Rhin: joignez-y vos conseils; ils ne peuvent être que bons; et soyez bien persuadé, Monsieur, de mon estime et de mon amitié pour vous, and ont a vierne

Signé L. J. B.

| Ecrite de la main de S. A. S.].

A Mulheim, le 3 Juin 1795.

Vous savez, Monsieur, que j'ai la plus grande confance dans votre manière de voir; mais je vous avoue que je ne vois rien encore de désespéré: je vous demande même de différer votre départ, si cela vous est possible, jusqu'à ce que vous ayez de mes nouvelles. Vous en aurez avant quinze jours, et il est possible que je. reprenne ma première idée; elle avait besoin d'être mûrie avant de la réaliser. Ne doutez pas, Monsieur, de ma véritable estime et de ma confiante amitié pour vous Signé L. J. B.

S. A. S. me fit écrire, le surlendemain, le duplicata de cette lettre, et M. le comte de Montjoye me le remit à Rhinsfeld. is to a M. Is me and a second of the light of

Écrite de la main de S. A. S., avec le mot pressé sur la suscription.] A Mulheim, le 9 Juin 1795.

JE suis décidé, Monsieur, à suivre plutôt que plus tard

ma première idée: prenez, je vous en prie, tous les arrangemens que vous croirez nécessaires pour la faire réussir. Je m'en rapporte absolument à vous pour amener la pérsonne que vous voudrez, si vous jugez en avoir besoin; mais je vous demande avec instance d'arriver ici le plutôt possible, pour que nous nous concertions définitivement sur l'objet de votre mission: je me trouve très-heureux que vous vouliez bien vous en charger; car il n'y a que vous qui puissiez déterminer le succès. Comptez à jamais sur ma reconnaissance, comme sur les sentimens d'estime et d'amitié que vous m'inspirez à si juste titre.

न्द्राची शोधी र श

Su 1 1

Signe L. J. B.

Le prince m'écrivit les derniers jours de juin ou les premiers jours de juillet, à Neufchâtel. Il m'accordait, par sa lettre, une liberté entière de prendre les arrangemens que je croirais nécessaires, et expliquait les avantages qu'il était décidé à faire au général Pichegru, dans le cas où celui-ci ferait proclamer la royauté par son armée. Cette lettre étant écrite à l'encre sympathique, et le papier étant infiniment altéré par l'acide dont on se sert pour faire paraître l'écriture, je remis les débris de cette lettre à M. le marquis de Montesson, à Mulheim, dans le mois de juillet.

En conséquence des pouvoirs du prince, j'adressai à Pichegru la lettre suivante:

COPIE de la Lettre envoyée par M. Fauche au général Pichegru, à Blopsheim.

[Ce général l'avait envoyé ce même jour pour me demander par écrit ce que S. A. S. M. le prince de Condé desirait qu'il entreprît. L'original est entre les mains du général Pichegru.]

Bale, le 16 Août 1795.

GÊNÉRAL.

Vos talens, vos lumières, vos exploits, ont placé votre nom parmi ceux des plus grands capitaines: vous avez acquis toute la gloire que peuvent donner les armes; mais il en est une plus précieuse et plus durable, et il vous appartient de l'obtenir.

Le nom des hommes qui renversent les États se transmet avec effroi aux générations; le nom des hommes qui sauvent les empires, arrive aux générations les plus reculées, accompagné des bénédictions éternelles des

peuples.

Général, après avoir fait trembler l'Europe, vouspouvez lui donner la paix; après avoir arraché la France à la rapacité des puissances, vous pouvez la sauver des malheurs qui vont fondre sur elle de toutes parts; aprèsvous être rendu aussi illustre que le maréchal de Saxe, vous pouvez vous montrer aussi grand que le maréchal de Turenne.

Ces généraux forcèrent, comme vous, la fortune à se ranger sous leurs drapeaux; mais elle semble vous avoir réservé le plus haut degré de gloire auquel il soit permis à un homme d'aspirer.

Par un concours de circonstances, tel que les anmales du monde n'en offrent point d'exemple, l'action la plus noble et la plus magnanime que l'on puisse entreprendre, doit rendre le bonheur à une nation, le repos au monde; et cette action est en votre pouvoir.

Général, ce n'est point au vainqueur de la coalition, c'est au pacificateur du globe que j'écris dans ce moment; c'est au grand homme que s'adresse, avec confiance, un prince magnanime, plus grand encore que son nom, le vainqueur enfin de six années de revers : il s'adresse à vous, pour que vous partagiez avec lui la gloire de sauver la France, pour que vous l'aidiez à empêcher le sang français de couler plus long-temps, pour prévenir ce déluge de maux prêts à fondre sur la patrie.

Des factions la divisent, des guerres civiles la déchirent; la paix ne se présente plus sur une frontière que pour être aussitôt bannie de l'autre : et tel est aujourd'hui le sort de l'empire français, que ses propres enfans sont forcés d'ensanglanter son sein pour retrouver une patrie, et de se dévouer à la mort pour arracher leurs concitoyens à la tyrannie.

Des dissensions intestines menacent de toutes parts cet empire épuisé par ses victoires, écrasé sous le poids de ses lauriers. Les puissances étrangères ont renoncé peut-être à le conquérir; mais elles espèrent le voir se détruire par ses propres mains. Des guerres interminables, un demi-siècle de malheurs, vont fondre sur ce peuple déjà si malheureux; et la révolution française est à peine commencée, s'il ne se hâte de se reposer dans le sein de ce gouvernement qui fit si long-temps sa gloire et sa prospérité.

Général, vous seul pouvez aider à mettre un terme à tant de malheurs; vous pouvez rendre à la France sa liberté, son bonheur, son roi. La France vous implore,

elle est à vos genoux; elle vous crie: Arrachez-moi à la politique des puissances de l'Europe; préservez-moi de l'aveuglement et du courage de mes propres enfans; ralliez tous les partis, faites cesser toutes les divisions, réconciliez toutes les haines; proclamez votre souverain!

Général, votre ame est trop grande, une entreprise qui doit étonner et consoler le monde est trop digne d'elle, pour que je me permette de vous parler de votre propre intérêt, lorsque vous-même vous ne vous parlez que de votre propre gloire. Je ne vous dirai donc point que deux hommes (Lafayette et Dumouriez), que vous laissâtes se loin derrière vous, sont au moment d'usurper vos lauriers; et que la faction qui triomphe aujourd'hui en France, ne cherche qu'à les en couvrir. Il en serait bientôt aiusi, sans doute; mais à l'abri de l'ingratitude républicaine, enveloppé dans le sein de votre propre renommée, vous n'en seriez pas moins sûr d'être jugé par la postérité, comme vous avez mérité déjà de l'être par l'histoire.

Votre ame généreuse, plus digne encore de sauver sa patrie que de conquérir des royaumes, vous appelle à de plus hautes destinées. Votre propre gloire ne veut pas que vous ensevelissiez dans la retraite et dans l'inaction auxquelles vous seriez bientôt dévoué, des jours qui doivent briller d'un éclat et si grand et si pur.

L'armée que vous commandez, Général, vous l'avez lassée à force de victoires; elle vous demande chaque jour la fin de ses maux. Vous possédez sa confiance, et jamais général ne mérita mieux celle de ses troupes. L'armée que vous commandez a conservé cet honneur qui distingue le nom français, et vous le lui eussiez inspiré si elle avait pu y renoncer. L'armée que vous commandez est composée de ces mêmes Français qui triomphaient sous

Turenne et Luxembourg, sous le Grand Condé et sous Henri IV. Cette armée, ainsi que toute la France, desire un roi; et c'est à vous, Général, à le lui présenter.

Ce ne sont point des trahisons, ce ne sont point des désertions dont je vous entretiens; il est au-dessous des princes dont je suis l'organe de vous les proposer; il est au-dessous de vous de les entendre : c'est un plan plus vaste, plus magnanime, digne d'un sujet fidèle et d'un grand homme, dont on veut vous confier l'exécution.

En donnant ainsi un roi à votre armée, la guerre étrangère et la guerre civile cessent au même instant. Vous donnez à la France le bonheur qu'on lui promet depuis six années, et qui chaque jour s'éloigne davantage. Toutes les divisions cessent, l'abondance renaît, le commerce se rétablit, vingt millions d'hommes bénissent votre nom, l'Europe ne le prononce qu'avec reconnaissance, la postérité le consacre avec respect; et les rois de l'Europe, en recevant la paix de votre bouche, vous doivent la tranquillité de leurs états et l'affermissement de leurs couronnes.

Général, vous pouvez exécuter de si grandes choses, si vous le voulez: et vous le voulez; votre gloire, votre cœur, en sont un garant infaillible.

Qu'il m'est doux, Général, qu'il m'est glorieux de pouvoir être, dans ce moment, auprès de vous, l'organe d'un souverain dont le cœur paternel confie aujourd'hui entre vos mains, les destinées de la France, le sort du monde entier! De quel attendrissement je me sens pénétré, lorsqu'il m'est permis de vous dire, Général, qu'un prince dont la calomnie a respecté constamment les vertus et l'héroïsme, veut se rallier à vous, et confondre sous le même drapeau tous les enfans d'une même famille!

Quelle haute confiance n'inspirent pas les principes d'humanité, de générosité, de grandeur d'ame, que vous avez développés dans les jours de la plus barbare tyrannie!

Avec quels transports je vous apprends que tous les pleins-pouvoirs nécessaires pour exécuter une entreprise si magnanime, seront communiqués aux personnes que vous investirez de votre confiance!

L'entreprise peut présenter quelques difficultés; c'est à vous, Général, qu'elle est confiée, et les difficultés s'évanouissent.

Je joins ici, Général, sur une feuille séparée, les mesures nécessaires à prendre pour parvenir à un résultat digne de vous, et les intentions du souverain à cet égard.

Je suis, avec l'estime et l'admiration que m'inspirent vos talens et vos vertus,

Général,

Votre très-humble et très-obéissant serviteur, Signé le comte DE MONTGAILLARD.

P. S. J'ose vous assurer, Général, que les émigrés français faisant partie de l'armée du prince étonneront l'armée que vous commandez, en s'y ralliant, par la cordialité et l'union avec lesquelles ils se confondront avec vos officiers. Ce sont des larmes de tendresse que vous verrez répandre par tous les émigrés.

Propositions faites au général Pichegru, au nom du prince de Condé, par Montgaillard.

[Feuille incluse dans la précédente.]

Le général sera créé sur-le-champ lieutenant-général des armées du roi.

Le général a la parole d'honneur du prince qu'il recevra

de la main du roi le bâton de maréchal de France, au moment même de l'arrivée de S. M. à l'armée. Le délai de cette grâce est un plaisir que le prince veut réserver à S. M. Il peut l'accorder, et il en donnera l'assurance.

Le général sera fait sur-le-champ grand'croix de l'ordre

royal et militaire de Saint-Louis.

Le général aura pendant sa vie le commandement en chef de la province d'Alsace. Nul ne défendrait mieux cette province que celui qui l'a arrachée aux ennemis.

Le général jouira, pendant sa vie, de la maison royale et du parc de Chambord, ainsi que de huit pièces d'artillerie.

Le général jouira de deux cent mille livres de pension annuelle: la moitié de cette somme sera réversible en pension à sa femme; le quart à ses enfans, à perpétuîté, de mâle en mâle, et jusqu'à extinction de postérité.

Il sera dressé une pyramide à l'endroit où l'armée du roi se joindra à l'armée du général. Au bas de cette pyramide, il sera gravé cette inscription: Le... jour du mois de..... de l'année 1795, Pichegru sauva la monarchie française, et donna la paix à l'Europe.

La ville d'Arbois sera exempte de toutes impositions généralement quelconques pendant dix années. Elle prendra le nom du général, et sa statue y sera placée.

Il sera frappé une médaille en l'honneur du général.

Le général aura sa sépulture dans la même église qui renfermera les restes des rois de France.

Il sera donné au général un hôtel à Paris, convenable à son rang et à sa dignité. Il lui sera compté une somme d'un million en espèces, pour l'établissement de sa maison.

Le général aura la liberté de récompenser les officiers

généraux, les officiers de son état-major, et les personnes qui lui sont attachées. Les grades qu'il leur conférera seront reconnus et confirmés.

Le général pourra leur accorder les récompenses pécuniaires qu'il jugera à propos; elles seront acquittées.

L'armée commandée par le général sera reconnue l'armée royale. Tous les officiers conserveront le grade, les traitemens et les appointemens dont ils jouissent. Ils seront irrévocablement maintenus dans la possession de leurs emplois. Ceux qui desireront se retirer le pourront; ils auront l'assurance la plus formelle qu'ils ne seront jamais recherchés en aucune manière, quelle que soit la conduite qu'ils aient pu tenir individuellement.

Les villes qui ouvriront leurs portes, jouiront de trois années d'exemption de toutes impositions.

Les commandans des places qui rendront les places, jouiront d'une pension de 24 à 50 mille livres de rente, suivant l'importance de la place. Ils seront maintenus dans leurs grades, et employés en conséquence,

Le général sera le maître de prononcer les amnisties qu'il jugera nécessaires. Il aura même ce droit vis-à-vis des commissaires de la Convention, des députés de la Convention et des représentans du peuple. Il sera à sa disposition d'accorder aux représentans du peuple près de sonarmée, les récompenses pécuniaires qu'il jugera à propos. Ce qu'il fera à cet égard, ainsi que relativement à l'amnistie, sera ratifié de la manière la plus positive. C'est à sa sagesse à déterminer ce qu'il croira nécessaire au rétablissement de la monarchie, et compatible avec celui de l'ordre.

Le grade de maréchal de France n'étant accordé qu'au général seul, le général, dans auçun cas possible, ne serait

autorisé à promettre ce grade à aucun officier général quel-

conque.

Le général fera proclamer par son armée Louis XVIII roi de France et de Navarre, ainsi et de même que ses prédécesseurs l'ont été. Le général fera prêter serment d'obéissance, de soumission et de fidélité au roi Louis XVIII. Il effacera dans son armée et dans toutes les dépendances de son armée, tout ce qui porte l'empreinte des trois couleurs, et lui donnera aussitôt la cocarde et le drapeau blanc.

A jour convenu pour cette opération, ainsi que pour la suivante, le général fera arborer le drapeau blanc à Strasbourg, Huningue, et dans les principales villes de l'Alsace. Les rives du Rhin, dans l'étendue de la ligne, retentiront des cris de vive le roi.

Le général fera avertir au même instant le prince, et lui enverra un trompette, les yeux bandés, pour informer son altesse que l'armée française a proclamé Louis XVIII, et pour l'inviter à se rallier à l'armée de la rive gauche du Rhin. Le général offrira et livrera la ville d'Huningue (celle de Strasbourg, s'il est possible) pour sûreté, et avec la liberté d'y établir un pont de bateaux.

Le prince fera proposer, de la part du général, et proposera lui-même sur-le-champ aux généraux autrichiens, depuis Bâle jusqu'à Mayence, un armistice jusqu'à l'arrivée du roi Louis XVIII, à qui il sera envoyé sur-le-champ un courrier, ainsi qu'à toutes les puissances belligérantes.

Le général fera descendre, si cela lui est possible, comme on le pense, des pontons pour le passage du Rhin par l'armée du prince. On prendra de part et d'autre les mesures nécessaires pour que les troupes coalisées ne passent pas le Rhin. Ce prince prendra ses mesures pour faire exér

cuter ce passage dans un espace de temps très-court, et même malgré l'opposition des coalisés, quoiqu'on ne présume pas qu'elle ait lieu. Le passage s'exécutera à l'arrivée du roi, ou de suite si le général le juge nécessaire.

Le général purgera son armée de tout ce qu'il pourra y

reconnaître de jacobins et d'anarchistes.

Tous les emplois qui se trouveront vacans au moment de l'exécution du projet, seront réservés au prince, et la

nomination en sera faite par lui.

Le général dirigera et exécutera lui-même, et en chef, le projet dont on aura convenu les dispositions. Il commandera, sous le roi, les princes et les gentilshommes français. Les deux armées se confondront ensemble et ne feront qu'un seul et même corps. C'est dans des embrassemens mutuels que des Français divisés d'opinions, mais aimant tous leur patrie, oublieront les dissensions qui ont fait couler si long-temps le sang français.

Si les propositions susdites sont acceptées par le général, ainsi que son honneur, sa grandeur d'ame et son amour pour la patrie ne permettent pas d'en douter, le général communiquera, le plus promptement possible, les dispositions qu'il jugera à propos de prendre. Les personnes qu'il enverra à Bâle y trouveront toutes les sûretés, garanties et pleins-pouvoirs nécessaires; elles y conviendront des dispositions à arrêter par le prince et par le général. On observe au général qu'une entreprise aussi majeure et aussi décisive ne saurait être traitée avec trop de prudence et exécutée avec trop de promptitude. On dépose entre ses mains le sort de l'empire français, et c'est à l'honneur du général que le prince confie ce projet, son secret et son exécution. A Bâle, le 16 Août 1795.

Signé le comte DE MONTGAILLARD.

Pichegru ayant desiré d'avoir la signature du prince pour confirmation de ce que j'avais écrit, le prince me remit une lettre conçue en ces termes:

« Puisque M. Pichegru est aussi honnête que je » l'avais toujours espéré, je desirerais bien qu'il envoyât » une personne de confiance à qui j'expliquerais les avan» tages de tout genre que j'assurerais à M. Pichegru et à » tous ses amis, dans le cas où il ferait ce qui lui a été » communiqué de ma part. Cette mesure me paraît ab» solument indispensable; car sans cela, on peut multi» plier les messages sans s'entendre, perdre un temps » précieux et compromettre cet important secret.

» A Mulheim, le 18 Août 1795. »

Signé Louis-Joseph Bourbon.

Je la mis entre les mains de M. Fauche, qui la porta au général Pichegru. Ce général, après avoir été assuré ainsi que les propositions que je lui avais fait faire étaient dictées par le prince, promit le plus entier dévouement; et content de la parole de S. A. S., il remit à M. Fauche la lettre du prince, à qui je la rendis le 21 août.

Pichegru proposant à S. A. S. de passer le Rhin et de venir le joindre avec son armée, et S. A. S. desirant au contraire que Pichegru proclamât le roi sur la rive gauche du Rhin, et livrât Huningue et Strasbourg, S. A. S. écrivit, à cet égard, une lettre de deux pages environ au général Pichegru, dans laquelle il lui faisait remarquer et lui observait les

inconveniens et même les obstacles que présentait son projet de passage, que les Autrichiens voudraient empêcher, contrarier ou tout au moins diriger à leur avantage. Je remis cette lettre à M. Fauche, qui la porta au général Pichegru, entre les mains duquel elle est demeurée, ainsi que toutes les lettres, au nombre de quatre, que j'ai écrites à ce général.

Le prince ayant conçu de l'inquiétude au sujet de quelques bruits qui se répandaient à Bâle sur des propositions faites à Pichegru, me fit l'honneur de m'écrire, le 28 ou le 29 août, et me recommandait d'en prévenir Pichegru et de le presser d'éclater. Cette lettre étant remplie des témoignages les plus flatteurs pour Pichegru, et montrant l'intérêt vif que le prince prenait à ce général, je la donnai à M. Courant, vers le 20 septembre, pour la remettre à Pichegru; mais M. Courant ayant été arrêté à Bourg-Libre par M. Bacher, détruisit cette lettre et en avala les morceaux. Le prince daignait continuer à m'y témoigner une haute confiance.

Le prince m'avait écrit deux lettres relatives aux arrangemens à prendre au moment de l'exécution du plan de *Pichegru*, et relativement à la publication de la déclaration du comte de Lille: elles étaient remplies de vues profondes, et parfaitement pensées et rédigées. Je regretterai toujours de n'avoir pas gardé ces lettres après en avoir pris lecture, et de les avoir remises à

M. le marquis de Montesson, dans le rendez-vous champêtre où nous nous rendîmes pour conférer.

[Écrite et envoyée par M. le marquis de Montesson.]

Le 30 Août 1795.

J'AI remis sur-le-champ, Monsieur, la lettre que vous m'avez fait passer, ainsi que la carte de département; mais comme on est fort occupé, voici ce qu'on m'a chargé de vous répondre, ne le pouvant pas soi-même.

On est actuellement fort tranquille; et aussitôt que l'homme qui a donné matière à nos craintes sera arrivé, on l'enverra d'un autre côté.

Il n'y a rien à faire dans ce moment que d'attendre la personne qui doit venir, et qu'on desire de voir amener ici par M. Fauche: comme j'ai eu l'honneur de vous le dire, M. Fauche connaît maintenant la manière d'arriver ici sans être vu. D'ailleurs, comme il a eu des conversations avec Pichegru, il peut éclaircir bien des choses: d'après cela, on me charge expressément de vous dire qu'à moins de raisons majeures, on desirerait que ce fût M. Fauche qui restât à attendre la personne qui doit venir, vu, 1.º que cette personne, sur-tout si c'était M. Badouville, pourrait être surprise de trouver une personne qu'elle ne connaît pas, et hésiterait à y avoir confiance; 2.º parce qu'il faudrait, si c'était M. Fenouillot qui vînt avec la personne en question, qu'il y eût à moitié chemin un changement de conducteur, parce que, comme j'ai l'honneur de vous le dire, on desire que ce soit M. Fauche qui vienne ici; 3.º enfin, on croit que M. Fenouillot, étranger au lieu où il serait, donnerait bien plutôt des soupçons que M. Fauche, qui a des raisons de

de commerce à mettre en avant. Pesez bien, je vous prie, ces raisons, que l'on regarde comme très-importantes.

Je vous supplie d'être convaincu de mon inviolable attachement.

J'ai donné 30 sous au porteur de votre lettre.

[Écrite de la main de M. le chevalier de Contye.]

Le 8 Septembre, à 7 heures du soir.

ON espérait que M. Montgaillard avait été entièrement convaincu par les raisonnemens que M. Montesson a été chargé de lui faire, qu'il est de toute impossibilité de donner de l'argent de plus, jusqu'à l'éclat, puisqu'il faudrait nécessairement mettre dans la confidence des personnes que M. Pinault [Montgaillard] ne veut pas qui y soient. et qui d'ailleurs pourraient se refuser à en donner pour ce qui ne leur paraîtrait qu'incertitude, tandis qu'elles seraient généreuses pour ce qui sera certain. Il est temps ou jamais que l'homme se décide: les constitutionnels vont prendre le dessus en France; ses deux rivaux vont triompher, et ne manqueront pas tôt ou tard de lui faire subir une fin tragique; tandis qu'en se déterminant il peut au contraire les abattre d'un seul coup, eux et la révolution, conserver sa gloire par l'honneur, et immortaliser son existence et son nom par la fortune et les honneurs.

[Écrite de la main de M. le marquis de Montesson.]

A Mulheim, le 16 Septembre 1795.

J'AI trouvé M. X [le prince de Condé] prodigieusement étonné de la lettre qu'il a reçue de vous ce matin, d'après la conversation qu'il a eue avec vous il y a trois jours.

J'avais bien pensé, et j'ai eu l'honneur de vous le dire, qu'il était nécessaire qu'un ou deux d'entre vous, Messieurs,

vinssent ici, vu qu'il est impossible qu'un tiers rende de part et d'autre tout ce qui a été dit dans des conversations, et que les lettres, quelque volumineuses qu'elles pussent être, ne feraient pas tant dans un mois qu'on peut faire dans une ou deux heures de conversation. En conséquence, je suis chargé de vous écrire qu'on desirerait qu'au moins un ou deux de vous se rendissent ici le plutôt possible, pour parler des affaires dont il a été question ce matin. C'est le moyen de terminer plus promptement et plus facilement.

[Écrite de la main de M. le marquis de Montesson.]

Ce 2 Octobre 1795.

Monseigneur a reçu votre lettre d'hier, M. le comte, et il me charge de vous dire qu'il ne s'était point proposé de mettre beaucoup de personnes au fait de l'affaire dont il vous a chargé, et qu'en conséquence ce n'est point son avis que vous fassiez venir aucune nouvelle personne, et encore moins que vous communiquiez rien de toute cette affaire à qui que ce soit de nouveau. Les mesures que vous avez prises jusqu'à présent, ont été si justes, que le plus profond secret a été gardé: il faut donc tâcher de couronner l'ouvrage en ne risquant point d'indiscrétions de nouvelles personnes.

On croit devoir vous prévenir qu'on soupçonne que Y [l'Autriche] veut faire des affaires avec Z [Pichegru], et qu'en conséquence on pourrait peut-être bientôt lui parler de la part d'Y [des Autrichiens]. Il sera donc à propos que, si vous le pouvez, vous préveniez promptement Z [Pichegru] que c'est à l'insu et sans la participation de X [Condé], et que sous tous les rapports il trouvera mieux son compte avec ce dernier, à qui seul il est essentiel qu'il se livre.

[Écrite de la main de S. A. S.]

A Mulheim, le 7 Octobre 1795.

Je vous réponds à la hâte, Monsieur, ayant beaucoup d'affaires, quoiqu'il n'y en ait pas de plus importante que celle-ci.

J'ai des raisons pour croire être sûr que la brouillerie éclatante de P. avec Merlin est très-réelle.

Depuis que M. Wickham est parti d'ici, je ne cesse de lui écrire pour le presser d'y revenir; il va enfin arriver; il a envoyéd'avance le courrier d'Angleterre l'attendre ici, et il y est arrivé d'autres personnes à qui il a également donné rendez-vous: je l'attends donc demain, et par conséquent il est inutile d'envoyer M. Courant à Berne.

Par la lettre de Fauche même, il est constant qu'il est entré en France le 2; il n'y a pas autre chose à faire que d'attendre de ses nouvelles et que j'aye vu M. Wickhan.

En cas que tout ceci se prolonge encore, ce qui serait fort fâcheux, je ne vois pas trop la manière de le forcer d'éclater: si vous en avez une, faites m'en part, et je verrai, d'après tout ce qui me revient de la France, s'il faut l'employer sur-le-champ ou différer.

Ecrivez-moi sans compliment, j'en userai de même.

Signé L. J. B.

[Écrite de la main de S. A. S.]

A Mulheim , le 14 Octobre 1795

Je ne puis rien changer, Monsieur, au plan que Fauche a communiqué à Z [Pichegru]. L'article de l'amnistie ne dépend pas de moi, non plus que celui des domaines nationaux. Les intentions du roi sont si absolues à cet égard, que la seule chose à accorder est un pardon personnel, lequel

ne peut être mérité que par des services réels, tels que la livraison d'une place, &c.

Si Z [Pichegru] ne veut point ou ne peut suivre les instructions du 27 dernier, il n'y a qu'à attendre et à s'armer de patience. Il faudra voir ce que la guillotine et la faim produiront sur le peuple. La criminelle ville de Paris mérite tout cela; et je ne conçois pas trop les raisons que vous pouvez avoir pour parler un langage que le roi ne tiendra jamais. Cela fait l'éloge de votre cœur: car je ne doute pas plus de votre zèle que de vos talens. M. de Montesson ira conférer avec vous ce soir; mais n'attendez pas son arrivée pour transmettre à P. mes intentions. Il serait essentiel qu'il en fût promptement instruit. Je pense que le courrier de Colmar serait préférable dans ce cas à la poste ordinaire: c'est à vous à décider ce qui est le plus sûr.

Vous connaissez les sentimens d'estime et d'amitié que je vous ai voués, Monsieur, à si juste titre; je vous les conserverai toujours.

Signé L. J. B.

[Écrite de la main de S. A. S.]

A Mulheim, le 19 Octobre 1795.

M.... a dû vous répéter, Monsieur, la ferme résolution où j'étais et où je suis de ne rien communiquer à Y [aux Autrichiens] de cette affaire. Elle est entre les mains de M. Bleuet [Wickham], qui sans doute a des ordres supérieurs pour le vouloir ainsi. Pourquoi Z [Pichegru] ne livre-t-il point la pendule et le magasin [Huningue et Strasbourg]! Il eût mieux fait de ne pas sauver la Convention il y a six mois; mais cettef aute commise, pourquoi n'a-t-il pas profité de la derniere crise pour éclater ici! Je sais bien que vous pensez qu'il a fait pour le mieux; mais quoique accoutumé à être de votre avis sur tout ce qui a trait aux conjonctures politiques, je diffère en ceci.....

Il se pourrait que je fusse bientôt déplacé; marquez-le sur-le-champ à Z [Pichegru]: il n'a pas un moment à perdre pour me donner la pendule. Je tiens fortement à ce qu'il livre les trois personnes. Voilà des objets que Fauche doit mettre continuellement sous ses yeux. Vous êtes le maître de garder près de vous M. de B....: mais quant au Turc [Courant], je ne le crois bon qu'à revenir chez lui; ce n'est pas d'ailleurs l'homme de M. Bleuet [Wickham], et je ne ferai rien qui déplaise à cette personne-ci. Vous avez contre sa maison de trop fortes préventions. Vous voyez où en serait mon armée sans ses secours.

suis très-pressé, Monsieur, mais pas assez pour ne point vous réitérer mes sentimens d'estime et d'amitié.

Signé L. J. B.

Écrite de la main de M. de Montesson.

A Mulheim, le 27 Octobre 1785.

IL est essentiel, M. le comte, que vous vous rendiez ici sur-le-champ. Arrivez comme à l'ordinaire et sans être vu. Prenez avec vous quelqu'un qui puisse repartir d'ici dans la nuit pour B...; ne donnez rien au porteur que j'ai payé ici. Les dernières dépêches sont satisfaisantes : je m'empresse de vous le dire pour vous tranquilliser sur tout ce que vous pourriez imaginer. Tout à vous.

[Écrite de la main de S. A. S.]

A Buhl, le 11 Décembre 1795.

M. Eeno.... m'a rendu, Monsieur, avec fidélité vos observations sur le contenu des dernières dépêches. Vous connaissez celles que j'ai faites à Appenweyer, à Furet [Demougé], ainsi que les instructions dont je l'ai chargé pour Z [Pichegru]. Je ne puis donc imaginer comment on a pu m'envoyer un pareil mémoire. Je n'entendrai jamais à aucun accommodement qui puisse soustraire les coupables à la punition qu'ils n'ont que trop méritée; encore moins prêterai-je l'oreille à toutes les propositions que M. Fauche'envoie de Manheim. Il outre-passe ses pouvoirs et mes intentions, et sous aucun rapport il ne peut lui être permis de parler de son chef.

Z [Pichegru] doit sentir combien il est instant qu'il se prononce: il est temps qu'il me prouve son dévouement, et il doit être en mesure ou jamais de me livrer le magasin. M. Bleuet [Wickham] paraît disposé à ne continuer les secours qu'à cette condition. Si vous pouvez instruire de ceci M. Fauche, il est essentiel de lui marquer qu'il ne prodigue pas et les confidences et les pensions. Je serai charmé de vous voir demain à l'heure accoutumée. Vous connaissez mes sentimens pour vous.

Signé L. J. B.

Écrite de la main de M. le chevalier de Contye.

A Buhl, le 28 Décembre 1795.

Vous savez sûrement le malheur qui vient d'arriver : X [le prince de Condé] est dans la plus profonde douleur sur le sort de Louis [Fauche-Borel]; et Furet [Demougé] est persuadé, ainsi que nous, que Z [Pichegru] ne perdra pas un moment pour sauver cet homme précieux par

son zèle et son courage. Furet [Demougé] a envoyé sur-le-champ un courrier au Banquier [Pichegru]; il a également envoyé auprès de M. Bleuet [Wickham]. Le Turc [Courant] est parti hier pour se rendre à Berne, d'où seulement on peut obtenir les fonds qu'on sollicite pour favoriser l'élargissement. Le Bourgeois [Condé] est dans l'impuissance de rien donner, et il est inutile d'insister làdessus. Le Bourgeois [Condé] desirerait que vous envoyassiez ici ce soir M. de B... si vous ne pouviez vous y rendre vous-même. Soyez convaincu de l'attachement que je vous ai voué pour la vie.

Signé C.ye

[Écrite de la main de M. de Montesson].

A Buhl, 3 Janvier 1796.

JE me hâte, Monsieur, de vous apprendre que Louis [Fauche] est entièrement hors d'affaire, et que non-seulement il n'y a plus à craindre pour lui, mais que rien n'a transpiré des intérêts dont il était chargé. Il écrit lui-même au Bourgeois [Condé], lui annonce sa prochaine arrivée de ce côté. Dieu veuille que ce soit sans malencontre! Vous le verrez vraisemblablement avant nous; et il serait à propos que vous arrivassiez ensemble ici.

Y [les Autrichiens] a fait sonder Z [Pichegru]; et celui-ci a répondu comme il le devait. Il faut qu'il ne détermine aucune mesure sans l'approbation de X [Condé], et qu'il se trouve toujours en garde contre les Y [Autrichiens]. Écrivez-lui dans ce sens, et engagez-le à mettre toute confiance dans M. Bleuet [Wickham]. Les ouvertures que celui-ci a faites en dernier lieu, ne peuvent laisser aucun doute, et ont décidé à lui laisser la grande main dans tout ceci.

Veuillez me renvoyer l'exprès le plutôt possible, et agréer mes hommages et ma haute considération.

Signé M

[Écrite de la main de S. A. S. Elle m'a été remise par M. le C. te de Montjoye à Rhinfeld, le 25].

A Buhl, le 22 Février 1796.

JE suis charmé, Monsieur, que vous soyez revenu sur le compte de M. Fa.. et de M. Fe.., et je n'ai qu'à desirer de vous voir rendre la même justice à M. Bleuet [Wickham]. Il la mérite certainement; et la lettre qu'il a écrite au Banqu'er [Pichegru] ne peut laisser aucun doute sur les intentions de cette maison. J'ai chargé expressément M. Fe... de correspondre avec M. Bleuet [Wickham], et de lui communiquer tout ce qui sera envoyé par Furet [Demougé] ou par Coco [Badouville]; ainsi il ne fait que suivre mes intentions, qui vous étaient bien connues avant votre départ de Rastadt.

Je vois avec regret que cette affaire va se perdre en longueur, et que P. n'aura plus les mêmes facilités qu'auparavant. Je l'avais bien prévu; et quoique j'aye beaucoup de confiance dans votre manière de voir les choses, je ne suis pas de votre avis sur les suites que vous espérez. Le voyage de Z [Pichegru] me paraît surtout très-déplacé dans ce moment, s'il a, comme Furet [Demougé] nous l'annonce, de nombreuses intelligences chez Rougem. Je vois bien qu'il faut s'armer de beaucoup de patience, tandis qu'il eût été si aisé de suivre le plan que j'avais donné, et que tout serait terminé aujourd'hui. Ces réflexions me paraissent d'autant plus justes, que M. Bleuet [Wickham] ayant tous les moyens pous

influencer les Aiguilles, il faut laisser ce soin aux agens qui sont dans les départemens frontières. D'un autre côté, Y cessera bientôt d'avoir confiance en des promesses si souvent réitérées, et qui ne produisent aucun résultat effectif. Vous sentez combien il est essentiel qu'on me livre le magasin; faites savoir cela, mais par une autre voie que celle de Lindor [Witterbach]. Mon intention n'est point qu'il soit mis dans la confidence; et c'est aussi la volonté de M. Bleuet [Wickham], d'après des ordres qui ne lui laissent pas la liberté d'en changer. Vos préventions vous rendent injuste à son sujet, et vous sentez combien elles peuvent nuire à la chose. J'aurais desiré que dans votre dernier voyage en Suisse vous lui eussiez fait part des détails qu'il peut ignorer, et qu'il eût été charmé de devoir à votre confiance. Les projets que vous lui supposez dans le midi sont bien certainement étrangers à son ame comme à sa manière de voir ; car celleci fait autant d'honneur à son esprit que son ame est sensible et généreuse.

Je suis content de ce qui me revient de Lyon; cela s'accorde avec les renseignemens que j'ai de Me....; il faut que le peuple souffre; c'est le seul moyen de le forcer à desirer l'ancien ordre de choses. Il n'a d'ailleurs que ce qu'il mérite. Les raisonnemens les plus simples sont perdus pour lui; il n'y a que la misère qu'il comprenne bien, et c'est par elle qu'il faut espérer le retour de la monarchie. Les petits écrits de M. Fe... doivent porter là-dessus: je desire qu'il continue ce travail, et qu'il le rédige dans l'esprit du dialogue du Grenadier. Ces feuilles à 2 sous produisent plus d'effet que les ouvrages les mieux pensés. S'il arrive quelque chose aujourd'hui, envoyez-le-moi, quelque tard qu'il soit. Adieu, Monsieur; vous connaissez le

cas particulier que je fais de vos talens et l'estime que vous m'avez inspirée depuis long-temps.

Signé L. J. DE BOURBON.

COPIE de la Lettre de M. Bleuet [Wickham] au Banquier [Pichegru].

Berne, 11 Février 1796.

JE me félicite, Monsieur, de pouvoir vous témoigner les sentimens de haute considération et d'admirationque j'avais depuis si long-temps pour votre personne : je me flatte que vous trouverez dans cette assurance une nouvelle preuve du desir que ma maison a de vous être utile et de favoriser puissamment les spéculations que vous faites. Je suis autorisé à vous garantir de sa part les secours qui vous seront nécessaires, à quelque somme qu'ils se portent. Ils seront mis à votre disposition dès que vous m'aurez informé des mesures que vous pensez devoir adopter, et que j'aurai un état de vos besoins. Je ne puis vous dire avec quel intérêt j'ai lu les détails que M. Louis [Fauche-Borel] m'a remis relativement au travail qu'il a fait auprès de vous depuis le mois d'octobre. Tout ce qu'il m'a dit aurait ajouté, s'il avait été possible, au desir personnel que j'ai de vous seconder; mais en vous offrant tous les moyens qui sont en mon pouvoir, je ne fais que me conformer aux ordres de ma maison, qui a placé en vous la confiance la plus haute. Il devient aujourd'hui indispensable que nous correspondions directement ensemble, afin d'abréger les retards autant qu'il sera possible d'une part, et de l'autre afin que je fasse auprès des Y [les Autrichiens] les démarches que vous croirez nécessaires au succès de vos opérations. Je

m'honore véritablement d'y participer, et de me voir associé à vos travaux. Il me tarde beaucoup de pouvoir vous l'exprimer de vive voix, et vous faire connaître combien ma maison vous apprécie et vous estime. Elle n'oubliera jamais la conduite noble et généreuse que vous avez tenue, il y a une année; et si les événemens pouvaient ne pas répondre aux espérances que vous avez et qu'elle partage si bien, vous trouveriez chez elle, Monsieur, tous les égards qui vous sont dus et un sort digne de vous. Je suis chargé de vous en donner l'assurance, et je m'acquitte de ce devoir avec une satisfaction bien vraie. Je vous prie, en outre, d'agréer les sentimens de respect et d'admiration que vous m'avez inspirés, Monsieur, et que je conserverai toute ma vie pour vous.

Signé BLEUET.

P. S. Je vous prie de me donner, le plutôt que vous le pourrez, un état approximatif et détaillé de tous les besoins quelconques de votre famille, quelque nombreuse qu'elle soit; il serait essentiel que vous me donnassiez un état de tout ce qu'il faudrait pour son entretien pendant six semaines, pour que je prisse mes arrangemens en conséquence. J'attends votre réponse avec bien de l'impatience.

[Écrite de la main de M. de Montesson. Elle m'a été remise à Rhinfeld par M. de Montjoye].

A Buhl, le 27 Février 1796.

MONSEIGNEUR m'ordonne de vous marquer, M. le comte, combien il est satisfait de votre zèle et de vos services, et combien il sera charmé de pouvoir vous en donner

des preuves. Il est fâché de voir que vous vouliez abandonner une affaire que vous avez si bien dirigée jusqu'à ce jour; mais Monseigneur ne mettra aucun obstacle au parti que vous prenez: il vous laisse entièrement le maître de faire le voyage dont vous lui parlez et de vous retirer en Italie. Il est bien juste qu'après les travaux et les fatigues auxquels vous vous êtes livré, vous goûtiez quelque repos et preniez soin de votre santé, bien précieuse pour la bonne cause. En mon particulier, je ne puis vous dire la peine que ressens de vous voir aussi prévenu contre M. Bleuet; car je vous assure qu'il n'a que de bonnes intentions, et qu'il est incapable de faire le mal que vous lui attribuez.

Si je suis privé de l'honneur de vous voir, j'espère du moins que vous voudrez bien me donner de vos nouvelles, et continuer à faire part à Monseigneur de vos avis et de votre opinion sur les affaires. Que pensez-vous de nous autres émigrés, et que croyez-vous que nous deviendrons! M. le chevalier de Contye vous prie de recevoir ses complimens. J'ai l'honneur d'être, M. le comte, avec un parfait et sincère attachement, votre très-humble et très-obéissant serviteur.

Signé Montesson.

LETTRE du comte de Lille à M. Montgaillard. [Ell est écrite de sa main : elle m'a été remise par le comte d'Avaray].

Riegel, le 26 Mai 1796.

J'AI reçu votre lettre, Monsieur, sans avoir pu jusqu'à présent trouver le temps d'y répondre; j'étais cependant très-pressé de vous témoigner moi-même toute ma satisfaction de la manière dont vous avez rempli l'importante

et délicate mission que M. le prince de Condé vous a confiée. Un jour viendra, et j'espère qu'il n'est pas loin, où je pourrai publier hautement vos services; mais en attendant, c'est un plaisir pour moi de vous dire dans le secret tout ce que je pense à cet égard.

Soyez-en aussi convaincu, Monsieur, que de tous mes sentimens pour vous.

Signé Louis.

COPIE de la Lettre du comte de Lille à S. A. R. monseigneur l'archiduc Charles.

[Remise le 2 juin.]

Riegel, le 30 Juin 1796.

M. le marquis de Montgaillard m'a fait un récit exact, mon cher cousin, de l'entretien qu'il a eu avecvous. Je n'en ai pas été surpris, parce que je connais votreame depuis long-temps; mais j'en ai été charmé, parce que la franchise et la loyauté avec lesquelles vous vous êtes expliqué sur nos communs intérêts, m'autorisent à en user de même à votre égard, dans un moment où la juste confiance de votre auguste frère en vous peut et doit sauver non seulement la France, mais aussi toute l'Europe, dont le sort dépend des événemens qui vont se passer sur le bord du Rhin. Je charge M. de Montgaillard de vous remettre cette lettre, et de vous donner de vive voix tous les détails qu'elle ne peut renfermer. Je ne pourrais faire un meilleur choix; car ma confiance en lui est sans bornes; elle est égale à celle que vous lui avez vous-même témoignée.

Vous savez les raisons qui m'ont contraint à quitter l'asile où je suis resté si long-temps malgré moi, et à

remplir le vœu que je ne cessais de former, et que vous auriez formé à ma place. J'en ai fait part à S. M. I.; et M. le comte de Saint-Priest, qui est chargé, en ce moment, de mes affaires auprès d'elle, m'a transmis le desir qu'elle avait que je m'éloignasse de l'armée. J'ai répondu par la lettre dont je remets la copie à M. de Montgaillard, afin de rendre celle-ci moins longue. La même insinuation m'a été, peu de jours après, transmise par M. le baron de Summerhaw et par M. le maréchal de Wurmser, auxquels j'ai répondu qu'ayant écrit sur ce sujet à Vienne, j'en attendais avant tout la réponse. J'ai reçu, avant-hier au soir, une lettre de M. de Saint-Priest, du 23 de ce mois, où il me mande que les dispositions sont toujours les mêmes, et qu'on lui a même ajouté que si je persistais à demeurer à l'armée, on en viendrait, quoique à regret, à employer les voies de la contrainte. Je ne rapporte ce dernier article que pour mieux vous témoigner mon entière confiance; car vous sentez bien que je connais trop le caractère de l'empereur pour supposer même un instant qu'il voulût user de pareils moyens.

Vous jugez, mon cher cousin, que si j'avais cent bonnes raisons le 12 mai pour rester à l'armée, à présent j'en ai mille. La cessation de l'armistice suffirait seule; mais indépendamment de ce motif, que votre ame appréciera bien, il y en a de politiques, et qui sont du plus grand poids. Vous avez vu toute la correspondance de *Pichegru*; vous savez combien il a desiré que je me rapprochasse, à quel point il n'a cessé depuis quatre mois d'insister à cet égard, combien il a été satisfait de mon arrivée, l'effet qu'il dit que ma présence a produit, et sur-tout combien il regarde comme essentiel que je demeure. Vous connaissez la vivacité avec laquelle ce même desir

a été exprimé par différentes personnes qui servent à Paris les intérêts de la cause commune. Vous avez lu ce que Pichegru m'a transmis à ce sujet, des nombreuses intelligences qu'il a dans cette ville et parmi les premières autorités. Qui mieux que vous peut faire sentir à l'empereur la nécessité de ma présence à l'armée ! J'aurais bien voulu traiter cette affaire directement avec lui: mais des raisons que vous savez sans doute, lui ont fait desirer que je ne lui écrivisse pas moi-même. Heureusement c'est à un autre lui-même que je puis m'adresser; et pour vous mettre à votre aise, je retranche tout cérémonial, et je vous prie d'en user de même en me répondant : je vous dirai même que je regrette de ne m'être pas mis plutôt au-dessus de cette bêtise; car c'est elle qui m'a empêché de vous écrire en arrivant ici. Je vous prie donc, avec toute la confiance que me donnent l'amitié que vous m'avez inspirée dans le peu que je vous ai vu, les liens du sang qui nous unissent, et la conviction où nous sommes tous les deux de l'importance dont il est pour le présent et le futur, que l'union de l'Autriche et de la France soit plus étroite que jamais, de faire sentir à l'empereur tous les avantages de ma présence à l'armée, et les maux incalculables qui résulteraient de mon éloignement. Vous êtes mon proche parent; vous m'avez témoigné de l'amitié : cet éloignement reculerait la fin de mes malheurs; vous aimez la gloire, il nuirait à la mienne; vous êtes frère de l'empereur, ses intérêts en souffriraient ; vous avez l'ame sensible, de nouveaux torrens de sang en seraient le fruit. Il est impossible que ces considérations présentées par vous avec cette énergie qui vous est propre, ne fassent sur l'ame élevée de S. M. I. l'effet que j'en attends. Si vous pensiez qu'il fût utile de mettre ma lettre

même sous ses yeux, vous en êtes absolument le maître. Si même, par la suite, l'empereur voulait adopter cette forme qui évite tout embarras, nous pourrions communiquer directement ensemble, et cela ne pourrait avoir que de grands avantages.

Vous voyez, mon cher cousin, avec quelle confiance je vous parle; je vous prie d'y répondre par une pareille. Adieu; je vous embrasse avec toute l'amitié que vous me connaissez pour vous.

Signé Louis.

COPIE de la Lettre du comte de Lille à M. le comte de Saint-Priest, à Vienne.

Riegel, le 10 Mai 1796.

J'AI lu, Monsieur, avec la plus sérieuse attention, la lettre que vous avez écrite, le 1.cr de ce mois, au duc de la Vauguyon.

Vous avez senti, comme je m'y attendais, que dans la nécessité où je me suis trouvé de quitter immédiatement le territoire de la république de Venise, je n'avais d'autre parti à prendre que celui auquel je me suis déterminé. Cette résolution indispensable a été accompagnée de toute la mesure que les circonstances actuelles pouvaient exiger de moi; je n'e me suis annoncé que comme un gentilhomme français, qui venait se réunir au drapeau blanc; et je me suis déterminé, en arrivant au quartiergénéral, non à publier ma proclamation, comme j'en avais d'abord eu l'idée, mais à faire consigner une disposition de prudence, dans l'ordre du 29 du mois dernier, qui vous a été transmis par M. d'Avaray. C'est ainsi qu'en profitant a

profitant, pour sortir de ma cruelle inaction, d'une circonstance impérieuse que je n'avais pu ni prévoir ni déterminer, je me suis plu à me conformer aux vues et desirs de S. M. I.

J'ai déjà éprouvé l'effet que ma présence à l'armée produit sur l'intérieur du royaume, et j'ai tout lieu de penser, d'après les rapports qui arrivent journellement au duc de la Vauguyon, de Paris, de Lyon et des départemens frontières, que j'acquerrais promptement une influence qui faciliterait le succès des armes de l'empereur. et procurerait les seuls moyens certains d'accélérer, à l'entière satisfaction de S. M. I., une pacification, dont il est impossible de se flatter autrement. C'est dans la vue de parvenir, de concert avec l'empereur, à un but si essentiel, que j'attache la plus grande importance à me maintenir sous la forme mesurée que j'ai adoptée, et dont je ne m'écarterai pas dans la position où m'a placé un événement imprévu. Si je renonçais aux avantages qu'elle présente pour le succès de ma cause et l'intérêt des puissances, en m'éloignant volontairement de l'armée, j'imprimerais sur moi un caractère d'inconséquence, qui détruiralt la considération qu'il m'est si essentiel de conserver. En vain même chercherais-je à faire accroire que cette mesure fut volontaire de ma part : elle est trop contraire aux principes qui doivent me diriger, pour que la France et l'Europe entière n'y voient pas l'effet d'une force irrésistible; et la conviction qui s'établirait à cet égard dans les esprits, inspirerait aux Français une défiance des vues ultérieures de S. M. I., qui augmenterait leur résistance d'une manière incalculable.

Je verrais avec la plus vive douleur se dissiper ain si l'espérance si bien fondée de hâter ce moment où la paix,

en conciliant les intérêts de toutes les puissances, pourre s'établir sur les bases de l'ordre public et de l'équité. Le seul moyen de prévenir des résultats aussi nuisibles à l'intérêt général et à celui de S. M. I. en particulier, est certainement la promesse positive de me procurer la facilité. de rentrer en France avec le corps de M. le prince de Condé, soit qu'il soit destiné avec l'appui des forces de S. M. I. à passer le Haut-Rhin, soit qu'il continue à être réuni à l'armée de M. le maréchal de Wurmser. Toute inquiétude doit d'ailleurs être dissipée par l'engagement que j'ai pris et que je tiendrai de n'y développer d'autre titre que celui de gentilhomme français, de ne donner aucune direction au commandement ni aux détails du corps, et de me borner à l'honneur de me rallier au drapeau blanc, avec le desir et la ferme intention d'accélérer par ma présence la fin des troubles qui agitent la France et l'Europe, et de déterminer la pacification générale par les seuls moyens qui puissent la rendre durable.

Je me dois à moi-même, je dois à l'empereur, de lui représenter tous les avantages qui résultent aussi évidemment de ma présence à l'armée, et tous les inconvéniens que produirait un parti contraire, dans une circonstance où un événement imprévu m'y a nécessairement placé, où l'honneur m'y retient, et où je ne peux m'en éloigner que par une volonté étrangère à la mienne et irrésistible. Je suis persuadé que S. M. I. pèsera dans sa sagesse d'aussi importantes considérations, qu'il vous sera facile de lui présenter sous le point de vue le plus propre à établir entre elle et moi une alliance intime et un concert aussi essentiel à ses intérêts particuliers, qu'au rétablissement de l'ordre public et de la tranquillité générale.

Les événemens désastreux survenus en Italie, et dont

vous n'aviez pas connaissance lorsque le duc de Grammont est parti, ajoutent un nouveau poids à tout ce que je viens de vous dire, et rendent plus indispensable que jamais l'emploi du grand moyen qu'offre ma présence à l'armée dans un moment aussi décisif. La correspondance de Baptiste [Pichegru] ne laisse aucun doute à cet égard: il insiste chaque jour de plus en plus sur la rupture de l'armistice; et toutes les opérations militaires sur le Rhin étant dirigées d'après ses données, mon éloignement ne pourrait qu'être infiniment préjudiciable au sort des armes impériales. Vous jugerez facilement de l'impatience avec laquelle j'attends votre réponse.

Signé Louis.

COPIE de la Lettre écrite par le comte de Lille au Général Pichegru.

[Elle a été envoyée par madame la baronne de Reich et par le passage extraordinaire du Rhin, le 24, à Furet [Demougé], à Strasbourg.]

Le 24 Mai 1796, à Riegel.

IL me tardait beaucoup, Monsieur, de pouvoir yous exprimer les sentimens que vous m'inspirez depuis longtemps et l'estime particulière que j'avais pour votre personne; mais, jaloux de prévenir jusqu'aux moindres accidens qui auraient pu troubler votre tranquillité et compromettre les intérêts précieux qui vous sont confiés, j'ai différé jusqu'à ce jour de vous écrire. Je cède à ce besoin de mon cœur; et c'en est un pour moi de vous dire que j'avais jugé, il y a dix-huit mois, que l'honneur de rétablir la monarchie française vous serait réservé.

Je ne vous parlerai pas de l'admiration que j'ai pour vos

talens et pour les grandes choses que vous avez exécutées. L'histoire vous a déjà placé au rang des grands généraux. et la postérité confirmera le jugement que l'Europe entière a porté sur vos victoires et vos vertus. Les capitaines les plus célèbres ne durent pour la plupart leurs succès qu'à une longue expérience de leur art; et vous avez été, dès le premier jour, ce que vous n'avez cessé d'être pendant tout le cours de vos campagnes. Vous avez su allier la brayoure du maréchal de Saxe au désintéressement de M. de Turenne et à la modestie de M. de Catinat: aussi puis-je vous dire que vous n'avez point été séparé, dans mon esprit, de ces noms si glorieux dans nos fastes. Votre gloire effacera la leur, tant j'ai la confiance que vous remplirez les hautes destinées qui vous attendent. M. le prince de Condé vous a marqué à quel point j'avais été satisfait des preuves de dévouement que vous m'avez données, et combien j'ai été touché de la fidélité avec laquelle vous servez ma cause. Mais ce qu'on n'a pu vous exprimer comme je le sens, c'est le desir, c'est l'impatience que j'éprouve de publier vos services, et de vous donner des marques éclatantes de ma confiance.

Je confirme, Monsieur, les pleins-pouvoirs qui vous ont été transmis par M. le prince de Condé; je n'y mets aucune borne, aucune restriction, et vous laisse entièrement le maître de faire et d'arrêter tout ce que vous jugerez nécessaire à mon service, compatible avec la dignité de ma couronne et convenable aux intérêts de l'État. J'approuve, je ratifie les avantages qui vous ont été assurés le 16 août dernier, en mon nom, et dont l'état est signé par M. le marquis de Montgaillard. Je vous donne ma parole royale que toutes les promesses qui y sont énoncées seront religieusement tenues. Je n'en excepte que

l'article dix-septième, relatif à l'amnistie, sur lequel je me réserve de prononcer. Ma clémence s'étendra aussi loin que la justice et le bien de l'État pourront me le permettre : je me dois cependant à moi-même, je dois à mes sujets, je dois à l'Europe entière, de ne point soustraire à la vengeance des lois ces hommes dont les forfaits souilleraient à jamais le nom français. Il n'y a que de grands services et une participation directe au rétablissement de la monarchie qui puissent me déterminer à leur en accorder le pardon. J'oublierai les erreurs d'opinion et les torts de conduite; mais les crimes qui blessent la morale publique, ceux qui intéressent de si près l'ordre social, sont du ressort des lois, et c'est à leurs ministres à décider jusqu'à quel point la clémence peut s'allier avec la justice. Ce même principe ne me permettra jamais de reconnaître et de consacrer la spoliation, l'envahissement des propriétés et des droits des deux premiers ordres. La générosité des sacrifices qu'ils s'étaient empressés de faire aux besoins de l'État, avant même la convocation des états-généraux, est devenue un sûr garant des dispositions qu'ils apporteront dans les arrangemens conciliatoires que les circonstances pourront nécessiter.

J'ai chargé M. de Montgaillard de vous donner tous les détails que vous avez desirés. Il vous a fait connaître la résolution où je suis de ne pas quitter l'armée. Cette résolution est invariable, et vous apprendrez plutôt ma mort que mon éloignement: mon trône ou mon tombeau; je ne connais pas de milieu. Si je n'ai pas beaucoup de forces physiques, j'en ai de morales; et quand il en sera temps, je le ferai connaître. Comme Henri IV, j'ai mon royaume à conquérir; comme lui, je saurai varnere et régner. La rupture de l'armistice prouve, d'une

manière bien flatteuse pour vous, la confiance que vous inspirez au cabinet de l'empereur; car vous savez sûrement que M. l'archiduc Charles a assuré que vous étiez le seul général français qui eût pu décider S. M. I. à rompre la trève. Puissent les événemens survenus en Italie ne point apporter d'obstacles aux opérations militaires qui viennent d'être arrêtées! Le passage du Rhin est résolu, et c'est M. le général comte de la Tour qui commandera en chef dans cette partie-ci. Toutes vos dispositions lui ont été communiquées, ainsi que les états envoyés par Furet [Demougé]. Je desire que désormais vous correspondiez directement avec moi, et par la voie particulière qui vous sera indiquée; vous devez en sentir les motifs et la nécessité: cette disposition ne doit apporter aucun changement à l'ordre suivi jusqu'à ce jour vis-à-vis des Autrichiens; il est essentiel, au contraire, que Furet [Demougé] continue à correspondre par madame de R.... avec M. Bleuet [Wickham], et avec César [Wurmser]. Au surplus, c'est à votre sagesse à déterminer, d'après les circonstances qui vous sont personnelles, de quelle manière et jusqu'à quel point ce dernier objet peut être suivi.

Vous connaissez, Monsieur, mes sentimens pour vous; ils ne changeront famais, et ma confiance et mon estime vous appartiendront dans tous les temps.

Signé Louis.

Pouvoirs remis à M. Fauche-Borel.

[Ils étaient écrits sur de la gaze.]

PLEINE et entière confiance dans le porteur du présent. J'approuve et ratifie d'avance tout ce qu'il jugera conve-

nable et nécessaire de faire pour mon service et l'intérêt de l'État.

A Mulheim, le 9 juin 1796.

Signé Louis.

COPIE de la Lettre du comte de Lille au Général Pichegru.

[Elle était écrite sur de la gaze; elle fut remise à M. Fauche, ainsi qu'une lettre pour M. Wickham, dont je n'ai pu garder copie, M. le duc de la Vauguyon ayant été chargé de la porter à Berne, où il se rendit de suite avec M. Fauche-Borel.

Mulheim , le 9 Juin 1796.

Vous connaissez, Monsieur, les malheureux événemens qui ont eu lieu en Italie; la nécessité d'envoyer trente mille hommes dans cette partie fait suspendre définitivement le projet de passer le Rhin. Votre attachement à ma personne vous fera juger à quel point je suis affecté de ce contretemps, dans le moment sur-tout où je voyais les portes de mon royaume s'ouvrir devant moi. D'un autre côté, les désastres ajouteraient, s'il était possible, à la confiance que vous m'avez inspirée : j'ai celle que vous rétablirez la monarchie française; et soit que la guerre continue, soit que la paix ait lieu cet été, c'est sur vous que je compte pour le succès de ce grand ouvrage. M. Louis F. vous remettra cette lettre; je lui ai donné mes pouvoirs, afin que, dans le cas où vous jugerez à propos de faire faire des démarches auprès des généraux de l'armée d'Italie, elles n'éprouvent pas le moindre retard : vous êtes le maître de décider à cet égard. Je dépose entre vos mains, Monsieur, toute la plénitude DE MA PUISSANCE et de mes droits; faites-en l'usage que vous croirez nécessaire à mon service."

Si les intelligences précieuses que vous avez à Paris et dans les provinces, si vos talens et votre caractère sur - tout pouvaient me permettre de craindre que quelque événement impossible à prévoir vous obligeat à sortir du royaume, c'est entre M. le prince de Condé et moi que vous trouveriez votre place. Si j'en connaissais une plus digne de vous, je vous l'offrirais. En vous parlant ainsi, j'ai à cœur de vous témoigner mon attachement et mon estime; car vos rares qualités rendent impossible un avenir semblable, et ce que vous avez fait jusqu'à présent est un sûr garant que vous exécuterez ce qui reste à faire. Je me flatte que M. Wickham continuera de fournir, et avec la même générosité, les secours que vous pourrez desirer. Je sens combien ils deviennent nécessaires, lorsqu'il faut plus que jamais former et diriger l'opinion publique. Ne négligez rien pour produire cet effet, dont l'importance est si majeure. M. le duc de la Vauguyon accompagnera M. Louis à Berne, afin de presser l'envoi des fonds. J'attends de vos nouvelles avec bien de l'impatience. Je ne vous parlerai pas de mon estime, de ma reconnaissance; le sentiment que vous devez avoir de vous-même, vous répond de tout ce que je pense, de tout ce que je sens pour vous.

Signé Louis.

M. Fauche joignit le général Pichegru à Arbois, dans le moment où les habitans de cette ville donnaient une fête à ce général. Il lui remit mille louis que M. Wickham avait délivrés, et dix-sept cent cinquante que M. Fauche prit chez M. Roussillon, à Yvonau, d'après les pleins-pouvoirs du rois

M. Fauche remit en outre au général Pichegru une lettre de M. Wickham, dont j'ignore le contenu, mais dans laquelle était renfermée la promesse d'un crédit illimité sur un banquier de Paris, dont j'ignore le nom. M. Fauche rejoignit le comte de Lille à Willingen, dans la forêt Noire, et lui remit une lettre non chiffrée du général Pichegru, dont j'ignore le contenu; mais dans laquelle ce général assurait S. M. de son entier dévouement, ainsi que M. le comte d'Avaray me l'apprit depuis.

Le 19 juin, M. le prince de Condé m'expédia de Riegel une estafette à Calsruhe, avec l'ordre de me trouver le 24 à Bâle, où le chef de bataillon Philippe devait se rendre pour conférer avec moi sur plusieurs objets de circonstance, et pour donner communication du plan de campagne. Une maladie grave me retenant au lit, je ne pus me rendre à Bâle; et le passage du Rhin par les Français ayant eu lieu le 23, la conférence subite n'eut pas lieu. Je me rendis le 7 juillet à Anspach, d'où j'arrivai le 4 août à Munich. Etranger pendant tout ce temps aux opérations politiques; je n'eus connaissance de la suite qui y était donnée que le 14 août, par une lettre que M. le prince de Condé m'écrivit le 11. Fermement résolu de ne plus m'employer pour une semblable négociation, je partis de Munich, le 24 août, pour me rendre à Venise, où j'arrivai le 3 septembre, et où mon premier soin fut de me rendre chez M. Lallement, ministre de France près cette République.

COPIE de la Lettre du Général Pichegru au Prince de Condé.

[Elle me fut remise le 21 août 1795, au soir, par M. Fauche, et je la portai la nuit au prince. Elle était écrite en toutes lettres.]

Z [Pichegru] est très-sensible à tout ce qui lui a été dit de la part de X [Condé], et l'assure de son entier dévouement. Z [Pichegru] desire que X [Condé] lui fasse connaître d'une manière précise ses intentions et ses ordres, afin qu'il puisse faire de son côté les dispositions convenables pour l'exécution. Z [Pichegru] offre son respect à X [Condé], ainsi que le desir qu'il a de faire tout ce qui lui sera agréable.

Le 20.

COPIE de la Lettre du Général Pichegru au Prince de Condé.

[M. Fauche me l'apporta le 26 août 1795, et je la remis le même jour à S. A. S.]

Z [Pichegru] ne peut, sous aucun rapport, suivre le plan qui lui a été communiqué; mille raisons l'en empêchent, et l'on doit en sentir toute la force. Ce qu'il a proposé est la seule chose susceptible d'un prompt succès. Si X [Condé] ne peut y adhérer, Z [Pichegru] verra, d'après les circonstances, ce qu'il pourra faire; mais le temps seul pourra lui fournir des moyens, et dans ce cas il ne peut fixer l'époque ni la manière. Z [Pichegru] fera, dans tous les

temps tout ce qui dépendra de lui, et il renouvelle à X [Condé] l'assurance de ses sentimens et de son zèle.

Le 26.

COPIE de deux billets que M. Badouville fut chargé de remettre en même temps à M. Wickham, et qu'il lui remit à Berne le 5 janvier 1793.

[Ils étaient en toutes lettres ainsi que la précédente. Je n'ai pas connaissance de la réponse de M. Wickham; mais M. Badouville rentra le 9 par Neufchâtel, chargé de 2,000 louis en or, et d'un crédit illimité sur un banquier de Paris dont j'ignore aussi le nom.]

vouement, et il espère lui en donner bientôt des preuves.

Le 2.

2. Le Banquier [Pichegru] prie Bleuet [Wickham] de remettre à Coco [Badouville], qui a son entière confiance, de la bijouterie [de l'argent] nécessaire pour le mariage [jonction des armées.]

Le 2.

COPIE de la Lettre écrite de Neufchâtel par M. Badouville à M. Courant.

[Celui-ci m'en envoya copie à Soleure, le 10 avril 1797. M. Badouville rentra le 9 par Pontarlier, accompagné par M. Fauche jusqu'aux frontières.]

Je suis mortifié de ne pas te voir, mon cher Turc [Courant]; mais je suis arrivé hier très-tard, et je pars ce matin à six heures. Tu vois que cela ne m'est pas possible; et comme il est essentiel qu'on ne me voie pas ici, je ne

puis passer chez toi. Baptiste [Pichegru] m'a envoyé exprès pour dire à M. Montg.. qu'il le prie instamment de ne pas rentrer encore. Sa présence là-bas pourrait le compromettre, et sur-tout la chose. Il n'est pas temps encore; et quand le moment sera proche, Zélie [Pichegru] le fera savoir à M. Mont.., pour qu'il se rende auprès d'elle. Je suis bien fâché de n'avoir point trouvé M. Mont.. ici, que j'y croyais. Je te prie, mon cher Turc, de lui faire mes complimens, et de lui faire savoir cela de la part de Baptiste, le plutôt que tu pourras. Adieu, je suis ton bon ami et camarade, Coco [Badouville.]

Le 9, à 4 heures du matin.

M. Fauche, au retour de la frontière, fut coucher à Aarberg, et se rendit le lendemain à Berne chez M. Wickham. Il revint à Neufchâtel le 14, d'où il fut à Lausanne et à Romain-Moutier, par où il fit passer des fonds (j'en ignore le montant) à Pichegru. Il envoya en même temps un exprès à M. Fenouillot, qui était rentré depuis deux mois, et qui correspondait avec M. Wickham, tant pour l'affaire de Baptiste [Pichegru] que pour ce qui se pratiquait en Franche-Comté.

COPIE de la Lettre du Prince de Condé.

[Écrite en toutes lettres. Elle lui fut remise à Berne, le 15 Mars, par M. le M. de Montesson. Écrite de sa main. Cette lettre est adressée à M. Fauche.]

Mulheim, le 17 Mars 1797.

JE suis, Monsieur, aussi surpris qu'affecté de ce qui

m'est revenu sur le compte de M. Montg..; mais je le suis encore davantage des fâcheuses impressions qu'une conduite semblable doit donner à M. Bleuet [Wickham]. Je desire que vous vous tendiez sur-le-champ à B... pour dissiper les inquiétudes qu'il a sur le sort de Z.... Pichegru]; vous y réussirez mieux que personne, par les relations que vous avez avec elle, et la connaissance que vous avez de tout ce qui s'est passé depuis six semaines. Prévenez Baptiste [Pichegru] de tout ceci, afin qu'il prenne toutes les mesures qu'exige la prudence, quoique je ne présume pas possible que le mécontentement puisse aigrir M. Montg., au point de lui faire oublier ses devoirs, et le porter à des excès aussi répréhensibles. Déférez entièrement à la volonté de M. Bleuet [Wickham], et ne perdez pas un moment pour exécuter les ordres qui vous seront donnés. Je serais charmé, je desirerais même que Coco [Badouville] pût revenir et arriver jusqu'ici ; vous sentez assez de quelle importance serait son voyage dans ces circonstances, sans que je vous le dise. Ecrivezlui en conséquence. Tout ce qui me revient de Paris s'accorde parfaitement avec son dernier rapport; et je ne doute pas que M. Bleuet [Wickham] et moi ne parvenions, de concert avec le Banquier, à diriger les élections comme il convient au rétablissement de l'ordre.

Vous voyez avec quelle confiance je vous parle; mais votre zèle et votre courage me répondent depuis long-temps de votre fidélité. C'est vous dire assez, Monsieur, que je n'ajouterai jamais foi aux rapports que l'on tentera contre vous; et je suis charmé de trouver cette occasion de vous assurer que tout ce qui m'a été écrit en dernier lieu, aurait augmenté la confiance que j'ai placée en vous, loin de la diminuer, si vous ne la possédiez toute

entière. Je ne doute pas que vous n'y répondiez dans tous les temps, et que M. Bleuet ne soit toujours aussi satisfait de votre conduite. Ne négligez rien de ce qui peut lui être agréable; car je lui laisse dans tout ceci la direction principale. Surveillez M. Montg.., et tâchez de le détourner de ses projets de voyage. Adieu, Monsieur: je suis très-pressé, mais pas assez pour me priver du plaisir que je trouve à vous assurer de tous les sentimens d'estime et d'intérêt que vous m'avez inspirés.

Signé L. J. B.

Nota, Je parvins à me procurer cette lettre à Berne même; et M. Fauche resta persuadé que M. le marquis de Montesson l'avait remportée par mégarde.

COPIE de la Lettre de S. A. S. [elle me fut remise à Neufchâtel par M. le vicomte de *Maccarthy-Lévignac*, le 24 Mars 1797, écrite en toutes lettres.]

Mulheim, le 22 Mars 1797.

JE vous envoie, Monsieur, M. de Lévignac avec des pleins-pouvoirs suffisans pour terminer tous les différens j'ai pensé qu'il vous serait agréable sous tous les rapports, connaissant son attachement pour vous, et l'estime qu'il a pour vos talens et vos qualités; et vous êtes d'ailleurs de la même province. La confiance sans bornes que je vous ai accordée, et que je vous conserverai toujours, me persuade que vous lui remettrez les papiers qui vous sont inutiles, et dont j'ai le plus grand besoin. Vous ne pouvez craindre, sous aucun rapport, de vous en dessaisir; vos services parleront pour vous plus haut que tous les témoignages que je pourrais vous en donner; et la satisfaction

que le roi a bien voulu vous témoigner, ne laisse désormais aucune prise à la calomnie. J'ai un véritable plaisir. Monsieur, à vous renouveler les sentimens d'estime et d'amitié que vous m'avez inspirés, et à vous assurer de toute ma satisfaction relativement à la mission que je vous ai donnée. Elle est terminée aujourd'hui, puisque Bleuet [Wickham] et Baptiste [Pichegru] agissant d'après un nouveau plan, vous ne pouvez, en aucune manière, les seconder activement dans l'intérieur où votre présence compromettrait également votre sûreté et les grands intérêts qui s'y traitent : mais je serais charmé de m'aider de vos lumières dans ces circonstances, et je desirerais bien que vous pussiez accompagner M. de Lévignac ici; vous y trouveriez quelqu'un qui vous estime et vous aime bien sincèrement, et dont les sentimens pour vous ne changeront jamais.

Signé Louis-Joseph de Bourbon.

COPIE de la Lettre de S. A. S., à M. le chevalier de Beaufort.

Le 29 Mars 1797.

JE vous envoie, Monsieur, le certificat que vous avez demandé, ainsi que le congé de trois mois qui est nécessaire, dites-vous, à l'arrangement de vos affaires domestiques. J'ai vu avec peine que votre.....

[Cette Lettre n'est pas achevée].

Certifié conforme : MONTGAILLARD.

A Committee of the Comm

White the street of the late